



**HAL**  
open science

## Jungle Finish : chronique d'un urbicide

Antoine Trémège

► **To cite this version:**

Antoine Trémège. Jungle Finish : chronique d'un urbicide. Architecture, aménagement de l'espace. 2017. dumas-01622163

**HAL Id: dumas-01622163**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01622163v1>**

Submitted on 15 Dec 2017

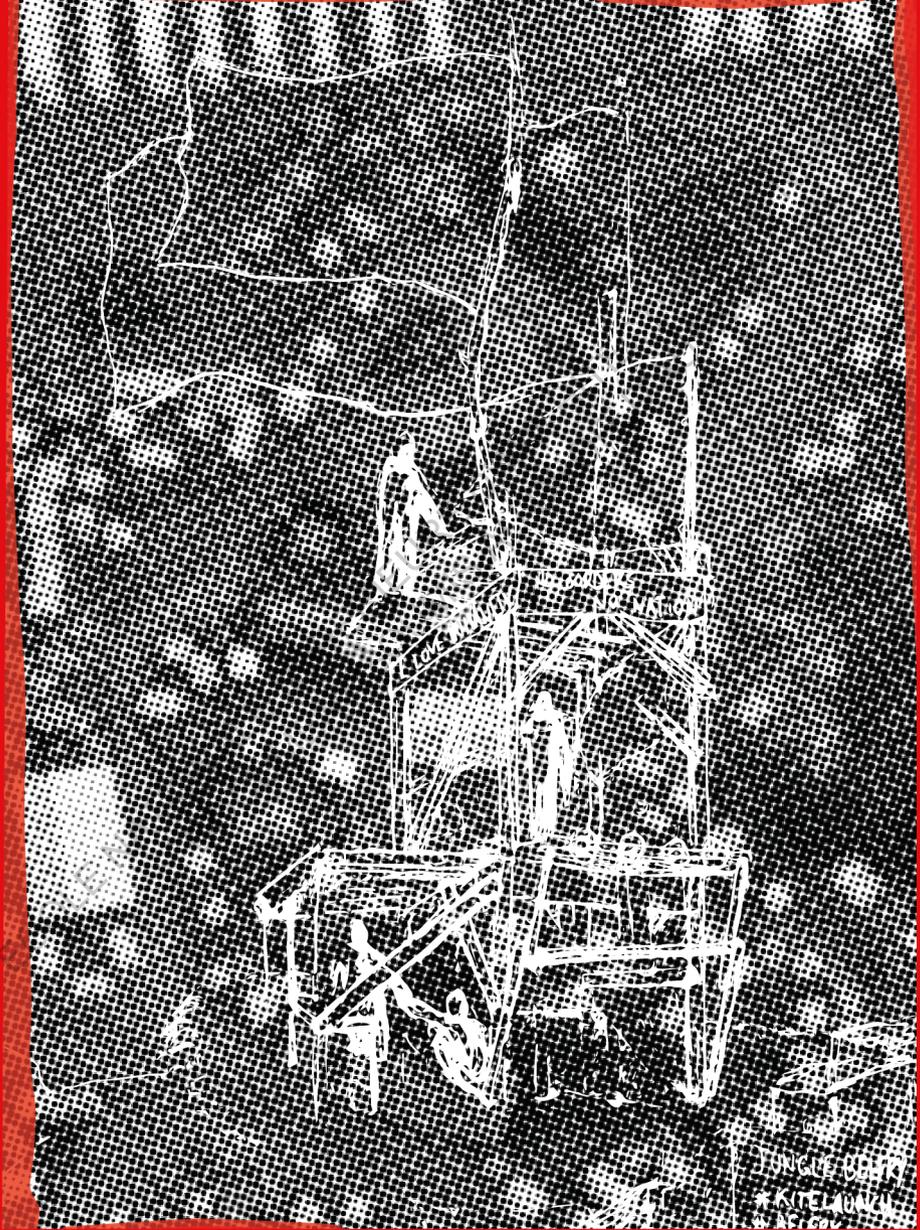
**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

# " JUNGLE FINISH "



CHRONIQUE D'UN URBICIDE

“ JUNGLE FINISH ”  
CHRONIQUE D'UN URBICIDE

*réalisé par Antoine Trémège*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

NANTES

FRANCE

PARIS

035

# Avant Calais

Qu'est ce que la ville contemporaine ?

047

être à **Calais**,  
entre deux mondes

053

**Utopia 56**  
Bidonville et survie

105

**Belfry Project**  
fabriquer la ville et faire société

20.10

141

**Calais Centre**  
Urbicide

163

**Epilogue**

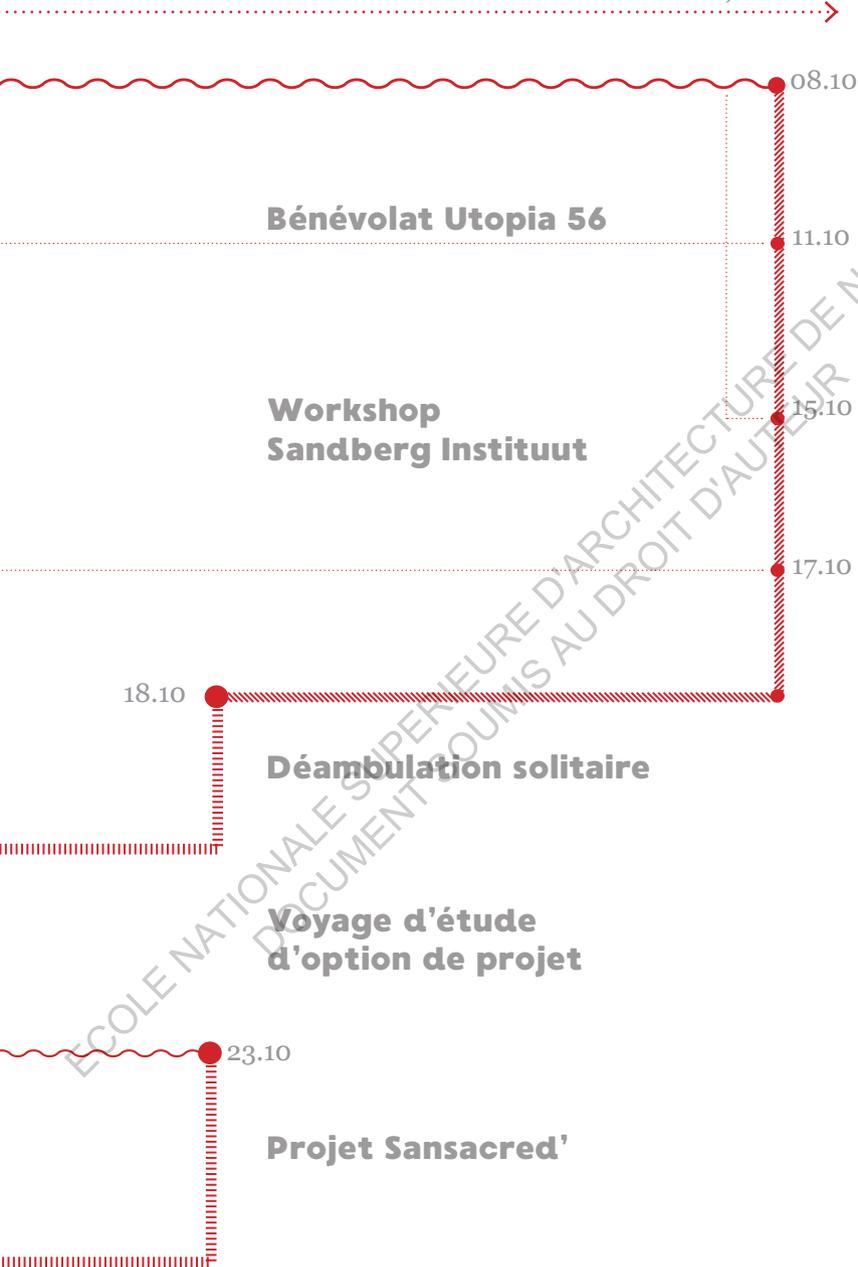
28.10

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

CENTRE-VILLE

CALAIS

JUNGLE



“ Le camp de migrants [de Calais] est plus qu'un bidonville, il est plus qu'une ville, il est le laboratoire de la ville du XXI<sup>e</sup> siècle.<sup>1</sup> ”

Cyrille Hanappe

**1** : Hanappe Cyrille, *Les leçons urbaines de la Jungle*, Libération (web), 06/03/16

**2** : Cyrille Hanappe est architecte-ingénieur parisien. Il alterne travaux de recherches au laboratoire de l'ENSA Paris-Belleville, où il dirige le Diplôme Spécial d'Architecture, Risques majeurs, avec une pratique professionnelle foisonnante. Il est également co-fondateur depuis 2000 de l'agence AIR architectes avec Olivier Leclercq. Son intérêt pour l'architecture en économie faible, les risques majeurs et l'urgence le pousse à participer à de nombreux colloques, publications et conférences sur les sujets de l'accueil de l'étranger. Il a écrit plusieurs articles pour la presse et notamment pour le journal Libération. Sa position d'intellectuel le place comme une figure de proue d'un mouvement de pensée contestataire face à la politique gouvernementale sur la question de l'accueil des étrangers. A travers leur vision libérale, ces architectes revendiquent le camp, le bidonville, la ville informelle comme une forme d'urbanité tout à fait légitime et intéressante.

La phrase de Cyrille Hanappe<sup>2</sup> dans sa tribune pour Libération situe l'origine académique de ce mémoire. Depuis mes premiers souvenirs, la question migratoire est un sujet qui me préoccupe et tout particulièrement les conditions d'accueil des peuples exilés. Petit-fils de réfugié politique espagnol, le devoir de mémoire inculqué par mes parents enseignants d'histoire a ancré mon engagement psycho-affectif sur ce thème. Les multiples crises politiques et écologiques actuelles, auxquelles s'ajoutent toutes celle qui se profilent à plus ou moins long terme, placent le thème de l'hospitalité au cœur des problématiques fondamentales de notre époque. L'actualité nous montre à quel point le sujet de l'accueil de l'étranger est épineux, les démantèlements successifs d'établissements informels, l'ouverture de multiples centres de rétention administrative ou d'accueil et d'orientation au fonctionnement obscur, la cristallisation des clivages dans le débat politique en témoignent. Bien que sensible à ces problématiques, j'ai entrepris ce travail comme un profane empreint d'à-priori. Tout excité par le bruit médiatique qui régnait autour de Calais et de sa Jungle, c'est sans trop me poser de questions que j'ai décidé de m'y intéresser. C'est l'expérience humanitaire de l'une de mes amies à Calais qui a accentué mon intérêt pour ce terrain. Ses observations mêlant gravité et enthousiasme finirent de me convaincre de l'importance de ce qui se jouait là-bas.

# Préliminaire

Calais et les multiples camps de réfugiés qui s'y sont succédés sont le symbole de la pression et du stress qui règnent autour du débat de l'hospitalité. L'agglomération concentre et catalyse les discours politique, l'aide humanitaire, la présence des médias. Ce haut lieu considéré comme « multiculturel, solidaire, écologique, dynamique, sympathique mais aussi sale, chaotique »<sup>3</sup>, dangereux, misérable et mal équipé a attiré de nombreux penseurs de la ville et humanistes - anthropologues, architectes, paysagistes, urbanistes, journalistes, juristes, géographes, photographes, politologues, sociologues... - donnant lieu à la production d'innombrables travaux abordant la question sous quasiment tous les prismes possibles. C'est un des thèmes les plus discutés actuel-

**3** : Hanappe Cyrille, *Calais : l'Etat s'apprête à détruire la ville des pauvres*, Libération (web), 11/10/16

lement et en conséquence ma posture se doit d'être subjective pour y apporter un regard « frais ». Mais quelle peut bien être ma légitimité face à l'action de l'État ou la réflexion de penseurs connus et reconnus ? Sans doute aucune. Ma seule légitimité se trouve dans mon expérience de terrain. Je me contenterai alors de faire le récit de cette expérience aussi fidèlement que vécu en faisant émerger les réflexions qu'elle m'a suscitées. Cette expérience et les pensées qui en découlent prennent la forme d'une chronique, médium me permettant de concilier passages narratifs et introspection analytique. Les thèmes abordés sont transdisciplinaires : initialement architectural, le spectre de mon observation s'ouvre à l'histoire, la géographie, la sociologie et peut être même l'anthropologie.

Afin d'élargir ma pensée et ne pas m'en tenir qu'à des observations personnelles issues d'une tentative « d'observation participante », je veux aussi aller à la rencontre du travail des différents auteurs légitimes sur ce sujet. Tout naturellement, Cyril Hanappe a une place de choix parmi ces auteurs, je compléterai sa thèse contemporaine, centrée sur la situation française par une partie de la pensée de Michel Agier<sup>4</sup> qui travaille avec une focale plus macroscopique et globale. Enfin j'utiliserai le travail de Colette Pétonnet<sup>5</sup> (qui a aussi beaucoup inspiré Hanappe) pour apporter une touche historique à l'analyse. Le regard rétrospectif sur le bidonville des années 1970 offre de réels points de comparaison qui permettent d'envisager et de comprendre les évolutions qui ont pu aboutir aux formes contemporaines. Ainsi je n'aurai de cesse au cours des pages qui suivent de faire l'aller-retour entre niveaux de subjectivité personnelle et de subjectivité théorique empruntée aux différents auteurs dans le but de faire surgir une analyse empirique et aléatoire.

**4** : L'anthropologue Michel Agier, homme de terrain et théoricien, s'intéresse depuis près de 30 ans aux questions éminemment politiques des migrations, des frontières, des réfugiés et des camps. Il étudie ces questions selon un large spectre disciplinaire, ce qui lui permet d'élaborer une connaissance précise et originale des terrains auxquels il s'intéresse. Ses principales publications sont *Gérer les indésirables - Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaires*, Paris, Flammarion, 2008, et *Un monde de camps*, Paris, La découverte, 2014 ou encore *Borderlands: Towards an Anthropology of Cosmopolitan Condition*, Cambridge, Polity Press, 2016.

“ C’est bien la forme du camp qui s’impose désormais, à l’échelle mondiale, pour tous les gens qui n’ont pas de solution et sont en reste ou en trop.<sup>6</sup> ”

Michel Agier

L’encampement, acte de s’installer dans un camp, est un des phénomènes urbains qui connaît aujourd’hui la plus forte expansion. En 2014, Agier estimait dans *Un monde de camps* à 6 millions au moins, les personnes vivant dans les 450 camps de réfugiés dans le monde. Ce nombre connaît une forte croissance depuis les récents événements en Syrie et tend à exploser avec l’accentuation de la menace climatique. Dans cet ouvrage, écrit en collaboration avec l’anthropologue Claire Lecadet, sont définies différentes typologies de camps : camps de déplacés internes, camps de rétention, camps auto-établis. Il s’agit de saisir l’encampement du monde : « une des formes du gouvernement du monde, une manière de gérer l’indésirable » à l’échelle planétaire.

**5** : Colette Pétonnet (1929-2012) est une anthropologue française, ennuyée par l’académisme, elle est une femme de terrain et c’est après un séjour de 7 ans à Casablanca qu’elle s’oriente vers son sujet de recherche : la banlieue. En 1975, Colette Pétonnet publie le résultat d’une étude sociologique et ethnologique sur les lieux de vie de la classe néo-prolétarienne. : *On est tous dans le brouillard, Essai d’ethnologie urbaine*. Colette Pétonnet s’est intéressée aux gens déracinés (Français ou étrangers) qui viennent s’installer en ville et au parcours mouvant de leurs habitats successifs, des quartiers anciens aux bidonvilles jusqu’aux « non-lieux » des cités de transit. Elle s’attache tout particulièrement aux conditions d’installation, aux modes de vie que l’habitat précaire suggère et aux relations que ces néo-arrivants entretiennent avec le reste de la ville. Cette étude du siècle dernier entre en résonance en de nombreux points avec les conditions actuelles d’accueil des migrants. La compréhension des mécanismes sociaux et urbains révélée dans les années 70-80 quant à l’installation de personnes en marge permet de comprendre certains processus actuels.

**6** : Agier Michel, *Un monde de camps*, La découverte 2014

## CHRONIQUE, subst fem.

**A** : Recueil de faits historiques regroupés par époques et présentés selon leur déroulement chronologique.

**B** : Récit mettant en scène des personnages réels ou fictifs, tout en évoquant des faits sociaux et historiques authentiques, et en respectant l'ordre de leur déroulement.

*Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales*

Le choix du mode narratif favorise la retranscription de ma tentative « d'observation participante »<sup>7</sup> avec toutes ses approximations, son impertinence et son engagement sous-jacent. Approximatif car je n'ai pas pu appliquer toute la rigueur académique que la recherche demande et ma méthodologie de terrain se restreint à la prise de notes pour fixer les événements, les discussions, les rencontres, les moments, les scènes, les observations et les analyses vécus à Calais. Il est impertinent car l'agitation provoquée par le démantèlement a biaisé ma représentation du bidonville. Calais était un hyper-lieu (Michel Lussault) et de fait rendait son exploration corporelle et mentale : expérientielle. Finalement engageant de part la concentration de problématiques urbaine, sociale et politique.

<sup>7</sup> : Bogdan et Taylor dans une réédition du manuel de sociologie qualitative(1975) définissent comme suit l'observation participante : “une recherche caractérisée par une période d'interactions sociales intenses entre le chercheur et les sujets, dans le milieu de ces derniers. Au cours de cette période des données sont systématiquement collectées(...)”

**MIGRATION**, subst fem.

A : Déplacement de personnes d'un lieu dans un autre, en particulier d'un pays (émigration) dans un autre (immigration) pour des raisons politiques, sociales, économiques ou personnelles, et qui est le fait soit d'une population entière, soit d'individus s'intégrant dans un phénomène de société plus large.

*Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

# **Contexte**

## **Du monde à Calais.**

Avant tout chose et pour situer le contexte géo-politique du sujet, il convient de faire un état des lieux général de la question migratoire, en partant d'un point de vue macroscopique pour ensuite affiner et focaliser notre regard sur Calais.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## Mondialisation et flux migratoires

Pour comprendre la crise des réfugiés qui frappe la France, l'Europe, le monde depuis 2015, il faut commencer par s'intéresser à l'Histoire des phénomènes de migrations.

Si le mot migration nous vient du latin, l'action de quitter son lieu de vie à la recherche d'un autre plus adapté existe depuis la première forme de vie. Les migrations humaines ont été la condition de pérennisation de l'espèce dès la préhistoire. Depuis, les déplacements de populations n'ont pas cessé, leurs causes, formes et aboutissements ont largement évolué dans l'Histoire ; néanmoins, on retrouve des aspects caractéristiques qui aujourd'hui, permettent aux historiens et aux politiciens de classer des types de migrations.

Tout d'abord, il faut séparer les migrations internes des migrations internationales. Aujourd'hui, près d'1 milliard de personnes sur les 7 qui peuplent notre monde, sont en situation de mobilité <sup>8</sup>. On distingue ensuite trois grandes catégories de migrations : les migrations économiques qui englobent tous les déplacements de travailleurs, les migrations dans le cadre du rapprochement familial et les migrations contraintes, c'est-à-dire lorsqu'on est forcé de quitter son foyer pour survivre. Alors que traditionnellement, la grande majorité des migrations sont des pays du Sud vers les pays du Nord (travail, famille, asile), ces dernières années ont vu l'intensification des migrations Sud-Sud (travail-asile), Nord-Nord (expatriés qualifiés) et Nord-Sud (seniors en quête de soleil, expatriés). En s'intéressant aux indices démographiques mondiaux, on peut, sans trop prendre de risque, conjecturer que les migrations de toutes sortes sont en voie d'intensification.

<sup>8</sup> : L'ensemble des statistiques énoncées dans cette partie proviennent de l'ouvrage de Catherine Wihtol de Wenden, *Atlas des migrations : Un équilibre mondial à inventer*, Autrement 2016

Ces nouveaux enjeux migratoires ne furent pas discutés par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2000 lors de la mise en place des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Mais, il a fallu attendre novembre 2015, pour qu'il en soit question durant un sommet du G20. Ce n'est donc que très tardivement, que la communauté internationale a tenté de coordonner une politique face à l'afflux de demandeurs d'asile, sans pour autant régler la situation des migrants sans-statut (sans papiers, déboutés du droit d'asile, apatrides). Dans un monde organisé autour du concept d'État-nation, un certain nombre d'hommes sont en situation de sous-citoyenneté. Un premier paradoxe apparaît, dans un monde mondialisé, où la mobilité est le facteur de modernité, les personnes en déplacement ont moins de droits que les sédentaires.

## **Les facteurs des mobilités mondiales cristallisation des tensions internationales**

Le premier facteur des mobilités est les inégalités de développement économique entre les pays. Depuis le sommet de Séoul en 2010, puis de Cannes l'année suivante, les pays du G20 se sont accordés sur cette question pour s'attaquer aux objectifs de l'OMD sur l'agriculture et l'alimentation, l'éducation primaire, l'égalité des sexes, la santé, l'environnement... Si les écarts ne se réduisent pas et que chaque pays ne peut disposer de son propre développement alors les crises et les instabilités généreront violence et donc migrations. En 2015, les transferts de fonds vers des pays en développement ont dépassé 500 milliards de

dollars. L'aide au développement est un sujet très délicat, elle ne peut se faire que sous certaines conditions et en toute transparence pour ne pas être assimilée au colonialisme puis à l'impérialisme, qui ont sans doute, contribué à l'instabilité de certaines régions dans le monde.

La question démographique et l'urbanisation galopante sont aussi des facteurs susceptibles de contribuer à l'augmentation des migrations futures. Alors que les pays développés ont achevé ou achèvent leur transition démographique, elle n'en est qu'à ses débuts pour de nombreux pays en développement. La répartition de la population mondiale va profondément changer à l'horizon 2100. Il est estimé que 2 habitants de la Terre sur 5 seront Africains pour 1 sur 6 aujourd'hui. Le vieillissement de la population dans les pays développés va entraîner d'importants besoins de main d'œuvre qualifiée et non qualifiée. En contre partie, l'âge médian en Afrique Subsaharienne est de 19 ans, c'est-à-dire que la moitié des gens ont moins de 19 ans. Il en résulte un chômage endémique sur tout le continent, facteur de frustration et de migration.

De plus, l'évolution démographique a pour corollaire l'urbanisation du monde. D'ici 2050, on estime à 70% la part d'urbains dans la population mondiale. Le nombre d'urbains va passer de 3,2 milliards aujourd'hui à 6,5 milliards, à raison d'une augmentation de 1 million par semaine ! La forme urbaine qui en découlera, au vu de l'évolution des inégalités grandissantes, est le bidonville en périphérie des villes. C'est déjà, actuellement, le motif urbain qui connaît la plus grosse croissance dans le monde. L'urbanisation du monde s'accompagne d'une amélioration de l'éducation, d'un accès plus aisé aux médias et à la connaissance, ainsi que d'une activation de réseaux transnationaux constitués par les réseaux familiaux.<sup>9</sup>

Enfin, les facteurs environnementaux risquent d'avoir une certaine importance sur les migrations à venir. Déjà 1,5 milliards de

<sup>9</sup> : Doug Saunders, *Du village à la ville : comment les migrants changent le monde*, Edition Seuil 2012

personnes sont touchés par la désertification, en 2014, 42 millions de personnes ont été contraints de quitter leur foyer en raison d'événements climatiques. S'ajoutent à ces phénomènes, la destruction de certains écosystèmes engendrée par l'exploitation productiviste des ressources naturelles jusqu'à leur épuisement, ce qui provoque des crises économiques et alimentaires déjà sources de migrations qui se transforment en crise politique encore plus génératrice de migrations. Des experts ont chiffré à 200 millions le nombre de déplacés en 2050 à cause du réchauffement climatique (montée des eaux, désertification, cyclone, tornade, feux de forêt...). L'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, pense qu'au delà des « déplacés écologiques », le réchauffement climatique entraînera des troubles sociaux graves, voire révolutionnaires.

Depuis quelques années, on observe un repli des pays sur eux-mêmes, les frontières se ferment et se verrouillent, des débats sur l'identité nationale apparaissent un peu partout, et l'élection de Donald Trump, en novembre 2016, candidat explicitement anti-migration, finit par attester d'une augmentation de la haine ou de la peur de l'étranger. En France, la théorie du Grand Remplacement, argument du Front National, joue sur les peurs et fédère un électorat de plus en plus important autour de pensées raciales et racistes.

Toutefois la fermeture des frontières ne résout pas les guerres et donc n'empêche pas les migrations. Elle les rend seulement plus compliquées et plus mortifères. Des passeurs aux sans papiers, les acteurs des migrations sont donc hors du cadre légal. Les migrants se font manipuler, voler, exploiter par les passeurs. Leur vulnérabilité face aux passeurs est la première conséquence de la fermeture des frontières et in fine la première cause de mort chez les migrants. On estime à 30.000 le nombre de morts en Méditerranée sur la période 2000-2015 (sans prendre en compte les naufragés non retrouvés). L'économie illicite du passage des frontières a un réel impact sur les instruments de contrôle de

celles-ci. Outre les morts, les camps d'internement en amont, de rétention en aval... L'imperméabilisation des frontières se traduit pas l'érection de murs, entre le Mexique et les États-Unis, dans le Nord de la France, à Ceuta, enclave espagnole au Maroc, en Europe de l'Est, partout où les migrants arrivent, on les accueille en construisant des murs et ainsi en bafouant le droit de tout homme de quitter son pays, mis en place dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et la Convention des Nations Unies de 1990 sur les droits des migrants.

## **La migration est un des socles de nos civilisations.**

On l'a vu les causes des migrations contraintes sont très diverses, persécutions ethniques, religieuses, régimes politiques injustes, guerres civiles, invasions, colonisations, épidémies, catastrophes naturelles, famines (souvent liées aux guerres). Ces migrations contraintes peuvent être comparées aux migrations permanentes qui ont souvent, les mêmes causes, néanmoins dans le cas des migrations permanentes, le retour au point de départ, à la maison, n'est pas envisageable, envisagé (du moins pas à court terme). Il s'agit alors de recommencer sa vie ailleurs. Alors qu'à priori, lors de migrations contraintes, on quitte son foyer dans l'attente d'une amélioration et d'une possibilité de retour, même si ce n'est pas systématique.

Les migrations contraintes (ou forcées) ont créé le statut de réfugié et le droit d'asile. L'histoire révèle que la migration est souvent mortifère et quelle soulève des tensions entre les peuples.

Bon nombre de civilisations n'ont pas eu l'accueil facile. Si le statut de réfugié n'existe que depuis 1951 avec la convention de Genève. Dans les faits, le réfugié politique, religieux est un fondement de la civilisation judéo-chrétienne. L'exode des Hébreux hors de Judée en 597 av JC est l'exemple parfait de l'émancipation d'un peuple dans l'exil. A partir de ce cas, on voit en quoi les migrations contraintes existent sous des formes plus ou moins similaires depuis presque toujours, et surtout on comprend que d'une certaine manière elles sont le fondement de notre civilisation.

L'émigration forcée à Babylone du peuple juif fut paradoxalement émancipatrice. Elle provoqua une émulation sociale dans la ville qui fut autant bénéfique pour Babylone que pour les juifs, puisque les exilés, éduqués, s'intégrèrent au service de la société en place. De plus c'est la rencontre avec un autre monde, un autre peuple, la prise de conscience de l'altérité, sa digestion, qui pose les bases de la religion juive comme nous la connaissons aujourd'hui et in fine de la civilisation judéo-chrétienne (voire du monde monothéiste). L'histoire nous montre donc que la migration contrainte, qui est certes une tragédie pour le peuple en exil, n'est pas une finalité en soit. Si l'accueil est adéquat et pas trop liberticide, il peut aussi être un moyen de mettre en contact des cultures, d'engager des frottements pour mieux apprendre sur soi-même en observant l'autre. Attention, il ne s'agit pas pour moi de faire un plaidoyer de la guerre et de l'exil, toutefois lorsqu'ils sont là, il est possible de relativiser, pour tirer bénéfice d'une situation initialement dramatique. Pour cela, il faut toutefois considérer l'exilé comme un homme et le traiter en conséquence.

## Réfugiés et Déplacés : l'encampement du monde

Aujourd'hui, la distinction entre migration forcée et volontaire est de plus en plus floue et donc le statut de réfugié est très difficile à obtenir.

Les Conventions de Genève, traités internationaux fondamentaux sur le droit international humanitaire préconisent les conduites à adopter en période de crise humanitaire, néanmoins elles ne s'appliquent que lors de conflit armés. Elles sont censées surveiller la bonne administration de l'aide humanitaire et accompagner un retour à la « normale » dans le territoire touché. La première Convention de Genève existe depuis 1864, toutefois la plupart des textes aujourd'hui en vigueur, ont été rédigés après la seconde guerre mondiale, en août 1949 et en 1977. Les conventions furent complétées d'un protocole additionnel en 2005. Elles furent mondialement ratifiées. Les premières conventions s'intéressent d'abord à la protection des militaires blessés ou prisonniers de guerre. C'est à partir des Conventions de 1949 et de la quatrième Convention qu'apparaissent les préoccupations envers les civils. Cette dernière cherche à trouver l'équilibre entre la domination d'un envahisseur et le respect des droits fondamentaux des habitants autochtones.

L'article 1 de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés définit un réfugié comme une personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a sa résidence habituelle, et qui du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social déterminé ou de ses opinions politiques craint avec raison d'être persécutée et ne peut se réclamer de la protection de ce pays ou en raison de ladite crainte ne peut y retourner.

Cette définition aboutit à la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés qui donne naissance au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNCHR ou HCR). Le HCR a pour but de défendre les réfugiés, le bon respect de leur droit, de leur sécurité. Les protocoles de la convention de Genève de 1977 étendent ces droits aux guerres civiles, aux peuples luttant contre des régimes injustes.

Toutefois avec la peur des pays d'accueil face aux rumeurs « d'appel d'air », ils mettent aussi en place des dispositifs dissuasifs pour empêcher l'arrivée de demandeurs d'asile en trop grand nombre ou de « faux demandeurs d'asile ». Entre autres, il y a les interdictions de travailler pendant la demande d'asile. Ainsi le nombre de déboutés vient grossir le nombre des sans-papiers. De plus, avec la clause de non-refoulement vers le pays d'origine inhérente au droit d'asile, on voit l'apparition de « ni-ni » : ni expulsable, ni régularisable.

En 2016, le HCR révèle que 65,3 millions de personnes sont déracinées à travers le monde, il chiffre à 21,3 millions le nombre de réfugiés (16,1 millions relevant de la compétence du HCR et 5,2 millions de réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'UNRWA spécialisé sur l'aide aux réfugiés palestiniens) et à 10 millions d'apatrides. Il estime à 107 mille les réfugiés réinstallés. Ces données nous apprennent également que seulement 6% des personnes déracinées sont hébergées en Europe (soit 3,9 millions de personnes) alors que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord avec 39% et l'Afrique avec 29% hébergent près de 45 millions de réfugiés. Les principaux pays hôtes sont le Pakistan (1,6M) le Liban (1,1M), la République islamique d'Iran (979k), l'Ethiopie (736k) et la Jordanie (664k). Sur son site internet, le HCR remarque des records historiquement élevés de déplacements et précise que parmi les 21,3 millions de réfugiés, plus de la moitié a moins de 18 ans. Enfin le HCR rappelle que, chaque jour, 34 000 personnes sont déracinées à cause de conflits ou de persécutions. On peut supposer que les chiffres du HCR sont un

bon marqueur de l'état géopolitique de notre monde et notamment de l'efficacité des instances internationales à maintenir la paix dans le monde. Mais il faut ajouter à tous les réfugiés de guerre près de 42 millions de réfugiés environnementaux dont 17 millions ayant été contraints de fuir leur pays et qui ne sont pas pris en compte par le HCR. Il faut donc compter au total 100 millions de migrants contraints dans le monde.

Face à de tels flux, le dispositif de mise à l'abri choisi par le HCR est majoritairement l'encampement. Les camps prennent une multitude de formes. Produit du dérèglement international, le camp est la manière de gérer l'indésirable.<sup>10</sup> Il est un dispositif coercitif de surveillance et de mise à l'écart, à mi-chemin entre solidaire et carcéral. Dans une logique de libéralisation du monde, on constate un certain désengagement des états et des instances publiques dans la gestion des camps. Ce désengagement se fait au profit du secteur privé, témoignant d'une libéralisation de l'aide humanitaire. Des entreprises comme Ikea, MasterCard World, de grands cabinets d'audit ou des chaînes de supermarchés passent des contrats avec le HCR pour s'approprier les parts d'un marché inédit.<sup>11</sup> Les camps sont pour ces entreprises, des terrains propices au prototypage et à l'essai de nouveaux produits. La marchandisation de ce pan du monde, autrefois relativement épargné par le marché et toutes les dérives dont elle est capable, font entrer l'aide humanitaire dans un nouveau paradigme. Non pas que le business de l'humanitaire n'existait pas avant, disons que désormais il s'affranchit de l'autorité des États.

10 : Michel Agier, *La fabrique des indésirables*, le monde diplomatique mai 2017

11 : Nicolas Autheman, *Les réfugiés, une bonne affaire*, le monde diplomatique mai 2017

## **La forteresse Europe face à l'afflux migratoire entre repli identitaire, politique commune et accueil à plusieurs vitesses**

L'Union Européenne cherche depuis 1990, avec les accords de Dublin, à mettre en place un régime commun d'asile solidaire pour éviter les demandes d'asiles multiples (asylum shopping) et les réponses différentes d'un pays à un autre. Avec les accords de Dublin II en 2003, une clause oblige le demandeur à faire les démarches dans le premier pays européen où il est arrivé (one stop, one shop), ce qui n'a pas facilité le processus de demande d'asile, car peu de pays font office de porte d'entrée (Grèce, Hongrie, Bulgarie, Italie, Espagne...). Depuis 2008, il y a l'harmonisation des conditions d'obtention du droit d'asile avec le Pacte européen sur l'immigration et l'asile. Mais en juin 2011, la cour de justice de l'Union Européenne préconise aux États membres de s'abstenir de transférer les demandeurs d'asile vers des États présentant des défaillances dans leur procédures d'asile et d'accueil, autrement dit, les accords de Dublin II sont remis en question dans certains cas. La politique européenne est difficile à mettre en place.

En effet, l'Union Européenne est aujourd'hui entourée de pays en guerre, qui produisent depuis quelques années d'importantes vagues migratoires : plus de 600.000 demandeurs d'asile en 2014, en provenance de Syrie, Irak, Afghanistan, Libye et de la corne de l'Afrique (Érythrée, Somalie). En 2015, l'Allemagne d'Angela Merkel se disait prête à accueillir 800.000 demandeurs d'asile. Jean-Claude Juncker, président de la commission européenne a proposé d'en répartir 160.000 entre les États membres. Toutefois, la mise en application des valeurs européennes de solidarité, de respect des droits de l'homme et des droits des migrants peine à se faire respecter. L'Europe, l'Eldorado, la forte-

resse est une destination privilégiée, une terre d'immigration et tout d'abord du fait de sa situation géographique, au carrefour de l'Asie et de l'Afrique. De plus, de part la période coloniale, les anciennes puissances impérialistes européennes ont malgré tout, conservé des liens avec leurs anciennes colonies partout dans le monde, ne serait-ce qu'à travers les langues et l'immigration historique. De surcroît, la fracture économique, sociale et politique qui sépare l'Europe de ses voisins est profonde. Le modèle culturel européen, occidental, se répand partout dans le monde, l'Europe y est vue comme une terre de liberté, de réussite économique, elle est fantasmée. Enfin, la plus ou moins libre-circulation dans l'espace Schengen est un facteur qui fait de l'Europe une destination migratoire.

Le vieux continent porte bien son nom, sa population est vieillissante et a besoin de l'immigration pour conserver un solde démographique positif. Par contre, l'immigration est inégalement répartie sur le territoire européen. Selon l'OCDE, les premiers pays d'immigration sont dans l'ordre : Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Italie et France, tout en étant également les pays les plus peuplés. Proportionnellement, la Grèce compte près de 10% d'étrangers dans sa population, le Luxembourg près de 40% alors que la Finlande seulement 2%. On voit donc l'échec d'une répartition égalitaire du flux migratoire en Europe. La politique européenne est remise en cause par sa population. En automne 2015, dans un sondage sur les préoccupations des Européens, commandé par la commission européenne à Baromètre Standart 84, 58% des citoyens européens positionnent en premier l'immigration sur la liste des préoccupations politiques.

Face à l'afflux migratoire toujours plus grand, aux dysfonctionnements de la politique commune, les pays européens ont commencé à verrouiller leurs frontières. La Grèce, nouvelle porte d'entrée majeure (après l'Italie et Lampedusa) de l'Europe sur la Méditerranée, a commencé à construire un mur sur sa frontière turque, en Thrace. La Hongrie a aussi débuté la construc-

tion d'un mur à sa frontière sud avec la Serbie et la Croatie. On peut se demander si l'édification de ces murs ne correspond pas aussi à la montée en puissance des partis nationalistes partout en Europe.

On aurait pu espérer une remise en question de cette politique sécuritaire avec la diffusion de la photo d'Aylan, cet enfant syrien mort, échoué sur la plage de Bodrum en Turquie. Mais cela n'eut pour conséquence que le refus de la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la République Tchèque de participer à la politique des quotas initiée par Bruxelles. Le terrorisme et les violences en Allemagne et en France, ont contribué encore plus à la méfiance envers une politique solidaire.

La frontière européenne n'est pourtant pas imperméable pour tous, l'élite étrangère la traverse sans encombre. Mais c'est au fur et à mesure que les mobilités internes à l'Europe se facilitaient que les limites extérieures se sécurisaient. De plus, les frontières européennes ne sont pas seulement physiques, il existe une multitude de frontières juridiques et administratives qui mettent à l'écart les populations extra-européennes. Ces frontières sont franchissables par régularisation, mariage ou naturalisation. Toutefois, la frontière de la couleur, elle, est très difficilement franchie. Les discriminations au faciès sont un réel problème de société et nos sociétés acceptent mal que les étrangers ne s'intègrent pas, ne s'assimilent pas à la culture européenne et nationale.

Les frontières physiques deviennent peu à peu de vraies forteresses, outre le dispositif de Ceuta et Melilla de 1990, le projet de mur en Thrace n'a qu'un but préventif, même s'il est fortement militarisé (fossé antichars, mines, miradors...), puisque depuis 2015, la Turquie est censée bloquer les migrants en provenance du Proche-Orient. De plus, avec les 3 milliards d'euros reçus de l'Union Européenne, la Turquie a fait une demande de ré-admission à l'Union. Elle souhaite intégrer l'espace Schengen.

Cet accord avec la Turquie fragilise la puissance géopolitique de l'Europe car elle est dépendante de la Turquie pour la « protection » de ses propres frontières . Ainsi l'Europe laisse la Turquie bombarder les kurdes en Syrie, qui rappellent le se battent contre Daesh et le régime Syrien. « Si les ennemis de mes ennemis sont mes amis », ici ce n'est pas le cas. Enfin avec le Brexit, le Royaume-Uni a affirmé son refus de la politique commune. La frontière britannique, sur la côte française ne cesse d'être renforcée, la construction d'un mur y est entamée.

Enfin l'organe Frontex, remplaçant du plan Mare Nostrum, d'abord fer de lance de la frontière méditerranéenne (opération Triton) s'est maintenant généralisé à toutes les principales portes d'entrée de l'Europe : la Turquie, les Balkans, l'Europe orientale, Gibraltar ; on compte en 2014, environ 260.000 migrants interceptés pour 3.500 morts aux frontières de l'Europe. Frontex permet la mutualisation des forces de police aux frontières extérieures.

L'Europe a mis d'autres dispositifs « d'accueil » en commun : le SIS, fichier commun sur les contrevenants au franchissement illégal des frontières extérieures, le fichier Eurodac pour toutes les demandes d'asile ou les VTA, visas de transit aéroportuaires pour éviter que les migrants ne partent durant des escales. Certains de ces dispositifs sont basés sur les technologies de reconnaissance d'empreintes palmaires ou digitales, elles suivent donc les migrants où qu'ils aillent et ne peuvent les perdre. Quoiqu'il en soit cette politique est génératrice de tensions entre les États et en leur propre sein, pour des résultats très relatifs.

## **La France, terre d'immigration, identité républicaine et dispositif d'accueil**

La France, on l'a vu est le cinquième pays d'immigration d'Europe, son nombre d'étrangers est pourtant stable, environ 3,7 millions. La grande majorité de ces étrangers provient d'un pays européen. Peu d'entre-eux sont des demandeurs d'asile. En 2015, sur les 77.000 demandes d'asile effectuées en France, seulement 30% ont été accordées. Ce résultat, assez bas, est le fruit d'un durcissement de la politique d'immigration.

Un quart de la population française est issu de l'immigration, pourtant la France se refuse à se considérer comme multiculturelle. Quand un candidat à l'élection présidentielle, en l'occurrence Emmanuel Macron (qui est tout sauf radical), dit dans un talk show à grande audience : « la France n'est pas un pays multiculturel », il entretient le mythe ethnicisant de l'homogénéité nationale. Ce mythe, de moins en moins républicain tend à devenir un mythe de l'autochtonie. On peut l'illustrer avec bon nombre de déclarations, parfois maladroites, de politiciens : « La France tu l'aimes ou tu la quittes », pour ne prendre qu'un exemple. La clause Molière, qui oblige à l'utilisation du français dans le monde du travail pour bloquer l'accès au travail des immigrés notamment dans le domaine du BTP, est la dernière invention de la classe politique. En effet, personne n'oblige les traders de la Défense ou les cadres de grande entreprises à utiliser le Français, lors de leur conf-call, ou pendant les feedback de leur briefing.

Le durcissement de la politique d'immigration s'observe aussi avec la lutte faite aux sans-papiers, aux Roms, et aux personnes

au statut précaire qui a débuté depuis 2008. La destruction successive de camps de Roms en banlieue parisienne ou du camp de migrants de Sangatte à Calais en témoignent. Cette politique, portant évidemment atteinte aux droits de l'homme ternit l'image de la France aux yeux des réfugiés les plus qualifiés. C'est pourtant les seuls qui semblent être les bienvenus pour une grande partie de la classe politique (« On veut des médecins, des ingénieurs ! »). Pour faciliter les expulsions, des camps de rétention sont formés et des assignations à résidence sont distribuées. Ce qui n'empêche pas la police de continuer à détruire des camps, mettant les plus faibles (les mineurs isolés par exemple) en situation de grande vulnérabilité.

Face à l'afflux de migrants, l'État joue donc le jeu de la dissuasion. La France en mimant l'incapacité à se montrer à la hauteur de ses responsabilités cherche à dissuader les migrants de venir. Officiellement, le dispositif français se structure autour de centres d'accueil et d'orientation disséminés partout en France afin d'accompagner les demandeurs d'asiles dans leurs démarches. Légalement les demandeurs d'asiles ont droit à une indemnité qui se confirme une fois la procédure obtenue, alors ils peuvent demander un permis de travail. Les déboutés du droit d'asile, s'ils ne sont pas expulsables peuvent demander un permis de séjour ne leur permettant pas d'intégrer le marché du travail. Le problème de cette mécanique administrative est sa lenteur et surtout la difficulté dans laquelle elle met les migrants face au marché du travail, les rendant par conséquent inéligibles au marché du logement.

Mme Claire Rodier, membre du Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti) et présidente de Migreurop explique de façon très critique la situation dans un article du Monde Diplomatique<sup>12</sup> :

« L'invention des centres d'accueil et d'orientation (CAO) ne paraît a priori pas une mauvaise idée, mais concrètement, cela ne se traduit pas par une gestion cohérente. Les dispositifs d'ac-

**12** : Raphaël Godechot et Claude Peschanski, *La fabrique des indésirables*, Le Monde Diplomatique mai 2017

cueil ont toujours été sous-évalués, et je pense qu'ils l'ont été structurellement. Pas parce que la demande était trop forte, mais parce qu'il fallait absolument être en deçà des besoins pour créer ce sentiment d'inconfort qui participe à un processus de dissuasion. » Claire Rodier

Il y a alors ici au choix un paradoxe ou une hypocrisie : d'un côté dans la logique historique de l'État régalien, la France dit assumer la responsabilité de l'accueil et de la prise en charge des néo-arrivants et d'un autre côté il y a un dispositif, expressément sous-dimensionné pour maintenir des conditions d'accueil mauvaises et inciter les exilés à faire leur demande d'asile dans un autre pays.

Toutefois, le 29 juillet 2015 la France s'est engagée à réduire le temps de procédure des demandes d'asile. La simplification de la procédure a pour but de faire passer de 2 ans à 9 mois le délai de réponse. Rappelons que durant ces 9 mois, les demandeurs d'asile n'ont pas accès au marché du travail. L'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) encadre les demandes d'asiles. Une autre loi de 2016 a pour but d'offrir des cartes de séjour pluriannuelles, de faciliter les expulsions et d'attirer les talents étrangers (brain drain). Une dernière loi, inégalitaire, a été débattue en 2016, sur la déchéance de nationalité. Cette loi est absurde car elle ne peut s'appliquer qu'aux binationaux, la convention de l'ONU de 1954 interdisant la création d'apatrides. On a vu que plus tôt que le solde migratoire français est positif, toutefois il est en diminution. La question d'un assouplissement de la politique d'immigration va devenir prépondérante assez rapidement, au vu des estimations de l'Insee qui voit la France de 2060 avec plus d'inactifs que d'actifs. Selon eux dès 2035, un tiers de la population aura plus de 60 ans. La question de l'hospitalité de l'étranger ne peut donc se contenter de réponses à court-terme et sa quasi absence dans le débat politique nous porte à croire que de vraies solutions ne sont pas prêtes à être données par le gouvernement.

L'exemple de Calais révèle bien cette sensation d'échec du corps politique à solutionner l'accueil des demandeurs d'asile. Pourtant, Calais est historiquement un lieu d'immigration. Emplacement stratégique non loin du tunnel sous la Manche, Calais est l'un des principaux points de passage vers l'Angleterre. On y trouve des migrants depuis les années 1990.

Calais, presque totalement rasé durant la seconde guerre est un ancien bassin industriel et portuaire de premier ordre. Notamment spécialisé dans la dentelle, sa santé économique s'est effondrée à l'heure des premières délocalisations et aujourd'hui, Calais subit la crise économique de plein fouet. Elle compte un taux de chômage très important et la misère sociale y est l'une des plus importantes du pays. Historiquement connue pour être un bastion du Parti Communiste Français, la ville a élu en 2008, Natacha Bouchart, maire issu du parti, Les Républicains. Parallèlement le Front National y fait d'importants scores.

La relation de Calais avec les migrants débute dans les années 90 avec l'arrivée de réfugiés kosovars originaires des Balkans. Les migrants occupaient alors des squats au cœur même de la ville. Cependant au début des années 2000, face à l'intensification des flux migratoires, les squats sont peu à peu fermés et les migrants ont été relayés en périphérie. En novembre 2002, c'est la création du camp de Sangatte après la fermeture du centre de la Croix-Rouge situé dans la zone portuaire, qui marque officiellement la formation d'un bidonville. Fin septembre 2009, Eric Besson alors ministre de l'immigration sous le mandat de Nicolas Sarkozy, ordonne le premier démantèlement du camp. Un demi-millier de policiers est mobilisé et des centaines interpellations sont effectuées dont de nombreux activistes No Borders. Cette organisation de gauche radicale à tendance anarchiste œuvre partout en Europe pour soutenir les migrants, ils les aident notamment à franchir clandestinement les frontières. En août 2013, une centaine de migrants investit des squats et d'autres espaces délaissés dans le port et le centre, un jeu du chat et de la souris est mené avec la police qui tente d'empê-

cher que cette pratique se répande. Il faut attendre janvier 2015 pour voir l'ouverture d'un centre d'accueil missionné par les pouvoirs publics. Le centre Jules Ferry ouvre dans un ancien village de vacances / centre aéré à l'emplacement de ce qui sera la Jungle de Calais. Sous la responsabilité de l'association La Vie Active, cette infrastructure distribue premiers soins, nourriture et matériel d'hygiène, des douches sont également mises à disposition. Le centre Jules Ferry devient progressivement un lieu d'accueil pour les personnes vulnérables. Avril 2015 marque la structuration de la New Jungle à proximité du centre Jules Ferry, le camp de conteneurs est installé, c'est la naissance du camp de la Lande. Quelques mois plus tard, Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'intérieur sous la présidence de François Hollande et Theresa May première ministre britannique, rappellent leur fermeté envers les clandestins lors d'un discours qui scelle le durcissement de leur politique migratoire. En février 2016, le camp connaît des pics d'affluence, on estime jusqu'à 7000 la population de la Jungle. La ville de Calais connaît alors un acharnement médiatique et plusieurs manifestations éclatent en ville pour protester face aux dégradations de la ville et des scandales se répètent dans la presse. En réaction, quelques semaines plus tard, à l'aube du mois de mars, la partie Sud du bidonville est démantelée dans des conditions d'extrême tension. Des dizaines de mineurs isolés sont portés disparus selon les ONG présentes. Le démantèlement de la partie Sud du camp a pour conséquence la densification du reste de la Jungle, la population continue d'augmenter. Le 5 septembre 2016, la rocade portuaire est bloquée par une spectaculaire manifestation de Calaisiens qui demandent le démantèlement complet du camp. Ils sont entendus et quelques semaines plus tard, le gouvernement annonce l'éviction complète du bidonville prétextant une mise à l'abri avant le début de l'hiver.

L'origine du nom du bidonville calaisien n'est pas loin d'être la première chose que j'appris en arrivant à Calais le 8 octobre 2016 terme « Jungle » utilisé pour qualifier le bidonville de Calais n'a pas pour origine le chaos supposé qui y règne. Son origine provient plutôt de la caractéristique écologique de la lande sur laquelle se situe le bidonville. En persan, « djangal » signifie forêt. Pour un Afghan, le moindre bosquet est une forêt. Le terme voyageant à travers les langues notamment l'indien puis l'anglais, s'est transformé en « djeungueul », qui phonétiquement en français donne « jungle ». La connotation péjorative autour de ce mot est issue de l'interprétation que les médias en ont fait à partir de la rencontre avec des Afghans.

La Jungle de Calais a été rasée par l'Etat Français le 28 octobre 2016 après une semaine de mise à l'abri en CAO, de heurts, de disparitions, de tensions et d'émotions. Pourquoi les Etats-nations ne parviennent-ils pas à offrir de réponse à la problématique des réfugiés ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## L'échec des Etats-nations à répondre à la problématique des réfugiés ?

Agier révèle dans son entretien avec la revue Tous Urbain n°12, Janvier 2016 : *Du bon usage des frontières dans un monde cosmopolite*, que l'un des problèmes principaux de l'encampement est le rapport qu'un camp, qu'un quartier étranger entretiennent avec leur ville. C'est leur position périphérique dans la ville qui les relègue à la marge, ils sont dans la ville mais à la marge. La ville et ses organes de gouvernance ont une relation de méfiance vis à vis des camps. Les institutions s'intéressent d'abord à l'individu pour aborder l'espace urbain et non aux communautés qui sont structurantes de l'espace du camp. Ce constat se positionne dans la continuité du travail d'Hannah Arendt sur la possibilité d'exister en dehors de l'État. « L'individu sans État est celui qui met en question le plus efficacement l'État-nation, la crise des migrants, c'est aussi la défaite des Etats-nations. »<sup>13</sup> Ce qu'Arendt questionne avec acuité est le lien entre droits de l'homme « et » droits du citoyen<sup>14</sup>, et le fait que, dans le monde moderne, la garantie effective des droits de l'homme est liée à l'appartenance à un État. Les individus chassés de leur pays, les exilés, les « réfugiés » sont alors soumis à toutes les violences. Les apatrides, sujet d'un texte d'Arendt en 1943, *Nous autres réfugiés*, sont donc potentiellement considérés comme des corps sans droits, comme des « indésirables ». Arendt écrit :

« Personne ne veut savoir que l'histoire contemporaine a engendré un nouveau type d'êtres humains – ceux qui ont été envoyés dans les camps de concentration par leurs ennemis et dans les camps d'internement par leurs amis ».

13 : Michel Agier, *Du bon usage des frontières dans un monde cosmopolite*, Tous Urbain n°12, Janvier 2016

14 : Jean-Claude Monod, *Face aux défaillances humaines de nos États-nations, il faut relire Arendt*, Libération 06/11/16

15 : Hannah Arendt, *L'impérialisme*, chapitre IX, *Le déclin de l'Etat-nation et la fin des droits de l'homme*.

Aujourd'hui, il n'existe plus de camps de concentration en Europe, mais l'histoire contemporaine crée toujours des individus que leur pays d'origine persécute ou ne défend pas et que leur pays d'accueil ou de transit considère avec suspicion, voire avec haine. « Seule une humanité complètement organisée pouvait faire que la perte de patrie et de statut politique revienne à être expulsé de l'humanité entière ». <sup>15</sup> Ici Arendt présage l'incapacité des États à traiter la problématique des apatrides, cette incapacité se situe peut être même dans l'essence des États-nations.

Ce qu'observe Agier, c'est le rapport distant, conflictuel, secondaire que l'État a avec les « clandestins ». En effet les apatrides, n'appartenant plus à un État-nation perdent leurs droits civiques/humains et se positionnent donc directement en dehors du cadre légal. Le terrain des migrants devient la marge. La frontière alors devient un élément central. Il existe plusieurs conceptions de ce qu'est la frontière, elle peut être barrière ou a contrario la frontière comme « acte de passage ». Agier préfère la considérer comme un seuil, comme une épaisseur et non pas comme une limite. Pour lui, le mur doit s'opposer à l'idée de frontière. Pour comprendre cette distinction, Agier convient qu'il faut reléguer le concept d'identité au second plan. Pour éviter de tomber dans le piège identitaire, il la considère comme relative. Il ne veut pas nier l'identité, mais il s'en méfie car d'après lui, la quête de l'identité est sans fin et les problèmes subviennent quand on l'utilise comme langage de domination sur l'autre. Évacuer l'identité, l'identité nationale en particulier, permet de s'attacher aux individus et aux communautés hors d'un cadre légal, c'est bien l'humanité et non pas la nationalité qui doit être garante des droits. En considérant la frontière comme un seuil inter-communautaire et non comme une séparation nationale, il est possible de se détacher de l'Etat-nation.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

# **Avant Calais**

**Qu'est ce que la ville contemporaine ?**

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTRES

## **La Jungle, une ville ? Brève définition de la ville**

Ce travail de mémoire n'a pas pour vocation de répondre à la question : Comment accueillir le plus dignement et dans la mesure du possible, les néo-arrivants ayant été contraints de quitter leur chez-soi ? Il ne proposera pas de solution miracle, ni aucun remède, il n'a même aucune ambition prospective pour être honnête. Tel un cabinet de curiosités, il observe, recense, s'essaye à l'analyse et à la mise en perspective et tente parfois d'étayer ou d'attaquer la thèse formulée par Cyrille Hanappe stipulant que la Jungle de Calais serait le laboratoire de la ville du XXIème siècle. Autrement dit et en vue de s'approprier cette question, il s'agit de voir en quoi, pourquoi et comment le bidonville nous informe sur la ville contemporaine. Quel lien y-a-t-il entre la ville libérale planifiée, sectorisée et connectée et le camp informel, établissement spontané, éco-système fragile et à part ? Pourquoi Hanappe appelle-t-il ce bidonville un « village-monde », un « quartier de l'humanité » ou encore un « forum des sociétés » ? La réponse que je m'appête à fournir est informelle et peut paraître quelque peu déstructurée, elle n'aboutit pas à une thèse ou une théorie. Elle est issue d'une exploration, d'une dérive intellectuelle, d'un cheminement chronologique où des bouts de savoir assemblés par incrémentation au fil des thèmes abordés viennent constituer une sorte de constellation dressant un portrait de la Jungle et peut être plus. Ce portrait subjectif et partiel, cette anthologie descriptive mais incomplète reflètent ce que j'ai pu observer durant mon expédition.

Avant de voir quelles pourraient être ou non les leçons urbaines de la Jungle, il conviendrait de s'accorder sur ce que nous entendons par le terme ville.

## VILLE, subst fem.

A : Agglomération relativement importante dont les habitants ont des activités professionnelles diversifiées, notamment dans le secteur tertiaire. La ville concentre des hommes et leurs activités.

*Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales*

D'un point de vue morphologique, Aldo Rossi<sup>16</sup> définit la ville selon trois permanences : le viàire, les monuments et les typologies d'habitation. Ces constantes permettent d'étoffer le sens du terme en lui conférant des caractéristiques de mobilité et de connectivité : il ne s'agit pas seulement d'hommes mais d'hommes parmi les hommes. De plus, la figure du monument nous invite à considérer la ville telle une œuvre d'art, elle est composée d'entités à forte valeur symbolique constituant une mémoire collective, la ville unit les hommes, elle génère du collectif, du commun et donc peut être la ville faite société. Alors on peut dire que, pour Aldo Rossi, la ville est génératrice d'identité du fait de son histoire et des symboles qu'elle véhicule, elle s'inscrit dans un processus définissant une civilisation. Toutefois, notre époque caractérisée par la mondialisation révèle une homogénéisation des villes. La culture occidentale conquérante et sans partage s'immisce partout sur la surface du globe remettant en cause l'idée même d'identité.

16 : Aldo Rossi, *L'architecture de la ville*, 1966

Rem Koolhaas<sup>17</sup>, entre cynisme et prospection, voit en la ville contemporaine, la tentative de se libérer de l'Histoire et, dans une certaine mesure, de se libérer de l'identité, principal facteur de différenciation entre les hommes. Il explique cela par l'autonomisation des intérêts et des buts des acteurs fabriquant la ville. Dans une logique de métropolisation et d'ouverture des villes aux réseaux mondiaux, les mécaniques de flux prévalent sur les valeurs symboliques et mémorielles. L'espace urbain qui en découle est déterminé par sa valeur marchande et utilitaire. Du point de vue morphologique, *la ville générique* décrite par Koolhaas se définit par la juxtaposition d'entités autonomes unifiées par les réseaux techniques, la position d'une entité sur ce réseau dépendant de sa capacité à générer de la richesse en fonction de son ouverture à la population. Ainsi, la société contemporaine générée par la ville mondialisée n'est pas tant caractérisée par ce qui fabrique le commun mais bien par une logique économique. L'histoire et la particularité culturelle seraient relayées en arrière-plan face au capitalisme et à l'intégration au marché mondial. Le tourisme global finissant de prouver que même la culture suit des mécanismes commerciaux.

Alors quelle est la place pour l'homme dans ce vaste marché qu'est la ville contemporaine ? Au choix : vendeur ou client ? La ville est désormais caractérisée par un ensemble de stimuli appelant celui qui l'arpente à consommer et ainsi à jouir pleinement de son droit à la ville.<sup>18</sup> La ville devient alors « spectacle » pour reprendre le terme de Guy Debord, c'est-à-dire qu'elle est l'émanation du déploiement de la société de consommation. L'homme placé face à ce spectacle n'a d'autre motivation que le travail pour en devenir l'acteur et le représentant. Sans trop s'étendre sur ce point, on peut dire que la ville spectaculaire est dans notre monde incontestablement capitaliste, la scène du théâtre de la consommation où l'importance du rôle des hommes est déterminée par leur faculté à consommer.<sup>19</sup>

17 : Rem Koolhaas, *Junkspace*, Manuels Payot 2001

18 : Eric Chauvier, *Les nouvelles métropoles du désir*, Allia 2016

19 : Timothy A. Gibson, *La ville et le « spectacle » : commentaires sur l'utilisation du « spectacle » dans la sociologie urbaine contemporaine*, La Presse de l'Université de Montréal, 2005

L'homme incapable de consommer n'a pas d'existence dans le système capitaliste.

Pour résumer et conclure cette mise au point sur la ville, on peut utiliser l'image du supermarché. Concentration d'hommes et d'activités : l'acheteur et l'achat, le supermarché présente bien un réseau viaire d'allées irriguant les monuments que sont les rayons de marchandises. Les typologies d'habitat sont quant à elles présentes à travers la voiture, offrant l'intimité et le confort d'un chez-soi, qui est comme une maison ou un appartement variable en fonction du profil familial et socio-économique de son propriétaire. Le supermarché est générique, il a une forme adaptable à chaque région du globe quelques soient le climat et la culture de son territoire hôte, il fait complètement fi de son histoire et seuls quelques indices permettent de se faire une idée de sa localisation sur le monde : la devise utilisée, le dialecte des emballages et la diversité des produits vendus. Toutefois il n'est pas aberrant de dire que ces indices tendent à disparaître : on paye en euro en Grèce et en Irlande, on trouve du sirop d'érable en Afrique du Sud... Enfin la publicité, les stands de dégustation de sushi, les show-rooms de salons de jardin font fantasmer le client sur un confort à portée de porte-feuille. La ville contemporaine est un supermarché. La place des hommes dans ce supermarché est déterminée par la place des produits dans les rayons, plus ou moins hauts, plus ou moins accessibles, comme dans la société.

Qu'en-est-il de la Jungle ? On y trouve des hommes et des activités. Les premiers sentiers qui parcouraient le bidonville ont muté en chemins puis en rues créant un plan urbain hiérarchisé. On y trouve plusieurs églises et mosquées qui ne cessent de grandir et de s'embellir, mais aussi un théâtre, des écoles, des bibliothèques, des restaurants, des boutiques et même des boîtes de nuit. Enfin il y a une large variété de typologie d'habitations, de la tente de camping à la complexe maison de bois parfois à étage. Ces typologies sont marquées par les origines

de leur constructeurs, les matériaux disponibles toujours recyclés et recyclables. Ensuite et malheureusement, ce bidonville tend à être générique du fait de la recrudescence des crises politiques internationales. Il existe de nombreux camps informels comme celui-ci dans le monde, le bidonville étant la forme urbaine qui connaît la croissance la plus importante. De ce fait, la Jungle de Calais est spectaculaire, non pas par la profusion et l'exubérance du modèle de consommation mais plutôt par les multiples tentatives d'intégration au marché mondial par des gestes mimant l'intégration à cette société de consommation. La Jungle de Calais remplit alors à peu près les conditions de la ville contemporaine, néanmoins le parallèle avec le supermarché ne semble pas lui être adapté, il serait même maladroit ; en effet les hommes de la Jungle n'ont, pour la plus grande majorité, aucune capacité à consommer. Il y a une réticence à dire qu'elle est une ville contemporaine comme si elle ne l'était pas tout à fait ou peut être juste un peu. Pour lever le doute, un passage sur le terrain, à Calais est indispensable.

Début octobre 2016 : « le démantèlement de la jungle se fera dans les prochaines semaines » annonce Manuel Valls, alors premier ministre, sur les ondes de RTL. La situation devient critique, il faut y aller avant qu'il ne soit trop tard.

## Les défenseurs de la Jungle Pourfendeur du *Learning From...*

### Actes et Cités

Personnalité de premier ordre de l'association Actes et Cités,<sup>20</sup> Hanappe se situe au premier plan d'un courant de pensée, encore en marge des décisions politiques. Ce courant est incarné par plusieurs collectifs, au sein desquels se croisent un grand nombre de penseurs de la ville et d'acteurs civils. L'association Actes et Cités a été fondée en 1999 par Raphaël Cloix, designer et photographe, Cyrille Hanappe et Olivier Leclercq. Le collectif est composé d'architectes, d'ingénieurs, de designers, de journalistes, d'avocats, de juristes, de psychologues, d'urbanistes... L'association s'intéresse à l'amélioration des conditions de vie en milieu précaire, en assistant les personnes dans la réalisation de projets de résorption de la précarité inscrits dans la lignée des permanences architecturales de Patrick Bouchain et inspirés des autres théories de l'auto-construction / auto-planification (Lucien Kroll, Yona Friedman). Leur rôle d'intermédiaires repense la place de l'expert dans le processus de construction, l'architecte devient médiateur et pédagogue. Il transmet les outils de compréhension du territoire, de conception architecturale et les savoir-faire théoriques.

Le collectif Actes & Cités se concentre sur plusieurs types de projets. Le premier pan de leur pratique est l'analyse urbaine et architecturale des formes de la ville précaire. Ils ont notamment réalisé les relevés détaillés du camp de la Linière à Grande-Synthe, près de Dunkerque et de celui de la « jungle » de Calais. A partir de ces relevés et des enseignements tirés de ces formes de ville, le collectif imagine des scénarios plus ou moins « utopiques »

<sup>20</sup> : [actesetcites.org](http://actesetcites.org)

pour améliorer les camps, à partir du postulat qu'ils seront amenés à se pérenniser (Vers une ville accueillante). Ils ont également réfléchi à la dissémination de familles d'exilés dans Paris avec leur projet : Habitats passerelles pour résorber les bidonvilles. Il s'agissait ici de réfléchir à la conception et la réalisation d'habitats temporaires dans les espaces résiduels de la capitale pour des familles en situation d'extrême précarité et en attente d'une solution de logement plus pérenne. Ce projet fut pensé en coopération avec le collectif Bâtisseurs de Cabanes, la Ville de Paris, RomParis, Habitats Solidaires, Apijbat, AlterBatir, Abrasso et l'École dans la Rue. Enfin, la dernière partie de leur pratique consiste en la réalisation d'équipements « manquants » au sein des quartiers informels. Par exemple, dans le cadre de son option de diplôme spécial d'architecture, Cyrille Hanappe et ses étudiants ont réalisé un centre juridique associatif à Grande-Synthe sous la supervision de l'association. La pratique d'Actes et Cités est comparable à celle de l'association Système B comme Bidonville<sup>21</sup> fondée par l'architecte Pascale Joffroy, qui œuvre dans les établissements informels de Seine-Saint-Denis ou encore du Pôle d'Expérimentations et des Ressources Urbaines.

## Le PEROU

Le Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines ou PEROU<sup>22</sup> est une association loi 1901, fondée par Sébastien Thiéry en 2012. A l'instar d'Actes & Cités, le PEROU est un laboratoire de recherche-action sur la ville hostile. Il est pensé pour articuler action sociale et action architecturale en réponse aux périls alentour. Le PEROU prend pour point de départ les droits fondamentaux européens de la personne et le « droit à la ville » qui en découle, ainsi il propose un outil au service des indésirables, souvent vus comme cas sociaux voire ethniques et jamais considérés comme habitants à part entière. Le PEROU se positionne en contre-

21 : [systemebidonville.com](http://systemebidonville.com)

22 : [perou-paris.org](http://perou-paris.org)

point des politiques « aussi violentes qu’absurdes, des actions publiques aux allures de déroute », il regrette et condamne les expulsions, les destructions, les placements et déplacements aveugles... Pour simplifier, le PEROU se refuse à penser l’accueil des migrants de façon administrative et productiviste, ce qu’il reproche aux instances dirigeantes. Le PEROU ne se place pas tant dans une position contestataire que prospective. Il cherche à multiplier les ripostes constructives, attentives aux hommes, respectueuses de leurs relations au territoire, modestes et durables. Le PEROU multiplie diverses actions partout en France non pas pour lutter contre le bidonville mais apprendre de lui, travailler afin de l’améliorer et permettre à ses habitants d’en sortir par le haut. Cet aspect révèle le lien de parenté intellectuelle entre Actes & Cités et Cyrille Hanappe. Ce collectif ouvert à tous, a une pratique très diverse. Ils sont impliqués dans des chantiers ponctuels de consolidation de structures ou de conception-réalisation d’équipements dans des quartiers informels (Essonne, Nord-Pas-de-Calais). Il s’investit aussi dans la sensibilisation à l’art et la diffusion de la culture dans des urbanités informelles à travers des ateliers participatifs, des expositions, des rencontres, des workshop... Par exemple, le collectif a organisé en 2014-2015 Le Paris de l’hospitalité, un concours d’idées pour concevoir des projets expérimentant l’accueil de sans-abris dans les interstices de la capitale. Le PEROU est également impliqué dans la reconversion d’espaces délaissés en centres culturels et habitats (Avignon). Enfin, à l’instar d’Actes & Cités, le PEROU est une plateforme de relevés architecturaux, urbanistiques et sociaux pour tirer des enseignements des quartiers informels. Durant le projet du Jungle Belfry, un intervenant du PEROU était venu pour présenter l’action du collectif, ses aspirations et sa méthodologie, ses précieux conseils ont permis au projet de s’orienter et d’éviter des erreurs rédhitoires.

Le PEROU a un intérêt tout particulier pour la Jungle de Calais et la relation qu’elle entretient avec le territoire du Calaisis. Il cherche à travers plusieurs projets, à revendiquer la Jungle

comme urbanité en tant que telle. Ainsi, le détournement du magazine officiel de la municipalité : Calais Mag, même s'il a été controversé, a permis d'imaginer ce que les autorités étatiques et territoriales auraient pu changer pour donner une réponse digne et humaine à la crise de l'accueil des migrants. La constitution d'une Autre mairie de Calais a été un autre moyen de critiquer les choix politiques effectués mais aussi de reconnaître et diffuser les enseignements de la Jungle.

Le projet central du PEROU est la rédaction du manifeste « New Jungle Délire » à partir de la plate-forme Ré-Inventer Calais, ce manifeste en open-source, fait appel à la contribution de tous les penseurs de la ville intéressés, impressionnés par le camp de Calais. Il rassemble architectes, ingénieurs, urbanistes, journalistes, juristes, artistes, géographes qui, chacun dans leur domaine, racontent leur expérience sur le camp et transmettent les enseignements qu'ils en ont tirés. Ce manifeste rétroactif, directement inspiré de New York Délire de Koolhaas s'apparente aussi à l'ouvrage majeur du postmodernisme : Learning from Las Vegas de Robert Venturi. Ce manifeste a pour volonté d'acter la ville informelle comme territoire de potentialité et ainsi inciter les pouvoirs publics à s'y intéresser autrement que comme une zone de quarantaine.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOURCE AUTEUR

En introduction d'un article pour la revue Tous Urbain 12,

" Lors des attentats du 13 novembre 2015, la deuxième ville de l'agglomération calaisienne a tenu à adresser un hommage particulier aux victimes. Alors qu'elle avait subi la nuit même un incendie accidentel majeur, ses habitants se sont réunis pour une manifestation et une minute de silence. Riche de plus de 6000 habitants, elle compte sans doute le plus grand nombre de diplômés du supérieur, de techniciens supérieurs, de gens de talent de l'agglomération. Elle est multilingue, multiethnique et plus de quinze nationalités y sont représentées. Ceux qui l'habitent ont payé plusieurs dizaines de milliers d'euros pour la rejoindre. Cette ville n'est pourtant pas représentée au conseil d'agglomération. C'est assez dommage, car il se pourrait fort bien que ce qui s'y construit actuellement constitue l'un des plus instructifs laboratoires d'architecture et d'urbanisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette ville, c'est la Jungle de Calais." Cyril Hanappe

Avec le camp de Calais, « haut-lieu » français de la problématique migratoire, Hanappe et ses collaborateurs revendiquent un message politique puissant. Loin de faire un éloge du bidonville, ils opèrent dans la nuance, révèlent les richesses, les points intéressants, ils identifient les vulnérabilités, les vices et violences, et enfin, supposent, proposent des chemins potentiels que pourrait prendre la plus ou moins libre évolution du camp. L'intérêt de ces penseurs de la ville pour le bidonville révèle la pertinence de ces établissements, il témoigne aussi que ce qui s'y joue dépasse la simple question humanitaire et que le bidonville interroge la fabrication de la ville contemporaine.



# être à Calais, entre deux mondes



## **L'expérience Calaisienne : Humanitaire et Architecture, Centre-Ville et Activisme**

Mon périple calaisien s'est déroulé du 8 au 28 octobre, correspondant à la période du démantèlement du camp informel de migrants tentant de rejoindre le Royaume-Uni. Sur l'ensemble de la période, mon rôle et mes occupations ont muté au gré de l'évolution de la situation du bidonville.

Afin d'avoir un accès facilité à la Jungle, j'ai commencé par intégrer une ONG : Utopia 56. Association également présente à Grande-Synthe et à Paris, elle œuvre pour fournir une aide humanitaire d'urgence aux exilés. A Calais, ses missions sont diverses car elle se comporte en support des autres associations. Elle fournit de la main d'œuvre pour rendre opérantes les initiatives déjà mises en place. Sur le camp, Utopia 56 s'occupe du ramassage des déchets et de l'entretien des chaussées ou des systèmes de drainage des eaux pluviales. Des bénévoles sont aussi détachés pour aller à la Belgium Kitchen, cuisine solidaire distribuant de 1000 à 1500 repas par jour, d'autres bénévoles peuvent aller donner des cours de français et d'anglais à l'Ecole Laïque des Dunes, un des seuls « lieux de vie »<sup>23</sup> épargnés lors du démantèlement de la partie Sud du bidonville en mars 2016. Utopia 56 s'affaire également hors du camp, à la Warehouse où des bras sont nécessaires pour réceptionner, trier et stocker les dons provenant de toute la France, du Royaume-Uni et de Belgique. Enfin à la nuit tombée, des petits groupes véhiculés organisent des maraudes en ville et à proximité du camp pour essayer de trouver des migrants isolés et perdus et parfois même pour s'interposer en cas de contrôle abusif de la part de la police. J'ai été bénévole pour Utopia 56 moins d'une semaine, très vite mal à l'aise face à la hiérarchie très verticale de son organigramme et la politique choisie à l'approche du démantèlement, dans une organisation

23 : Dans « la jungle » de Calais, « les lieux de vie » sont détruits petit à petit, liberation.fr 04/03/16

que je trouvais infantilisante. Je suis très respectueux et admiratif du travail fourni par l'association, où j'ai rencontré des personnes épatantes, mais son désengagement très rapide du camp à l'approche de la fin et ses déclarations très policées vis à vis de situations inadmissibles témoignent d'une complaisance à l'égard des choix du gouvernement alors même que ses membres sont pour la plupart très critiques face au pouvoir étatique. En arrondissant les angles des décisions du gouvernement et prenant en charge des missions qui auraient dues être faites par des organismes publics, Utopia 56 s'est mise dans les conditions pour remporter l'appel d'offres pour la gestion du centre d'orientation ouvert Porte de la Chapelle à Paris en réponse au démantèlement de la Jungle.

Peu avant d'être exclu d'Utopia 56, j'ai intégré un groupe cosmopolite d'étudiants en art du Sandberg Instituut d'Amsterdam. Ce groupe dirigé par l'architecte suisse Leopold Banchini et accompagné par différents acteurs du monde créatif (architecte, curateur, artiste) a organisé un workshop d'une semaine dans le camp. En réponse au démantèlement et en toute impertinence, le choix a été fait d'investir la colline surplombant le bidonville : c'est le Belfry Project.<sup>24</sup>

Le beffroi, figure architecturale typique du Nord de la France et symbole de Calais, était au Moyen-Age, le signe de l'émancipation

« Considérant que le jungle est une ville à part entière, nous prenons acte des richesses complexes qui la composent, de ses qualités urbaines et sociales et de ses relations à l'échelle internationale. Nous sommes convaincus qu'elle mérite un signe de visibilité ! Rejoignez-nous sur la Dune ! »

Appel à participation placardé dans les rues de la Jungle

des villes face au pouvoir féodal et religieux, le beffroi côtoie le clocher de l'église et le donjon du château dans l'horizon de la ville. De plus, le beffroi protège en son sein les chartes signées entre les bourgeois des villes et le seigneur, ces chartes sont comme la mémoire des villes. La commande que nous nous sommes fixée dans le cadre du projet, est la constitution d'un lieu manifeste permettant l'expression de ce qu'il y a de mieux dans la Jungle afin d'en constituer une mémoire. Après de nombreux débats au sein du groupe, nous admettons que la finalité est secondaire et que c'est bien le processus qui importe. L'angoisse étant d'être perçus comme les énièmes « colons » venant dans la Jungle profiter de la lumière des projecteurs pour travailler sans se soucier de ce que pensent les habitants. Face à notre volonté d'inclusion, nous avons commencé par installer un réchaud à gaz (prêté par un restaurateur du camp) et une casserole pour faire du thé que nous distribuons aux curieux. En constatant la bonne volonté et la motivation des personnes qui nous rejoignaient, nous avons organisé plusieurs petits ateliers d'expression artistique que les migrants étaient invités à s'approprier. Une structure en bois, une cabane ou un beffroi, selon les choix sont érigés avec l'aide de migrants déterminés, des meubles sont construits pour rendre la colline plus accueillante, des drawing board permettent aux gens de venir écrire et dessiner ce qu'ils veulent exprimer, ce dont ils veulent qu'on se souvienne, des ateliers de confection de drapeaux ou autres décorations permettent d'habiller le beffroi et enfin un atelier de confection de cerfs-volants rend possible de grands ballets aériens. Ces ateliers ont donné lieu à des moments conviviaux où la rencontre était facilitée, des moments où l'on oubliait le démantèlement à venir et l'angoisse d'une fin imminente. Le beffroi fut détruit peu de jours avant le début de l'opération policière visant à fermer la jungle ; quelques jours après le départ des étudiants.

Devenu totalement indépendant, j'ai passé ensuite, quelques jours dans le centre de Calais où j'ai essayé de rencontrer et de parler à des Calaisiens. Mes pérégrinations m'ont emmené à discuter avec des personnes de tous horizons, de toutes opinions et de tous milieux socio-professionnels. D'un café rue Royale à l'office de tourisme, du

guichet de la mairie au directeur du foyer des jeunes, des rayons d'un supermarché aux quais de la gare, j'ai tenté de dresser un portrait de l'opinion publique sur la problématique de la jungle de Calais : entre défiance, déni, exaspération et empathie.

La rencontre d'un groupe d'étudiants bénévoles modifie prolonge de plusieurs jours l'expérience de terrain. Présents à Calais dans le cadre d'un service civique, plusieurs d'entre-eux sont aussi là dans le cadre de leur mémoire. Ils proposent de m'accueillir et ensemble nous tâchons de nous rendre utiles en ces temps de démantèlement. Peu d'entre-nous avons l'accréditation pour pouvoir pénétrer sur le camp pendant l'opération d'évacuation. Nous nous rapprochons alors des milieux activistes radicaux et assistons notamment à plusieurs réunions du groupe No Border avec qui nous aimerions agir, néanmoins face à leur paranoïa vis à vis des policiers en civil, nous ne parvenons pas à intégrer pleinement le groupe. Il faut prouver notre bonne volonté. Nous réussissons aussi à assister, en tant qu'auditeurs libres, à la réunion inter-associations où les actions de toutes les associations agissant à Calais sont coordonnées. Après plusieurs jours de maraudes, le sentiment d'inutilité nous pousse à former le collectif éphémère Sansacred<sup>1</sup> (sans accréditation) où en ré-interprétant les limites du légal nous tentons tant bien que mal de communiquer sur la situation réelle à Calais. Nous estimons que le démantèlement n'est pas aussi propre et bien orchestré que ce que les médias (BFM TV) le laissent entendre. L'immense incendie qui ravage la jungle durant la nuit du 26 octobre et les propos de la préfète à son sujet, nous poussent à passer à l'acte et à tenter de combler le fossé qui sépare la situation réelle (du moins celle que nous observons) et les informations transmises par les grands groupes de presse. Beaucoup de journalistes ayant quitté Calais alors que le démantèlement n'est pas terminé, nous nous rapprochons de journalistes indépendants. Conscients de notre amateurisme, nous savons pertinemment que notre impact sera nul. Je quitte Calais avec un goût amer, d'abord dégoûté par la politique de la France, triste d'avoir laissé des amis derrière moi, inquiet du sort des habitants de la jungle rencontrés et dépité de devoir rentrer à Nantes pour reprendre une vie normale.



Distribution de petits bois à brûler, les distributions de nourriture et de bois seront les dernières à s'arrêter avant le démantèlement.  
Pierre Caudray, Octobre 2016



08>15/10  
**Utopia 56**  
Bidonville et survie



La Warehouse est une plateforme logistique capitale pour le fonctionnement de la Jungle. Les stocks disponibles sont colossaux mais la re-distribution des dons est très contrôlée et rationnée.  
Pierre Caudray, Octobre 2016

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## Contact d'humanitaire

Le brouillard se dissipe au dessus du bassin de La Villette, face à la rotonde Ledoux. Il fait encore très chaud pour un mois d'octobre. Des dizaines de bus participent à un affligeant ballet. Les centaines de migrants s'étant abrité sous le métro aérien à Jaurès sont priés de libérer le trottoir par des gardiens de la paix en armure. Le quartier est bouclé, le métro ne s'arrête pas à Jaurès. Des hommes sont entassés dans les bus pour des destinations inconnues. Le quartier est « nettoyé » en fin de matinée. Dès l'après midi, des réfugiés reviennent, puis d'autres, le lendemain... Dans quelques semaines, des bus reviendront et l'histoire se répétera. Après m'être remémoré ce triste spectacle observé durant tout l'été, je pars aujourd'hui pour Calais, où le démantèlement de la Jungle devrait arriver d'une semaine à l'autre. Le gouvernement a promis une « mise à l'abri » des réfugiés du camp de Calais (et sa destruction totale) avant l'hiver. « L'hiver arrive ! », j'entends cette phrase tellement souvent dans les médias ou dans Game of Thrones. Il paraît que le climat est particulièrement rude à Calais, et que tous ceux qui y vivent sont fascistes ou sympathisants de Marine Le Pen, je sors de la bulle médiatique.

Je découvre la Gare du Nord bouillonnante et multicolore. Sur le parvis, une multitude de gens déambule autour de la sculpture de Leandro Elrich. Il y a tous types de personnes, de statuts, de classes et d'origines, il paraît que la gare du Nord est le lieu où se croisent « les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien ». Ce hub est aussi bien physique que sociétal, il met en contact presque toutes les couches notre société pyramidale, du business man d'outre-manche aux SDF du coin. Des militaires

patrouillent un peu partout, la main sur le FAMAS, ils sont toujours par quatre. État d'Urgence ++ pour l'une des principales voies d'accès vers Calais. Des policiers rodent aussi dans la gare, ils contrôlent de jeunes hommes au teint plus basané.

Gare de Boulogne ville, correspondance de 40 min, une foule s'extrait du train, la diversité des personnes se réduit. Une dizaine de jeunes femmes et hommes, grosses chaussures, gros sacs de randonnée sur le dos, duvet, sac de sport, sac cabas, ces gens semblent partir camper. Nous allons tous au même endroit. Si l'accoutrement est à peu près homogène, la diversité ethnique est encore importante. On approche des échéances annoncées par Bernard Cazeneuve et tout s'accélère : les flux de migrants, l'aide humanitaire, la présence policière, les provocations racistes. Le gouvernement a promis 9000 places en hébergements d'urgence avant la fin de l'année, il en existe à ce moment-là 3000. Cette mesure doit servir à résorber progressivement la Jungle de Calais et les trottoirs de Paris. La population du camp est estimée entre 5000 et 10000 selon le journal La Croix du 14 septembre 2016.

J'arrive à Calais en fin d'après-midi, personne n'est disponible pour venir me chercher avant une heure, tant pis, j'en profite pour me promener un peu, je découvre le majestueux hôtel de ville avec son imposant beffroi, les maisons bourgeoises de brique qui bordent la place de la Mairie viennent compléter un décor qui témoigne du passé florissant des villes du Nord. Je me pose dans un bar à l'ambiance corsaire non loin de la mairie, les gens fument à l'intérieur et mangent un welch. Leur discussion, que je ne saisis qu'à demi-mots, est ponctuée de grossièretés mais ils sont joviaux. C'est l'anniversaire du petit. Le décalage avec Paris est trop important et le cliché trop exacerbé, je ne peux m'empêcher de juger, je regrette déjà le passé glorieux aperçu plus tôt.

On m'installe au camping Los Palominos environ une heure plus tard. Hors saison, le camping est majoritairement occupé par des travailleurs étrangers et des bénévoles d'Utopia 56. Je me

demande si les maçons polonais qui travaillent sur le chantier de mur interdisant l'accès à la rocade portuaire aux migrants y sont aussi logés, auquel cas il y aurait quelque chose de sinistrement comique dans cette situation. On m'installe dans un bungalow sans verrou, ni eau chaude, est-ce une sorte de mise en condition pour ce que je m'appête à découvrir demain ? Pendant toute la première partie de mon séjour à Calais, il sera mon repère. Sur cette durée, je partage son confort spartiate avec maximum 8 personnes, en moyenne pendant 2 ou 3 jours. La durée du séjour des bénévoles dépend de la distance avec leur foyer d'origine et de leur situation socio-économique. Les étudiants lillois et de la région viennent pour les week-end, le groupe d'amis de Saragosse avec qui je passe le plus de temps reste plusieurs semaines. Un groupe de quadragénaires (et quelques néo-retraités) bretons, sont considérés comme des seniors compte tenu de la jeunesse de la majorité des autres bénévoles. Ils peuvent rester près d'un mois à Calais grâce à leur situation économique plus stable. Il y a aussi les étudiants isolés comme moi, qui profitent d'un travail de mémoire pour désertier l'école car « Le démantèlement est proche, il me faut aller sur mon terrain », nous sommes étudiants en architecture, sciences politiques, sociologie, anthropologie... Enfin pour les membres « permanents de l'association », qui se sont installés dans les meilleurs bungalows, leur durée de séjour se compte en mois. La diversité géographique des bénévoles est extra-ordinaire mais ne compense pas leur homogénéité idéologique. Qu'on soit espagnol, anglais, breton ou parisien, ici presque tout le monde se réclame d'une gauche radicale, humaniste et révolutionnaire, tout le monde a participé à Nuit Debout (ou Los Indignados) et il n'y a même pas de débat possible concernant la ZAD de Notre Dame des Landes. J'estime à un gros tiers le nombre de Vegan. Je me réjouis de la profusion de bière et conjecture que l'hygiène approximative est autant due au travail éreintant de la journée qu'au fonctionnement aléatoire des douches. L'ambiance est joviale et un sentiment de camaraderie s'empare rapidement moi. Les soirées aux bungalows sont rythmées par des pseudo-débats sur des thèmes

de géopolitique, de société ou d'économie, chacun raconte ses projets et ses aspirations, c'est très enrichissant et ouvre de nombreux horizons mais reste assez unilatéral. L'anticapitalisme, la décroissance, l'anarchie et l'altermondialisme sont la norme, le pouvoir de l'argent est vomé et pourtant seules les histoires de remboursement sont génératrices de malaise. Nous nous couchons et levons tôt.

## **Rapprochement familial et point de rencontre, le bidonville comme point de départ d'autre chose : structure ou carrefour**

L'un des premiers points que Colette Pétonnet<sup>25</sup> met en évidence en observant l'arrivée de populations étrangères, ibérique et maghrébine, est qu'il s'agit de cas pour lesquels des milieux d'accueil étaient garantis. Des points d'appuis existaient déjà pour ces néo-arrivants : parents, proches originaires du même village. Il s'agissait de « rejoindre de la famille, des amis ou des connaissances ». Ainsi des relations de voisinage étaient pré-existantes à leur arrivée en banlieue parisienne (par exemple). La constitution de tissus de solidarités à l'échelle des micro-communautés fraîchement implantées créait une sorte de projection de l'espace d'origine des habitants dans leur lieu d'accueil. Ainsi l'étranger est « transplanté », greffé sur une base qui lui permet de franchir les premières difficultés des débuts de séjours. Dans le cas des migrations contemporaines, et notamment à Calais, les bases « familiales » sont surtout présentes en Angleterre. En effet la politique plus souple concernant l'accès au travail et la langue

25 : Colette Pétonnet, *On est tous dans le brouillard, Essai d'ethnologie urbaine*, 1975

sont des facteurs déterminants. Calais n'est qu'une étape, un « péage ». Toutefois avec le durcissement des politiques frontalières (cf Accords du Touquet), le camp s'est stabilisé. Calais devient alors pour certains, un lieu pour se retrouver. Il y a ceux qui cherchent à s'y installer plus durablement alors que d'autres continuent à considérer Calais comme une étape de transit vers de nouvelles destinations. On peut donc admettre qu'une analogie est possible entre les cités de transit, les bidonvilles des années 70-80 et le camp de la Lande. Même si les motivations du départ et les modalités du voyage sont très différentes, les conditions d'installation et les « normes » officieuses d'implantation peuvent se rapprocher. De même, les durées de fréquentation du camp de Calais ou des bidonvilles des années 70-80 couvrent un spectre temporel très large, de l'installation au court (voire très court) terme à la « stabilisation » d'un abri marquant une volonté de rester plus longtemps. L'instabilité matérielle et organisationnelle contrainte sur ces formes urbaines constitue aussi des points de convergence récurrents pour le bidonville depuis l'étude de Colette Pétonnet.

## **La formation du bidonville : choix du site, expansion et instrumentalisation**

La naissance des bidonvilles se fait par l'occupation progressive d'un terrain en friche, souvent en périphérie, dans une zone délaissée. Elle est soumise à plusieurs règles. D'abord, il s'agit de trouver un espace sécurisé et dissimulé : la sécurité exige la discrétion. En général, les premiers abris se constituent en fond de

parcelle pour ne pas être visible depuis la route mais aussi parce que cela permet aux habitants d'anticiper l'arrivée d'éventuelles menaces sur le site (police, groupuscule raciste, groupe rival...). Quand les premiers habitants sont installés ils sont rapidement rejoints par leurs proches, des personnes de confiance, jusqu'à ce que le bidonville épouse la forme de la parcelle.

Les bidonvilles s'installent dans des zones indéterminées par la société, les zones blanches des cartes (Cf Livre Blanc, Philippe Vasset). Les constructions sont maintenues de force par l'État ou les entreprises avoisinantes dans ces zones blanches. Si bien que la forme du bidonville dépend plus des interdits administratifs et législatifs que d'une prise en compte d'un contexte spatial. Ainsi, le bidonville est territorialement maintenu dans la marge la plus profonde et la plus obscure de notre société, il est contenu dans ce que les outils de représentations populaires du territoire (carte touristique, routière) refusent d'admettre. Ce qui se trouve dans ces non-zones urbaines, dans ces territoires délaissés et espaces interstitiels n'a d'autre utilité que de mettre à distance, une usine d'une ville, une zone pavillonnaire d'une rocade, ce sont des espaces tampons, des réserves de surfaces au vue d'un développement urbain futur qui n'ont pas de potentiel en l'état. C'est cette non-définition de ces terrains vagues, de ces prairies, de ces landes qui rendent les institutions assez conciliantes face aux installations de bidonvilles. Ces zones blanches, n'existent en quelque sorte pas sur un plan légal, si ce n'est dans l'esprit d'hommes ambitieux à travers des projets politiques ou entrepreneuriaux.

Les facteurs d'installation des bidonvilles du siècle dernier sont variables. Dans le contexte économique des 30 glorieuses et du plein emploi, l'immigration du travail orchestrée par le gouvernement et les entreprises provoque une arrivée en masse de travailleurs étrangers. Ils sont les italiens de l'usine de chocolat Barrel à Sérianne dans « Les beaux quartiers » d'Aragon ou encore les portugais de l'usine Heuliez à Cerizay dans les Deux-Sèvres.

Invités car prêts à effectuer les tâches les plus difficiles, moins regardant sur les salaires que les travailleurs français et peu enclins à faire grève, ces travailleurs sont souvent logés dans des taudis, à la charge du patron.

L'implantation de leur quartier d'habitation, de leur bidonville dépend de la distance qui les sépare d'un lieu clé, l'usine dans laquelle travaillent leurs habitants, la frontière qu'ils cherchent à franchir. L'installation dans un bidonville dépend aussi des relations que les néo-arrivants entretiennent avec ses habitants, ils s'installent d'abord là où ils connaissent des gens, là où des proches sont déjà implantés. Enfin le rapport à l'eau est déterminant. Un point d'eau est nécessaire à l'installation d'un bidonville. Il est viabilisé par les hommes si besoin : ils creusent des puits, détournent les réseaux de la ville... La présence d'un cours d'eau naturel fournit un lavoir et un puissant égout. Le reste des déchets est incinéré dans des brasiers ou rejeté hors du bidonville.

Lorsque le bidonville est implanté, son extension se fait par un dialogue non-verbal entre ses habitants et la société. Non-verbal dans le sens où il n'y a pas de négociation, de dialogue ; la communication se fait par le biais d'actions interposées, d'une part, les autorités sont mises devant le fait accompli lorsqu'elles découvrent l'émergence de nouvelles habitations et d'autre part, l'efficacité des pré-avis d'expulsion étant relative à cause d'un vocabulaire administratif difficilement compréhensible, les habitants ne sont pas ou mal informés de la venue de la police pour démolition.

A l'instar des squats urbains, la seule force des bidonvilles est l'occupation d'un terrain, c'est-à-dire que ses occupants ont trouvé les moyens humains et matériels pour s'y installer. C'est un pari qu'ils prennent. En effet, si le site choisi est trop visible ou a un potentiel trop important aux yeux des collectivités locales, les occupants risquent d'être expulsés. Si le terrain est suffisam-

ment marginal et discret alors la société permet sa « pérennisation ». Ainsi les premiers arrivants sont rejoints et face à l'augmentation de la population, les autorités sont forcées d'installer des bornes d'eaux, des fontaines... Le service des eaux y installe des compteurs... etc. Les entreprises avoisinantes commencent à dialoguer avec le bidonville, permettent des branchements aux réseaux électriques. Ces accords sont loin d'être officiels et se font souvent par l'intermédiaire d'échanges à l'amiable entre les habitants et des ouvriers ou sous-cadres.

Une adresse naît alors, parfois le bidonville se contente d'un lieu-dit (Four à Chaux, Moulin Brûlé, Camp de la Lande...), ce qui prouve la reconnaissance officieuse de la municipalité (ou de La Poste) de l'installation informelle. Dans un autre temps, l'État, avec les décrets de destruction, de résorption (comme si il s'agissait d'abcès) reconnaît aussi le bidonville mais de manière négative, car c'est bien le refus de la police de reconnaître les adresses et l'intervention sur le terrain qui en découle qui prouvent l'existence de ces quartiers. Cette pression policière est constante depuis les années 70 (et sans doute depuis plus longtemps), toutefois une divergence semble apparaître dans le rapport entre société et bidonville. La logique économique du capitalisme tardif et sa planification pragmatique au moyen terme se sont accoutumées de l'installation des bidonvilles.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, où la politique urbaine se soucie de plus en plus de l'environnement, l'écologie est parfois le seul frein à un développement capitaliste. Les stratégies économiques instrumentalisent donc le bidonville en profitant de sa fugacité et de sa fragilité dans un premier temps, puis de son impact sur un territoire en sous-couche. Par exemple à Calais, le PEROU dans son Calais MAG rappelle que le Camp de la Lande est implanté dans une zone anciennement protégée. Il est aussi implanté sur la zone envisagée pour un parc d'attraction censé ré-activer une dynamique touristique et économique à Calais : Heroic Land(e). Bien entendu le projet était incompatible avec

les protections environnementales. En autorisant l'installation d'un bidonville sur la zone, en le maintenant dans une situation précaire extrême, on favorise la pollution et la dégradation du sol, des écosystèmes... Enfin les démantèlements sont les derniers prétextes pour labourer et brûler ce qui reste de nature sur le site. Aujourd'hui, il n'y a plus de protection environnementale possible, il n'y a plus de Lande, il ne reste qu'une zone en friche où le sol est complètement retourné (pour éviter toute ré-installation) semblable aux terrains en attente avant un chantier. Cet exemple révèle le rapport entre société et bidonville. Le domaine public, les médias conservent le bidonville dans la zone blanche, dans l'inconnu, et jouent sur les peurs « pour noyer le poisson », ils n'en parlent que pour montrer sa laideur. La gouvernance, privée cette fois-ci, s'en accommode, s'en sert pour arriver à ses fins, c'est-à-dire à des profits toujours plus importants. Dans le cadre du capitalisme tardif, on comprend donc très bien le pourquoi du maintien dans la précarité du bidonville. Il y a un bouleversement radical entre les années décrites par Colette Pétonnet et les phénomènes actuels. Durant les 30 glorieuses, malgré l'aspect chaotique et misérable du bidonville, son statut d'habitat de la main d'œuvre bon marché lui conférait une place et un rôle dans l'organigramme sociétal, comme participant au bien commun. Aujourd'hui, dans le cadre du capitalisme tardif, le bidonville a été évacué de son rôle premier aux yeux de la société, il devient un lieu de contrôle de l'indésirable d'une part et, de façon perverse, un instrument politique pour convaincre les masses ou soutenir un projet, d'autre part. Le choix du site d'un bidonville n'est plus alors du seul ressort de ses habitants mais il est aussi presque directement suggéré par les pouvoirs publics : en ouvrant le centre Jules Ferry, directement sur le site de la Lande, il était, de fait, sûr qu'un bidonville s'implanterait à proximité pour bénéficier de ses services.

## **Implantation dans le bidonville et relation inter-communautaire**

Colette Pétonnet montre aussi que l'implantation dans le bidonville ne se fait pas, contrairement aux idées reçues, anarchiquement. Comme cela a déjà été souligné, on s'installe pour être en sécurité, pour être à l'abri. On s'entoure donc de sa famille, de ses proches, on se constitue un noyau familial. Les noyaux familiaux se transforment alors en groupes selon les affinités. Ces groupes s'étoffent avec l'arrivée de personnes dites de confiance. La confiance n'est pas exclusivement liée aux origines mais plutôt aux liens qui se nouent dans la vie quotidienne. Il peut s'agir par exemple, des anciens collègues de travail, des partenaires de voyage, des amis de longue date ou des connaissances de famille. Étymologiquement le mot confiance vient du latin con- « ensemble » et de fidere « se fier », « croire ». La confiance n'est pas nécessairement familiale, elle dépend des expériences de vies. Les groupes se constituent alors en micro-majorité qui s'accapare un sous-quartier (une rue, une place, un îlot...). Quand quelqu'un part, il cède sa place à la personne de son choix, il se porte garant pour perpétuer la relation de confiance. L'exemple du restaurant Chez Sammy, sur la Main-street de la Jungle en témoigne, Sammy ayant réussi à rejoindre l'Angleterre, il a légué son affaire à deux amis qui eux-mêmes ont pu passer le flambeau quand ils ont quitté le bidonville et ainsi de suite. Toutefois Sammy a gardé contact avec eux pour les soutenir, prouvant ainsi la relation de confiance qu'ils entretenaient.

Les projections régionales des espaces d'origine dans le bidonville n'assurent pas la diversité complémentaire nécessaire. L'apport de l'étranger, de l'autre est présent sous différents as-

pects. On observe que l'installation et la projection de proche en proche crée peu à peu une relation proche-éloigné. Au final, ce phénomène produit une synthèse d'une aire territoriale et de toutes les variations des modes de vie que cela sous-entend. L'exemple du bidonville de Four à Chaux, dans la banlieue parisienne en 1972, choisi par Colette Pétonnet, est révélateur. Il s'est d'abord constitué à partir d'un village-mère originaire du Nord du Portugal autour duquel se sont fondés des groupes originaires de parties limitrophes de la région d'origine et ainsi de suite jusqu'à s'étendre au Sud du Portugal, à l'Espagne, aux îles Portugaises et même jusqu'au Maghreb. Si bien qu'en observant l'organisation du bidonville, on a comme une carte schématique représentative d'une aire territoriale à l'échelle de pays. Ce qui est intéressant c'est que ces aires urbaines s'interpénètrent. Alors que géo-politiquement des frontières séparent les peuples, dans le bidonville, les ethnies s'imbriquent plus ou moins profondément. Sur le camp de Calais par exemple, des zones sont « réservées » à certaines ethnies, mais les limites entre ces zones sont diffuses si bien qu'à certains endroits, dans les intervalles entre les zones, dans les espaces résiduels, là où aucun groupe communautaire ne s'est réellement implanté, on peut observer des noyaux familiaux multi-ethniques. Dans un noyau, dans un agglomérat d'abris peuvent cohabiter des Soudanais, des Afghans et des Iraniens (le partage d'un langage en commun ne semble pas forcément être alors la condition à la cohabitation). Il faut supposer que des relations de confiance se sont instaurées pour rendre possible cette installation, sachant que l'implantation dans le bidonville de Calais pré-suppose un parcours migratoire semé d'embûches où l'entraide est essentielle, les liens inter-communautaires sont inévitables. Il est probable aussi que ces noyaux se soit constitués par l'intermédiaire de relations de voisinage privilégiées.

A partir de ces constatations Colette Pétonnet dégage des lois :  
« La société bidonvilloise se structure dans le temps. Un village-mère est à l'origine d'un peuplement qui se poursuit au fil

des jours par cooptation intra et extra-ethnique. D'autre part, elle tend à maintenir un équilibre interne basé non sur des nombres abstraits, mais sur le jeu des alliances et des conflits, donc sur les rapports entre hommes. Le groupe fondateur, pas forcément majoritaire imprime sa marque, chaque bidonville offrant un visage particulier. Il n'exerce aucune suprématie mais il est tacitement investi d'un léger pouvoir. C'est lui qui a permis aux autres de s'installer, les autres se sont donc imperceptiblement placés sous sa protection, fut-elle illusoire. »<sup>26</sup>

Ces lois, peuvent s'appliquer au camp de Calais même si des variations s'imposent. Les habitants de la Jungle fuyant la guerre, les aires territoriales projetées sur le camp sont souvent circonscrites aux frontières des pays en guerre. Mais il est vrai que plusieurs noyaux sont représentatifs de régions précises d'un pays. Malgré tout, on atteint ici une limite relative dans l'analyse des bidonvilles français des années 70 et de leur comparaison à la Jungle de Calais. En effet dans le cas de Calais, certains groupes ethniques sont apatrides, et même s'ils espèrent une amélioration de la situation politique de leur pays, beaucoup rêvent d'une nouvelle vie en Europe. Même si le patriotisme et le sentiment d'appartenance à un groupe plus large existe, il n'y a plus systématiquement de rapport à l'échelle du prestige, il n'y a pas de liens de cousinage entre les peuples présents sur le camp. On peut conjecturer une translation d'un rapport de prestige à un rapport expérientiel et affinitaire. Les réfugiés ont en commun les parcours migratoires, les routes empruntées, les causes de leur départ, les objectifs d'arrivée, les temporalités d'arrivée et de départ envisagées. Cette hypothèse ne peut quand même pas se suffire à elle-même car elle évacuerait les rixes inter-ethniques. Des altercations entre plusieurs individus, dont nous ne pouvons qu'imaginer les causes peuvent dégénérer en rixes inter-ethniques lorsque les noyaux familiaux des protagonistes initiaux se mêlent à l'Histoire. Alors il est indéniable que le chauvinisme et la compétition sur l'échelle de prestige des peuples entre en jeu, tout comme une compétition pour la maîtrise d'une ressource ou d'un espace. A Calais, la majeure partie de ces altercations est

due au climat d'angoisse et de tensions qui règne sur le camp : les interventions musclées de la police, le manque de nourriture, le désœuvrement, l'incertitude des situations. Il serait malhonnête de parler de rivalité inter-ethnique d'autant plus que l'Histoire n'a jamais vraiment mis en concurrence l'Afghanistan avec le Soudan.

D'après Colette Pétonnet, ce rapport aux ethnies se joue aussi conformément à l'échelle de prestige d'un peuple par rapport à d'autres, à l'échelle de prestige géo-politique, culturelle et historique. Cette échelle se joue sur les liens de parenté entre les peuples qui se basent sur une histoire, des habitudes, des modes de vies communs ou complémentaires.

## **Solidarité villageoise et rapport à la ville**

Le bidonville par essence est communautaire car les expatriés qui y vivent proviennent souvent d'un même territoire d'origine. Naturellement, il existe des défiances de la part des Français historiques, mais ça ne signifie pas que les habitants de ces quartiers informels vivent dans un entre-soi. Colette Pétonnet, après ses rencontres avec les habitants, nous indique que les enfants fréquentent les écoles de la ville, que les parents travaillent dans les entreprises du coin, qu'ils utilisent les services publics, que les femmes vont faire leur courses au marché, que les hommes se retrouvent aux cafés, que les familles vont à l'église... Il existe des échanges depuis l'intérieur du bidonville vers l'extérieur,

vers la ville. « Qui dit différence dit rapport », cette altérité entre la ville et le bidonville peut être source de peur, de sympathie voire d'agressivité. C'est ce qui prouve la reconnaissance de l'ethnie en tant que groupe différent mais faisant partie de la collectivité qui forme la ville. Cette reconnaissance d'une altérité ne signifie pas ségrégation. Le bidonville des années 70-80 n'est pas ségrégué mais marqué d'un particularisme culturel, il n'est pas disjoint, il est simplement considéré comme une entité différente. Quand Aragon décrit le quartier des italiens dans la partie basse de Sémiane<sup>27</sup>, il fait allusion à un lieu à part, à l'extrême limite des faubourgs, il les présente comme une population à part qui fait cependant pleinement partie de la vie de la commune et qui a un rôle dans sa fabrication même s'il est marginal. Ils sont le premier barreau de l'échelle sociale.

La ségrégation s'opère quand on refuse l'échange entre ville et bidonville. Or dans les cas étudiés par Colette Pétonnet, en plus des relations qu'entretiennent le bidonville et la ville, elle révèle des liens inverses, de la ville vers le bidonville. Par exemple, les objets, les fournitures qui n'ont plus d'utilité en ville trouvent une seconde vie dans le bidonville, à travers le même usage ou avec un usage complètement ré-inventé. Il existe des interpénétrations de la ville dans le bidonville avec notamment l'intervention d'associations solidaires (ou pas) dans l'espace du quartier informel. Des facteurs, des instituteurs, des professionnels et même des particuliers interviennent plus ou moins directement sur le camp. Des cours d'alphabétisation, du soutien aux procédures administratives, des campagnes de vaccinations... Parfois des particuliers viennent décharger du matériel dont ils n'ont plus besoin dans les terrains avoisinant le bidonville. Il existe donc un large panel de rapports plus ou moins tacites et suggérés entre la ville et le bidonville.

Ce que Colette Pétonnet a observé au siècle dernier est encore d'actualité sur la Jungle de Calais, toutefois les modalités ont quelque peu changé. D'abord, les démantèlements successifs

27 : Louis Aragon, *Les beaux quartiers*, Editions Denoël 1936

des camps et des squats ont peu à peu relégué les réfugiés toujours plus loin de la ville et du port. Lorsque les premiers squats en ville ont été mis en place et que le nombre de réfugiés restait faible, de nombreuses interventions citoyennes ont été organisées, les établissements scolaires allaient à la rencontre des réfugiés, des associations de quartiers organisaient des récoltes de produits de première nécessité. De plus les locaux de l'OFII présents en centre-ville favorisaient les rencontres et permettaient la cohabitation entre néo-arrivants et habitants installés. Mais peu à peu avec l'augmentation du nombre d'arrivants, les squats furent fermés et les migrants ont été chassés de la ville pour arriver en 2010, à l'emplacement final du camp, au Nord-Est de la ville, le long de la rocade portuaire. Alors les relations entre le camp et la ville se sont réduites sans pour autant disparaître. Les demandeurs d'asile ne fréquentent le centre que pour aller aux locaux de l'OFII ou pour se ravitailler (pour ceux qui en ont les moyens). Il existe toujours des associations de Calaisiens qui interviennent solidairement avec le camp, mais on ne peut plus vraiment parler de cohabitation.

Toutefois, ce qui est marquant à Calais, c'est que la relégation en bordure de ville provoquée par l'augmentation du nombre de néo-arrivants n'a pas eu pour effet l'altération des relations du bidonville avec l'extérieur mais bien au contraire elle a contribué à un élargissement de l'échelle de ces rapports, à une intensification de ces rapports. Certes les relations avec la ville ont été réduites, mais les relations avec le reste du monde ont été décuplées, des associations humanitaires internationales sont venues y intervenir, des experts de tous domaines s'y sont intéressés, des médias de tous les continents en ont parlé et les plus grandes figures politiques ont débattu sur son existence. Le camp de Calais est devenu un « hyper-lieu »<sup>28</sup>, selon la définition de Michel Lussault. « C'est-à-dire des espaces intenses et divers où s'expriment la créativité et la volonté d'engagement social et politique de ceux qui les occupent, soit une mise en tension du global et du local. Les hyper-lieux sont caractérisés

28 : Michel Lussault, *Hyper-lieux*, Seuil 2017

par un regroupement d'activité intense. Par leur hyper-spatialité : c'est à la fois complètement local, national, mondial et international. Par leur propriété hyper-scalaire : un hyper-lieu joue sur toutes les échelles en même temps, il peut être corps et monde, à Calais par exemple qu'est ce qui fait hyper-lieu ? Le camp, la ville, le canton, la région, la frontière ? C'est la tension entre le local et le global qui rend poreuse, épaisse et floue la limite des hyper-lieux.

« Les hyper-lieux sont à la fois expérientiels : tous les gens parlent de leur expérience de la Jungle, y compris ceux qui sont simplement allés la visiter. Mais aussi affinitaires parce que les migrants partagent une affinité élective en étant engagés dans un parcours migratoire. » Michel Lussault

On voit donc que le bidonville de Calais, même s'il se situe dans la lignée des bidonvilles « classiques » du siècle dernier, s'en éloigne aussi grandement par son origine et son statut, tout d'abord parce que, contrairement aux bidonvilles des années 70-80, sa commune d'accueil n'est pas à son initiative. Calais est depuis les années 90 un lieu de convergences des flux migratoires : la principale porte d'entrée vers le Royaume-Uni. On peut dire que la population calaisienne subit le bidonville des néo-arrivants alors que les Italiens étaient invités à Serianne pour reprendre l'exemple d'Aragon. Ce non-choix pour la population de Calais explique le peu de relations qu'entretient le bidonville avec son environnement proche. Ensuite, l'autre principale divergence entre les bidonvilles du siècle dernier et celui de Calais est le contexte légal, politique et économique. Le bidonville de Calais n'est pas un foyer de travailleurs, c'est celui d'exilés, d'apatrides, de sans-droits, d'indésirables... s'il a la forme d'un bidonville, il a le même statut qu'un camp de réfugiés du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR). Ainsi le bidonville de Calais présente les trois traits communs à tout camp de réfugiés présenté par M. Agier : l'extraterritorialité, l'exception et l'exclusion

« Il s'agit d'espaces à part, physiquement délimités, des hors-lieux qui souvent ne figurent pas sur les cartes. [...] Les camps jouissent d'un régime d'exception : ils relèvent d'une autre loi que celle de l'État où ils sont établis. Quelque soit leur degré d'ouverture ou de fermeture, ils permettent ainsi d'écarter, de retarder ou de suspendre toute reconnaissance d'une égalité politique entre leurs occupants et les citoyens ordinaires. Enfin, cette forme de regroupement humain exerce une fonction d'exclusion sociale : elle signale en même temps qu'elle dissimule une population en excès, surnuméraire. Le fait d'être ostensiblement différent des autres, de n'être pas intégrable, affirme une altérité qui résulte de la double mise à l'écart juridique et territoriale. »<sup>29</sup> Michel Agier

La Jungle de Calais, par sa nature, sa forme et son évolution se définit par des termes paradoxaux : à la fois parasite, sauveur, tremplin, prison, carrefour et impasse. L'informalité de la Jungle ne se situe peut être pas dans sa morphologie mais dans le flou ambiant englobant sa définition : à la fois hors-lieu et hyper-lieu, excluant et intégrateur.

## **Le subtil couple coquetterie et misère.**

En découvrant le camp, mon aspiration intellectuelle, en tant qu'étudiant architecte, est l'importation de mon modèle de représentation, de compréhension, d'interprétation du monde sur la figure du bidonville, c'est-à-dire, à partir de mon arrière-plan personnel, d'appréhender le bidonville comme s'il était un lieu de vie normal, non pas en faisant fi de la misère mais en se focalisant sur ce qu'il y a derrière.

Je suis un homme blanc, occidental, provenant d'une classe moyenne plutôt aisée, ayant eu une enfance heureuse à la campagne, loin des problèmes de notre monde, étudiant architecte, conscient des enseignements de Cyrille Hannape et de Colette Pétonnet, des accords de Paris et du scénario Negawatt, de l'anthropocène et du capitalisme dérégulé, de la Guerre d'Espagne et de la montée des extrêmes.

Je me veux militant de gauche cynique voire révolutionnaire, blasé de la société dans laquelle je vis, des inégalités, des discriminations, de l'apathie, de la complaisance du plus grand nombre pour un système que je considère comme scélérat. De façon naïve, une vision à la Pierre Emmanuel Barré.

J'essaie d'inventer un filtre d'appréhension du monde. C'est un lieu de misère soit, n'y-a-t-il pas autre chose dessous ? Il s'agit de sortir des descriptions traditionnelles, ne pas se limiter aux « c'est le chaos » des médias, « c'est la révolution » des militants

utopistes ou encore « c'est le djihad » de l'extrême droite.

J'essaye d'être aveugle face aux normes occidentales de confort, d'hygiène et de praticité, pour être concentré sur ce qui fait ville, ce qui fait écho à la perception occidentale de la ville contemporaine libérale et hors d'échelle de Koolhaas, la ville du divertissement, la société du spectacle de Debord, la ville sécuritaire et observatrice post 9/11.

J'essaye de comprendre pourquoi la Jungle de Calais est une nouvelle ville-monde, et en quelque sorte de faire émerger une re-définition critique de la ville, de sa fabrication, de sa gestion et de son évolution. Il s'agit donc de se saisir des controverses qui questionnent la fabrication de nos villes actuelles.

Il est 9h 06, le premier groupe arrive rue des Garennes, chemin d'accès principal du camp. Cette route de zone industrielle irrigue de vastes complexes d'industrie pétrochimique. La fumée qui s'échappe des cheminées des usines n'inspire rien qui vaille. Parfois, selon l'orientation du vent, une odeur nauséabonde offre des indices de ce qui pourrait se fabriquer dans ces usines : plastique et autres matières inventées par l'homme, nouveaux indicateurs géologiques de son impact sur la planète.

Nous patientons quelques minutes en attendant le second convoi de bénévoles, un seul minibus n'étant pas suffisant pour faire un seul trajet. Un groupe se forme sous le pont qui permet de passer sous la rocade portuaire, des voitures sont garées sur le terre-plein à l'intersection de la rue des Garennes menant au camp et de la voie d'insertion de la rocade. Des bénévoles blaguent sur le courage des propriétaires de ces voitures. Plusieurs cas de braquages de voitures à cet endroit ont été rapportés. Personne n'a de détails précis.

Les consignes de sécurité sur le camp sont répétées, depuis mon arrivée hier soir à Calais, c'est la 3ème fois déjà que je les entends.

« Ne jamais se promener seul dans le camp, prévenir (en réalité : demander la permission) avant chaque déplacement, ne pas trop s'éloigner des chefs d'équipes, ne pas toucher aux petits cubes bleus disséminés partout dans le camp, c'est du poison anti-rats. »

Les chefs d'équipes s'impatientent, l'ambiance est bonne-enfant, peut être trop, nous ne sommes pas en vacances. Tant pis pour le deuxième groupe, on part devant, ils sauront se débrouiller. Nous avançons vers le camp, mais sommes rapidement stoppés à mi-chemin, en plein milieu d'une zone vide où des déchets se mêlent au sable, des emballages plastiques ici et là (proviennent-ils de l'autre côté de la rocade ? #circuit-court). Nous sommes dans un no man's land entre le pont et la première rue du camp, qui semble être la rue principale. Un groupe de CRS, armé de fusils anti-émeute et de mitraillettes, nous bloquent le passage. L'un d'entre-eux passe parmi nous pour récupérer nos papiers d'identité. Il rejoint ensuite son camion pour effectuer je ne sais quel contrôle. Y-a-t-il des fichiers S parmi nous ? Des hors-la-loi ? Personne n'est embêté à part Madiane, un colocataire du mobile-home. L'étudiant en sociologie lillois est interdit de camp pour aujourd'hui car il a oublié ses papiers au camping. Il ira donc à la Warehouse, plate-forme logistique humanitaire. La dimension proprement paradoxale de l'interdiction d'une zone de non-droit, repère assumé de clandestins de toujours à un « sans-papiers » d'un jour fait résonner en moi l'absurdité de la situation qui m'entoure. Au moins, cela a pour effet de poser le décor d'un environnement surveillé et sécuritaire. Ici on ne rigole pas.

Après avoir récupéré nos CNI et avoir franchi le barrage, nous nous agglomérons à l'entrée de Main-street. Des gants et des sacs poubelles sont distribués, les groupes sont formés : 8 personnes à la Belgium Kitchen, 6 à l'école, les dernières personnes se dévouent aux tâches dites ingrates : ramassage des tas de poubelles, stabilisation des chaussées, consolidation (ou re-construction) des

systèmes de drainage d'eau. Avant de nous dispatcher à nos missions, tout le monde part pour une balade de 1h (jusqu'à 10h30) dans le camp. Le but est de récupérer les sacs poubelles pleins et les détritiques isolés pour les concentrer dans ce qui peut s'assimiler à des poubelles publiques, les points où des volontaires s'improviseront éboueurs pour évacuer les déchets hors du camp.

Avec le groupe de la Belgium Kitchen où je travaille aujourd'hui, nous ratissons le secteur entre Main-street et le no man's land. D'abord nous marchons le long d'un chemin relativement dessiné qui serpente entre des abris disposés anarchiquement, les typologies architecturales sont variées : shelters, tentes, caravanes, constructions hybrides faites de brique et de broc adossées à un restaurant... Dès mes premiers pas, je me souviens de mes insomnies provoquées par le bruit de la pluie frappant la mince toiture du mobile-home et je relativise honteusement sur mon confort en découvrant les conséquences de la pluie sur la lande qui accueille le camp. Le sable est gorgé d'eau, des trous, parfois de plusieurs mètres d'envergure sont remplis d'une substance encore inédite à mes yeux. Mélange d'eau, de savon, d'urine, de sauce... des grains de riz et de béans semblent posés sur une pellicule aux reflets multicolores, entre liquide et solide. Des morceaux de bois, de taulas et de bâches sont dispersés dans ce qui reste des buissons, entre les constructions. Le prétendu filtre anti-misère que j'avais tenté de me fabriquer vole en éclats. J'ai l'impression d'être dans les décors d'un film post-apocalyptique. La pluie a déstabilisé tout le sol, des morceaux de sable s'effondrent sous nos pas, au bord des trous ou sur la dune qui sépare le camp du no man's land. J'aperçois à l'intérieur de certaines tentes entre-ouvertes, des flaques d'eau dans lesquelles trempent des pieds encore endormis. Comment-peut-on vivre ainsi ? Comment peut-on laisser des gens vivre ainsi ? Sur le moment, je n'ai pas conscience de ces questions, tant je me focalise à maîtriser ma sensibilité face au caractère désagréable de l'environnement dans lequel nous déambulons. Les consignes de sécurité résonnent encore dans le fond de mon oreille et je n'ose pas encore

m'écarter du groupe prétextant ne pas avoir vu certains détritrus lorsque je les juge trop isolés ou trop sales.

On avance, le sol détrempe change de nature lorsque nous arrivons dans la zone des tentes bleues. En effet l'organisation spatiale est clairement hiérarchisée par un réseau viaire stabilisé par des tapis en caoutchouc. Ce secteur rappelle les camps humanitaires ou militaires plus conventionnels : une organisation claire, en grille, de grandes tentes de toile bleue, toutes identiques, ce qui donne un sentiment d'ordre. Pourtant on ne reste que très peu de temps dans ce secteur, certainement pas assez pour nettoyer efficacement. Ce secteur, aussi appelé secteur des Afghans, a mauvaise réputation. Plusieurs histoires de rixes et d'agressions ont été rapportées, on parle même de viols. Les bénévoles, notamment les filles, ne sont pas à l'aise, une d'entre-elles semble soulagée de me voir après avoir eu la sensation de s'être trop éloignée.

Pour la dernière demi-heure, nous nous occupons de toute la zone enserrée entre la Belgium Kitchen et le camp de containers blancs, autour de la grosse dune. Ce point haut, ce belvédère est le seul point qui permet d'embrasser du regard l'ensemble du camp. Il est aussi le meilleur endroit pour capter le réseau téléphonique. La colline, plus ou moins circulaire a un diamètre variant de 30m à 15m. Elle est nue de toute construction, elles y ont été interdites par la police car dangereuses. En effet, elle est entièrement constituée de sable et d'herbes hautes, plusieurs glissements de terrain ont été provoqués par la sur-densité de construction (ou par une pluie diluvienne ?). Je rencontre mon premier rat, crevé et gisant dans une flaque de sauce rouge, à côté d'une bâtisse complètement incongrue. Composée de plusieurs shelters en bois assemblés ensemble, la maison vue depuis la colline, dispose d'un patio, et des pièces ont été ajoutées entre les shelters. Le tout est peint en rose et jaune, des fresques colorées encadrent l'entrée principale. A gauche, on peut voir un bouquet de petites fleurs blanches et à droite un assemblage

de coquillages (de Saint-Jacques ?). Au pied du mur, une plate-bande de 50 cm, délimitée par une baguette de bois, fait tout le tour du bâtiment. Les plantes sont plutôt bien entretenues et un petit pied de tomates donne ses derniers fruits. Tout dans ce décor converge vers le seuil, toute la bienveillance et la coquetterie dont témoignent la maison, nous parlent d'hospitalité. La porte est marquée d'une casquette aux allures de fronton baroque, un « WELCOME » inscrit au-dessus finit de me persuader que les gens qui habitent cette maison doivent forcément être accueillants et chaleureux. Les pignons de la maison sont plus austères et épurés de tout artifice, ils rendent lisible la technicité de l'ouvrage. Je prend ma première leçon d'architecture précaire.

Étancher son habitat à partir de bâches. Le matériau, réputé pour son caractère hermétique et son relatif faible coût est privilégié partout dans le bidonville, bien plus que la taule ondulée. Le défi se trouve dans sa fixation, il faut d'une part recouvrir entièrement la structure et en même temps réduire le plus possible les prises à l'air pour éviter qu'un coup de vent n'emporte la toiture. Sur une structure en ossature bois, des couvertures ou des tapis sont agrafés sur les chevrons, tasseaux ou branches qui constituent la charpente. D'autres pièces de bois sont disposées par dessus pour replaquer et stabiliser le tout. Une fois l'isolation posée, les bâches sont étendues sur l'ensemble. Elles sont maintenues à la structure par des bouts de ficelles qui viennent créer un réseau suffisamment dense pour tendre et bloquer les bâches. Les ficelles s'enroulent autour de morceaux de bois et sont tendues grâce à des contre-poids de natures diverses et variées. Aux extrémités des bâches, à mi-hauteur des murs, les bâches sont clouées aux murs. Pour éviter de déchirer la bâche, une capsule est transpercée et positionnée entre la bâche et la tête de clou afin d'augmenter la surface de pincement.

Ce procédé est relativement fragile dans sa mise en œuvre : l'efficacité de sa tenue est directement fonction de l'ancienneté et de l'expérience des occupants des baraques, des matériaux qu'ils

avaient à disposition et de l'habileté relative qui leur correspond. On peut opposer à cette fragilité, l'extrême richesse de diversité qu'offre le bidonville : on dénombre autant de manières de procéder que de baraques.

Au delà de la plus-value sur « l'ambiance urbaine » que confère cette maison, la surabondance de son décor et l'ingéniosité de sa construction révèlent des façons de s'en sortir, de survivre, des façons d'habiter inédites et enrichissantes. Je perçois cette intelligence technique et créative comme un vecteur d'émancipation, voire de communication, comme un appel de phare dans la pénombre d'une route de campagne à minuit, garant de ce qui fait vie au milieu d'un supposé chaos. Affirmant une humanité quand les organes administratifs peinent à la reconnaître. Cette maison, en premier, fait surgir une version étrangement ébauchée et parallèlement contestataire des politiques de la ville contemporaine, comme celles de Nantes, par exemple. D'une part, elle évoque la place toujours plus importante de la culture et de l'art dans la ville et en même temps elle pointe la séparation des disciplines, la spécialisation des compétences et donc d'une certaine manière, leur disparition de pans entiers de la société. La ville occidentale exalte la créativité et infantilise le citoyen. La créativité pour le citoyen et c'est tout. L'habiter pour le citoyen et c'est tout. Cette baraque rose et jaune, c'est la disparition de l'expert dans ce qu'il a de vertical, c'est-à-dire la disparition de la distinction entre celui qui pense et celui qui vit. C'est être en prise totale avec son environnement, aussi instable soit-il.

Je cesse mes pérégrinations curieuses autour de la maison rose et jaune pour rejoindre le groupe face à la Belgium Kitchen, nous entassons les sacs poubelles et pénétrons dans l'enceinte de la cuisine communautaire.



Bâche d'étanchéité, drap d'isolation et ficelle de fixation : Dispositif hors d'eau et d'air.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## Les leçons architecturales de la Jungle

En octobre 2016, dans le cadre de son option de projet à l'ENSA Paris-Belleville, Cyrille Hanappe et ses étudiants ont effectué un relevé extensif de la « jungle » de Calais. Il s'agissait d'étudier l'architecture des bars, des échoppes, des restaurants, des deux églises, des cinq mosquées, des deux bibliothèques, des écoles généralistes et de l'école d'art, de la galerie, des deux dispensaires et enfin des quelques milliers de logements, shelters, tentes, cabanes qui s'y trouvaient. Ils se sont intéressés à la façon dont le camp s'est formé. Comment est-il devenu ville à travers la lecture des espaces communs et des espaces publics, l'appropriation que les habitants en ont fait, en croisant les moyens disponibles, les origines des utilisateurs, leurs volontés ?... Ainsi ils ont pu observer de nombreuses variations dans les modes constructifs et repérer les risques qu'ils impliquent (surtout l'incendie et la stabilité des fondations).

Cette étude approfondie a permis de révéler la qualité architecturale et écologique de certaines constructions. L'isolation, la ventilation, la quantité et le poids des matériaux sont pensés pour optimiser le confort des bâtiments avec des moyens très limités. En effet, les matériaux de constructifs sont très rudimentaires, et bien souvent la technicité des constructions se fait par des dispositifs habilement bricolés. L'utilisation de matériaux naturels et recyclés donne à ces architectures des aspects durables. En effet les structures, généralement en bois, sont composées de palettes recyclées complètes ou démontées, ou de petits arbres trouvés sur le site. Les palettes servent de fondations et soutiennent le plancher au-dessus du sol sableux de la lande (c'est le strict minimum pour lutter contre l'humidité) Les assemblages

sont généralement en quincaillerie recyclée (clous, pointes, vis...) ou en rubans textiles. Parfois, les structures sont hybrides, composées de barrières grillagées, d'étais de chantier voire de mobilier urbain. L'étanchéité est assurée avec des bâches plastiques et textiles ou des tôles ondulées. De nombreux systèmes sont imaginés pour fixer, plaquer, stabiliser les éléments d'étanchéité face au vent. Des systèmes d'attache composites (textile, ficelle, bois, capsule de bouteille...) permettent de maintenir la cohérence de l'étanchéité en essayant d'altérer au minimum les matériaux. De plus ces systèmes d'accroche assurent la continuité avec les sols et évitent les battements, responsables de nuisances sonores. L'isolation est gérée par plusieurs couches de textiles : tapis, couvertures, rideaux, vêtements... qui solidarisés par des agrafes viennent littéralement habiller la structure (les tissus sont enroulés autour des éléments de structure pour minimiser les ponts thermiques). Les étudiants architectes ont relevé des innovations techniques remarquables, par exemple l'utilisation de tuyaux de PVC en structure qui assurent charpente et ventilation à la fois. De même l'utilisation de ces gaines PVC garantit au niveau du sol ancrage, retenue au vent et protection des remontées d'eau. La stabilité des structures se joue toujours dans l'hybridation des matériaux qui se renforcent et se complètent.

Au delà de la richesse constructive des bâtiments auto-construits, les étudiants du DSA Risques majeurs ont repéré une hiérarchisation des espaces très poussée. Des espaces intermédiaires viennent nuancer la gradation public/privé. La distinction intérieur/extérieur s'opère grâce à des cours plus ou moins couvertes, plus ou moins partagées. Ces qualités architecturales et urbaines sont retrouvées car les habitants de la Jungle se sont affranchis de toutes les normes et des spéculations foncières et sécuritaires qui contraignent les architectes habituellement. Ce relevé approfondi et à la frontière de l'exhaustivité offre une image optimiste et pleine du camp de la Lande, c'est un éloge du design low-tech et du DIY, ce qui lui confère un caractère très



Survivante du démantèlement de février, l'église orthodoxe des Erythréens est une merveille d'architecture. Sa complexe ossature en bois permet à la nef de tenir sur un seul poteau central, qui agrémenté d'une barre horizontale sert également de crucifix. Reconstituée encore plus grande qu'à l'origine, après un incendie, l'église est garnie d'icônes colorées et travaillées.

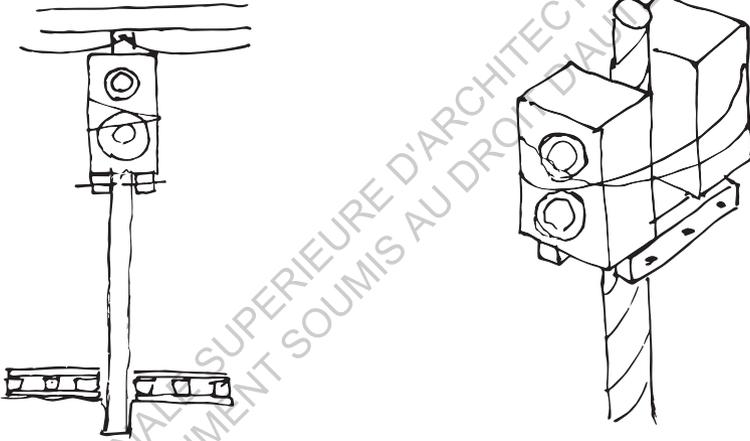
Pierre Caudray, Octobre 2017

### *Instant Construction*

Un soir, dans un restaurant de Main-Street, vers la fin du repas, transformation d'ambiance, changement d'usage.

Installation d'un système son en tête de poteau, dispositif pour faire d'un restaurant un bar dansant, une boîte de nuit ?

Réactivité permise par la légère précarité de l'architecture du bidonville.



Temps d'installation : 10 minutes à deux personnes

Alimentation : rallonge de câble électrique

Fixation : cordage enserrant les enceintes pour éviter le basculement avant

Système son : double enceinte hifi

Support : Deux tassots (50x10x10cm) cloués en sandwich sur le poteau

Poteau : tronc ou chevron + emballage (couverture, tissu ou plastique)

Sol : palettes (80x120cm) + bâche + tapis

Détail fixation et stabilisation deux enceintes hifi en tête de poteau bois.

contemporain, toutefois il a tendance à relayer au second plan toute la négativité du bidonville.

Ce plan guide est complété par la plateforme *Ré-Inventer Calais*.<sup>30</sup> Plateforme *opensource* orchestrée par le PEROU, elle recense et catalogue des productions analytiques témoignant de l'ingénierie sociale et technique présente dans la Jungle. Transdisciplinaires, les études de cas offrent une large diversité de focales et de points de vu : Manifeste, bientôt rétroactif, de la Jungle

### **Le bidonville prospecte sur les modes d'habiter et les rapports sociaux : voisinage solidaire et ingénierie sociale design précaire et génération urbain**

Colette Pétonnet dégage des qualités humaines de l'habitat en bidonville. Elle souligne la libre construction, les éventuelles extensions, les contacts privilégiés avec les membres d'un groupe de parenté ou d'amitié. Ceci offre, selon elle, aux migrants, un environnement humain positif en dépit de l'aliénation matérielle et législative que les autorités maintiennent sur le bidonville. Les solidarités humaines moins organisées il y a 40 ans peinent encore aujourd'hui à contrebalancer ce rapport d'aliénation. Selon Colette Pétonnet, même si le bidonville a un aspect rebutant depuis l'extérieur, il y a des signes d'activités humaines organisées : la fumée au dessus des toits, le linge étendu, les tas de bois, des gens faisant la lessive ou allant chercher de l'eau...

30 : [reinventercalais.org](http://reinventercalais.org)

Elle se refuse à considérer le bidonville comme un tas informe de baraques, indigne des hommes. Cyrille Hanappe, dont la pensée s'enracine directement dans le travail de Colette Pétonnet considère le bidonville, en particulier la Jungle de Calais comme étant un brouillon de ville, il le voit comme une proto-forme de ville, à un stade embryonnaire. En s'appuyant sur l'exemple de la fondation de Seattle, Hanappe nous dit même : « une ville est un bidonville qui réussit ». <sup>31</sup> Ainsi Pétonnet comme Hanappe passent outre la rusticité du bidonville pour le mettre en perspective avec des formes urbaines connues et reconnues. Ils insistent sur les tissus économiques et solidaires qui s'y forment et leur capacité à générer de l'urbanité, à fabriquer de la ville.

Le bidonville est le berceau d'une solidarité intra-habitante incontestable et a beaucoup à nous apprendre sur nos rapports de voisinage, aujourd'hui trop souvent méfiants voire hostiles. Dans notre société fluide et numérique, l'homme semble de plus en plus se détacher du réel et de son environnement proche pour être façonné par des facteurs plutôt virtuels et lointains que réels et immédiats .

« Un discours largement répandu sur la mondialisation, sous toutes ses formes et variantes, et sur l'informationnalisme, l'évolution technologique et le cosmopolitisme postmoderne pourrait suggérer que le voisinage voit son importance diminuer rapidement dans notre vie quotidienne. L'image dominante de la vie sociale est celle d'une superficialité éphémère, de réseaux électroniques, d'une communauté sans frontières et d'un chaos et d'une désorganisation généralisés. Nous ne savons plus, semble-t-il, qui nous sommes - ou, en fait, où nous sommes. » <sup>32</sup>

**31** : Cyrille Hanappe, *Calais : la Jungle, future ville ?*, Libération 08/09/15

**32** : Forrest, Ray. *Le voisinage ? Quelle importance ?*, Revue internationale des sciences sociales, vol. 191, no. 1, 2007, pp. 137-151.

Ainsi, au delà des questionnements existentiels<sup>33</sup>, l'époque contemporaine entraîne un appauvrissement de nos rapports sociaux immédiats et contemporains. Trop souvent la courtoisie de mise entre voisins ne fait que dissimuler les tensions s'exprimant par lettres interposées accrochées dans l'ascenseur ou dans le hall d'un immeuble.

La dernière emprise à la réalité palpable qu'est le rapport entretenu avec ses voisins se délitant, que reste-t-il de notre rapport au monde ? Le bidonville de Calais est tout autant connecté à internet que n'importe quelle autre ville et pourtant il semblerait que ses habitants développent des liens de voisinage solidaires singuliers, bien plus ancrés dans leur territoire, aussi rustique soit-il. La complexité de leur situation porterait à croire que la méfiance règne, pourtant il n'est pas rare d'observer des scènes de convivialité et d'entraide : du prêt d'outils pour réparer une clôture à l'invitation à venir partager un thé chaud. Tout une série de gestes et de coutumes élaborés et favorisés avec ses voisins permettent de vaincre la solitude et le désespoir mais aussi de se constituer un réseau de confiance bénéfique qui peut être amené à activer des opportunités. Si internet permet de s'évader d'une réalité matérielle difficile en assurant la mise en contact avec sa famille et ses proches, ce sont bien les voisins qui rendent surmontables et résolubles les problèmes du quotidien. Les voisins ne peuvent être le remède à tous les maux mais un rapport privilégié avec ses camarades d'infortune permet de hisser sa condition de vie à un niveau qu'on ne pourrait atteindre seul. Cette leçon, les habitants de la Jungle semblent l'avoir intégrée et exploitée.

La fabrication de cette confiance passe par un respect mutuel, facilité si les modes d'habiter et les mœurs des protagonistes ne sont pas trop incompatibles (l'implantation dans le bidonville se faisant selon une logique communautaire les chocs culturels sont à priori évités). Aussi plusieurs habitats ont été mutualisés pour former des typologies d'habitats partagés, ces hybridations

33 : Cf Rendu Ensa Nantes Borderline 2017 – Hospitalité-Créative, Antoine Trémège

sont souvent issues de rapprochements familiaux mais peuvent également être l'aboutissement d'une relation quasi-symbiotique entre des voisins. Ainsi des modes d'habiter s'inventent dans le bidonville, comme autant de réponses à la souffrance du camp et l'incertitude du lendemain.

Il existe plusieurs typologies d'habitats partagés à mi-chemin entre logement individuel et collectif. En parcourant le camp pour acheter des cigarettes, j'ai rencontré un jeune soudanais (pas loin du seuil de la majorité) qui m'a invité à venir prendre le thé chez lui. Je franchis une fragile palissade et arrive dans une cour intérieure : se déploient alors plusieurs constructions aux formes différentes : des shelters classiques rappelant les cabanons de jardins, des tentes militaires et une demi-sphère recouverte d'une bâche difficilement pliée sur la forme courbe. Plusieurs allées étroites mènent à un espace plus intime, plus privé. Le sol est couvert de palettes pour pallier à l'humidité ambiante. Les constructions qui s'ouvrent sur la cour sont les communs : une cuisine, un semblant de salle de bain, un local de stockage de matériel, un parking vélo, un salon, une chambre pour recevoir. La hiérarchie des espaces est claire et intuitive, les chambres et autres espaces privés sont situés en fond de parcelle à l'abri des bruits de la rue et des regards indiscrets.

Cette entité urbaine communautaire est relativement ancienne comme l'indique sa position à proximité du centre Jules Ferry, service ayant polarisé les premiers noyaux familiaux entraînant la fixation du bidonville. Surtout composée de Soudanais originaires de la région du Darfour, quelques Érythréens se sont greffés à la communauté.

Mon hôte m'invite à pénétrer dans la demi-sphère, je comprends la structure une fois à l'intérieur, il s'agit d'un assemblage triangulé de barres en bois, jointes par des bouts de ficelles et quelques pointes bien placées. Je suis impressionné par la technicité de la construction qui n'est pas sans rappeler les

géodes de Buckminster Fuller. Je n'arrive pas à savoir dans quel contexte elle a été édifiée, il semblerait que la communauté a bénéficié d'une aide extérieure. A l'intérieur, une dizaine de jeunes hommes m'accueille chaleureusement, incapable de leur donner un âge, j'estime qu'ils ont tous entre 16 et 24 ans. On s'assoit tous sur des chaises autour d'un foyer central, un oculus permet à la fumée de s'évacuer, à la lumière naturelle de pénétrer et informe sur les conditions météorologiques. Celui qui semble être responsable du thé, remplit une casserole d'eau qu'il met sur le feu. Un bidon de grand volume a été rempli aux fontaines publiques plus tôt dans la journée. Ces fontaines disséminées aux endroits stratégiques du camp sont le seul moyen de s'approvisionner en eau. Aucune habitation n'est censée être située à plus de 400m d'un point d'eau, ce n'est pas systématiquement le cas dans les faits. L'implantation d'une habitation sur le bidonville est déterminée par la localisation des points d'eau : plus on s'en approche, plus le tissu est dense et hormis quelques exceptions, plus la taille des habitations se réduit. Les grandes typologies d'habitats ne peuvent s'implanter que dans un tissu lâche et aéré, quitte à s'éloigner un peu des lieux stratégiques : il y a là un semblant de périurbanisation et d'étalement urbain. S'éloigner du centre à la recherche d'espace et de tranquillité.

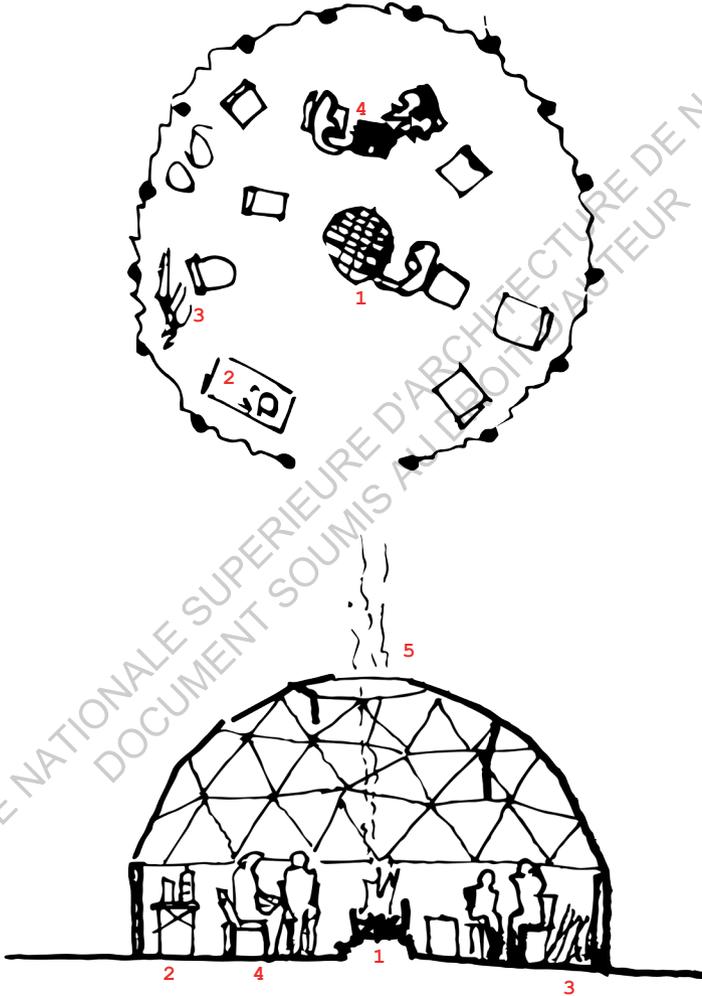
La préparation du thé s'achève, tout le monde est servi, l'ambiance est très chaleureuse : nous trinquons en nous réchauffant au bord du feu, on m'empêche d'aider à alimenter le feu en bois et j'ai la sensation d'être traité comme un invité de marque. Pendant que j'échange quelques mots de vocabulaire avec Mohammed, celui qui m'avait invité, les uns s'affairent à une partie de dames alors que d'autres jouent aux dés. Il y a beaucoup à apprendre de l'hospitalité dont font preuve ces garçons ; l'espace d'un court instant, j'ai la sensation d'être un des leurs, sans pourtant gommer nos différences mais plutôt en les assimilant.

La mutualisation de l'habitat est un thème d'actualité dans le monde de l'architecture contemporaine, de nombreux projets de ce type sont primés ou publiés pourtant ils restent difficilement accessibles pour la plupart des gens car chers, difficiles à concevoir et longs à mettre en place. Sur la Jungle de Calais, c'est l'un des motifs urbains les plus présents. Il se décline sous plusieurs formes, de façon plus ou moins efficace, et permet toujours de tirer les conditions de vie vers le haut : du partage d'un modeste abri à un micro-quartier. La spontanéité de ces formes d'établissement n'éclipse pas la planification et l'intelligence architecturale, les usages et les degrés d'intimité sont articulés en fonction des besoins primaires des habitants et un grand soin est porté à la structure comme au décor, les intérieurs sont cosy et rassurants rappelant qu'ici on ne fait pas que s'abriter. La Jungle de Calais permet de revenir à une définition fondamentale de ce qu'est l'habiter : vivre, accueillir, partager, dormir et rêver.



Foyer commun à plusieurs habitations, un regroupement soudanais

01 foyer\_02 coin cuisine : réserve d'eau, sucre, thé, biscuits\_03 réserve de bois\_04 deux joueurs d'échecs\_05 oculus



Plan et Coupe de la demi-sphère dans laquelle nous avons pris le thé à la Darfour School.

## **Belgium Kitchen : outil solidaire et tremplin émancipateur ?**

La Belgium Kitchen est présente sur le camp de Calais depuis Novembre 2015, depuis un an elle a connu de nombreuses mutations et évolutions. Née d'une initiative citoyenne à Bruxelles en août 2015, ce collectif apportait un soutien humanitaire de première nécessité aux exilés et démunis du Parc Maximilien de Bruxelles avant que le gouvernement belge ne prenne en charge le « pré-accueil » des demandeurs d'asile. A son arrivée dans la Jungle de Calais, la Belgium Kitchen ne disposait que d'une tente militaire et se contentait de préparer et de distribuer des soupes. Avec le temps et l'implication de plusieurs bénévoles et réfugiés, elle n'a cessé de s'étoffer et de s'incrémenter de nouvelles structures. En décembre 2015, la tente est remplacée par une construction en bois, qui malgré les tempêtes menaçant l'intégrité architecturale de la cuisine marque surtout la stabilisation du collectif dans le camp. Enfin en février 2016, à l'initiative du collectif d'architectes belges Baya et appuyé par des étudiants bruxellois, la Belgium Kitchen entre dans sa forme finale. En 4 jours, la structure devient un outil de stockage, de préparation et de distribution de repas, un lieu de rencontre et de vie. Le complexe délimité par une palissade le protégeant des rats et des voleurs rassemble plusieurs bâtiments organisés et hiérarchisés afin d'optimiser le travail des bénévoles.

Je passe plusieurs jours à la Belgium Kitchen, et même après ma prise de distance avec Utopia 56, je continue de leur rendre visite. Les journées de travail y sont rythmées par plusieurs moments clés.

Après avoir fait la traditionnelle heure de ménage matinal et

partagé un café avec les membres du collectif dormant sur place, nous nous mettons à faire la vaisselle de la veille. Il s'agit alors de gratter à la paille de fer des couches de riz agglomérées et carbonisées de plusieurs centimètres dans d'immenses casseroles. Lorsque cette étape fastidieuse est achevée (ou presque), nous nous mettons à couper, éplucher, décortiquer, désosser et laver les produits alimentaires qui serviront à préparer les 1000 repas distribués. Les denrées ainsi que le matériel de cuisine proviennent de dons de l'Auberge des Migrants, du supermarché Carrefour de Calais, de plusieurs associations internationales et de particuliers. Pendant l'épluchage des patates, se succèdent presque quotidiennement, des livraisons de nourriture à l'initiative de groupes spontanés ou d'associations reconnues. A la diversité de profils qui caractérisent les hommes, les femmes, les familles, les amis qui ravitaillent la cuisine solidaire s'ajoute l'hétérogénéité fraternelle du milieu que constitue la Belgium Kitchen.

Face à la quantité de repas préparés, la Belgium Kitchen a besoin d'un accès privilégié à la route, aux moyens de transport. Dans la partie nord de la Jungle, l'implantation de la Belgium a influencé le tissu urbain. Un chemin chaotique relie Main-street et vient presque butter contre le grillage du camp de containers, au niveau d'une place suffisamment large pour laisser les véhicules faire demi-tour. Cette artère rend possible l'approvisionnement d'un outil majeur à la survie du (dans le) camp. C'est Utopia 56 qui entretient la frêle chaussée en étalant, brouette après brouette, les épais cailloux fournis par l'Auberge des Migrants. Seuls deux axes sont à peu près prédéfinis : Main-street et la route des dunes. Ensuite Les tracés qui irriguent la Jungle se génèrent spontanément et s'autorégulent à partir des organes-clés de sa vivacité. Les cuisines solidaires, les restaurants, les écoles, les lieux de cultes, les antennes des ONG... en somme les équipements publics, les lieux qui font société sont interconnectés par des chemins plus ou moins stables affluant tous vers Main-street ou la route des dunes. Enfin des lignes se tracent, des trajets

cheminement, des allées bifurquent et des sentiers convergent entre les tentes et les shelters, plus ils s'éloignent des axes principaux plus ils deviennent anarchiques et incertains, il faut contourner les buissons et les bâtiments, enjamber des fossés et les tendeurs des tentes. De nombreux itinéraires se créent et disparaissent dans ce tissu labyrinthique où je mis rudement à l'épreuve mon sens de l'orientation.

Des sacs de pommes de terre, d'aulx, d'oignons, de carottes, et de riz, toutes sortes de boîtes de conserves de légumes comme des lentilles, des haricots ou des beans, enfin quelques œufs, et beaucoup d'épices constituent les produits de base de l'alimentation du camp. A la Belgium, ils sont préparés dans une grande cuisine où des réchauds taille XL permettent de faire mijoter les plats préparés par des cuisiniers réfugiés. Leur plats sont inspirés par leur savoir-faire d'origine et ainsi ne bousculent pas les habitudes alimentaires des habitants du camp. Pendant qu'ils s'affairent dans la cuisine du complexe solidaire, nous aidons un groupe d'amies, originaires de Lille ou Paris, elles ont fondé une sorte d'amicale musulmane qui œuvre à récupérer des provisions dans leur métropole et les convoient à Calais. Je ne les ai croisées qu'une fois mais leur complicité affichée avec Selim et son frère (?), les initiateurs et gérants de la Belgium, me pousse à penser qu'elles n'en sont pas à leur première livraison. Elles passent l'après-midi avec nous, se mêlent à la joyeuse troupe d'éplucheurs de patates.

En fin d'après-midi, quand les repas sont prêts, ils sont distribués par une ouverture dans la palissade devant laquelle patiente une file de réfugiés. Plusieurs personnes arrivent une heure, voire plus, avant le début de la distribution, et souvent d'autres repartent bredouille. Ils devront se rabattre sur les distributions des ONG plus conventionnelles.

Parallèlement, à presque toutes les heures de la journée, des habitants du camp viennent frapper à la porte de la palissade,

ils sont accueillis par Selim, qui, selon des critères obscurs pour moi, les laisse pénétrer ou non dans l'enceinte. La plupart sont jeunes, seuls et avides de participer au travail collectif ; parfois ce sont des femmes avec leurs enfants qui viennent nous assister ou simplement partager un moment de convivialité avec les bénévoles. En repartant, ces « privilégiés » se voient offrir quelques produits de première nécessité : du riz, des haricots, des lentilles, de l'huile, du sucre et de l'eau ce qui leur permet d'avoir un peu d'autonomie face aux distributions traditionnelles de nourriture.

La Belgium Kitchen, par son statut, sa fonction et sa morphologie fonctionne comme un lieu à part, une exception dans un lieu exceptionnel. A la fois organe vital du camp et corps étranger, cette prothèse vient encore préciser la définition des hyper-lieux de Lussault. Microcosme hors du camp, avec lequel il ne converse que par l'intermédiaire d'une ouverture dans son enceinte et les quelques passe-droits qu'il autorise, ça n'en reste pas moins un lieu de rencontre qui efface les nationalités, les statuts et les responsabilités grâce au travail. Seules les caractéristiques physiques subsistent et permettent de nous différencier et pourtant face à 20kg de patates avec un économe de mauvaise facture, tout le monde est logé à la même enseigne. L'intimité nécessaire au travail rend possible la rencontre, l'expression des altérités et par extension l'atténuation de nos différences grâce à leur appréhension et à leur compréhension. Le microcosme Belgium Kitchen fait société. Malgré son image marginalisée d'outil humanitaire, ce qui se joue en son sein relève d'une vision du travail très contemporaine et étrangement inédite, toutefois la mise à distance d'une trop grande majorité d'habitants du camp nous force à relativiser sur le modèle qui émerge.

D'abord, nous nous devons d'exclure les bénévoles européens, qui quittent le camp à la nuit tombée. Un peu comme les métèques d'Athènes au temps de Périclès, même s'ils fréquentent la cité, ils n'ont pas de légitimité à prendre part à son fonctionnement. En

effet, nous sommes comme des marchands parcourant le monde et qui en échange d'un peu d'huile de coude, peuvent vivre des expériences inédites, fabriquer des histoires à raconter. Aussi, on pourrait assimiler le bénévole étranger avec les travailleurs détachés qui viennent « piquer le travail » de nos chers concitoyens si on voulait emprunter le lexique des idéologies d'extrême-droite. Mais je reviendrai plus tard sur la place, et l'expérience de l'étranger dans le camp (comprendre l'étranger comme celui qui n'y vit pas, dans la Jungle, l'étranger n'est pas Afghan ou Syrien mais bien Français, Anglais ou Belge).

Ensuite, même si le fruit du travail fait à la Belgium bénéficie en théorie à tout le monde, ses répercussions réelles au long terme ne sont que très superficielles. Elles ne font malheureusement que maintenir les usagers dans une position de vulnérabilité, car la Belgium ne permet pas au plus grand monde de ne pas avoir à revenir le lendemain, signe qu'on a trouvé une meilleure solution pour s'alimenter. Au final, seule une poignée de personnes en profite vraiment comme tremplin vers l'émancipation : il s'agit des cuisiniers (par le biais d'un stage?), des quelques privilégiés qui viennent y travailler quand bon leur semble en échange d'une rétribution (uberisation ?) et de personnes vulnérables qui bénéficient d'un support favorisé avec les associations (assistance sociale?). Il y a alors quelque chose de paradoxal entre la limite extérieure de la Belgium, ce trou dans une palissade symbolisant l'aide d'urgence, certes infantilisant mais nécessaire et sa limite intérieure, cette cour où se croisent réfugiés, bénévoles d'un jour, d'une semaine ou d'un an, où il n'y a au final que des travailleurs, cette limite intérieure représentant un tremplin, non pas pour sortir du camp, ou du moins pas directement, mais pour améliorer sa condition, rencontrer des gens, fabriquer des opportunités... Travailler à la Belgium Kitchen, au delà d'occuper l'esprit et de sortir d'un désœuvrement écœurant permet, par la rétribution matérielle qui l'accompagne, de s'émanciper en évitant les longues files d'attente des distributions, elle permet aussi la rencontre pouvant créer des opportunités.

## Manger sur le camp : marqueur socio-économique

En dehors de la Belgium Kitchen, il existe d'autres moyens de s'alimenter sur le camp de Calais. La façon dont on se procure de la nourriture est un marqueur assez éloquent de la situation sociale de chacun dans le camp.

Il y a, tout d'abord, les distributions organisées par les ONG plusieurs fois par jour en différents lieux du camp. La plupart du temps, les portions sont préparées à l'extérieur du camp, dans les sièges des associations et surtout à la Warehouse, un des centres névralgiques de l'aide humanitaire à Calais. Cet ancien entrepôt industriel est situé dans une zone d'activités à quelques kilomètres du bidonville, il est multifonctionnel. Son rôle premier est la réception, le tri et le stockage de la grande majorité des dons faits pour soutenir les migrants de Calais, l'espace a été planifié en vue de répondre au mieux à cela, à l'intérieur : les vêtements, les chaussures, les duvets, les tentes, la nourriture... en somme tout ce qui craint l'humidité. A l'extérieur : les matériaux de construction, le bois à brûler et des caravanes pour accueillir les bénévoles de l'Auberge des Migrants et de Help Refugees, son homologue britannique. La Warehouse dispose de grandes cuisines où des bénévoles s'affairent toute la journée à concocter des repas. Peu de réfugiés ont accès à ce lieu car les associations veulent au maximum dissimuler sa localisation afin de se préserver des groupuscules d'extrême-droite ou d'un afflux de migrants.

Les distributions de repas organisées par les associations donnent lieu à des spectacles assez déroutants. L'exemple de Care For Calais en est le témoin. Alors qu'une camionnette s'installe

quelque part sur Main-street, une cohorte de bénévoles habillés d'un gilet jaune réfléchissant forment une haie d'honneur afin de « réguler » la distribution. Les migrants sont donc obligés de traverser ce corridor de personnes se tenant par la main comme du bétail qu'on forcerait à entrer dans un champ. A l'instar des distributions d'organisations indépendantes préparant les repas sur le camp, les distributions des ONG s'adressent surtout aux habitants les plus vulnérables. En effet elles sont longues et incertaines. On y retrouve surtout des personnes isolées, des néo-arrivants ou encore des groupes de jeunes gens qui s'amuse à chahuter dans les files d'attente pour déstabiliser les bénévoles qui prennent leur tâche de barrière humaine trop au sérieux.

Ensuite, un second moyen de s'alimenter passe par l'intermédiaire de l'économie parallèle propre au camp. Il s'agit alors de jouir du soutien d'un réseau, de connaître quelqu'un, d'avoir des amis « importants », d'appartenir à une communauté. Ainsi, il est possible d'obtenir une mission, un boulot dans l'un des restaurants ou des boutiques du camp, de recevoir un peu de nourriture par fraternité. Sur la Jungle, moins on est isolé plus on a un accès facilité à la nourriture. L'exemple des « commis uber » de la Belgium Kitchen en est représentatif. Ainsi, ils arrivent à obtenir des produits de consommation « bruts » qu'ils pourront stocker, gérer et consommer quand ils le voudront dans leur habitat, sans être contraints par n'importe quel horaire.

Il existe plusieurs sources de revenus sur le camp permettant de s'émanciper des aides humanitaires primaires et infantilisantes. Toutefois, leurs mécanismes sont obscurs et opaques, ils peuvent autant être de l'ordre d'un réseau mafieux ou simplement d'un copinage intéressé. La discrétion des habitants du camp à ce sujet m'empêche d'en savoir plus, mais d'après plusieurs bénévoles expérimentés, la quasi-totalité des commerces de Main-street sont de mèche avec les « mafias » voire même à leur origine.

Le tissu économique de la Jungle, s'il est probable qu'il soit soutenu par un réseau sous-terrain, est surtout rendu possible par

la présence des étrangers. En effet les premiers consommateurs dans les restaurants et les boutiques sont les bénévoles, les journalistes et tous les autres « occidentaux » susceptibles de venir dans le camp. Ils achètent cigarettes, biscuits et boissons dans les échoppes, vont manger naan, poulet, riz et beens dans les restaurants à midi, puis y retournent plusieurs fois dans la journée boire un thé. Une minorité d'habitants a accès à la nourriture des restaurants. Ce sont les rares personnes qui ont un revenu ou qui font partie du réseau du restaurateur. Si les prix très modestes pratiqués dans la Jungle permettent de ne pas exclure tous les habitants du camp de l'économie, ils sont contrebalancés par des stratégies commerciales de fidélisation de la clientèle permettant de pérenniser un commerce. La vente de cigarettes en est un exemple criant. Produit phare de l'économie locale, la cigarette locale est vendue par groupe de 10, à moitié insérées dans une feuille de papier aluminium pour les maintenir ensemble, elles sont vendues 1 euro. Elles ont été fabriquées par les vendeurs avec des machines à tuber, la quantité de tabac utilisée pour une cigarette devient alors la clé pour rendre viable leur vente. Étant fumeur, j'ai eu l'occasion d'écumer les bureaux de tabacs de la Jungle et d'observer plusieurs façons de faire. La plus simple et la plus répandue, est la technique du « less is more ». Le tabac est peu tassé pour remplir les cigarettes avec le moins de matière possible, ainsi dès la première inspiration, la moitié de la cigarette est consommée. Ensuite, quand le client a eu l'occasion de fumer quelques paquets, il vérifie en tâtant les cigarettes lors de l'achat si elles sont bien compactes. Le commerçant sort alors d'autres paquets, plus tassés pour répondre à l'exigence du client, qu'il aura préalablement fidélisé en lui offrant un briquet ou en insérant une cigarette en plus, témoin de sa bonne volonté. Toutes ces fourberies, ces gestes, ces tactiques sont également vérifiables dans les restaurants avec des assiettes offertes ou des plats bien garnis, ils sont des indicateurs de l'économie libérale de la Jungle.

Finalement une dernière façon de s'alimenter se fait à la faveur d'une certaine émancipation, obtenue par un support des associations, la conservation d'un petit pécule d'argent ou l'obtention d'un travail sur ou hors le camp. Ce sont ceux qui ont les moyens d'obtenir de la nourriture hors du camps, dans le LIDL de Calais qui en bénéficient. Ces habitants là ont quasiment accès au centre-ville, ils sont peu nombreux et ce n'est qu'en croisant un groupe d'Érythréens dans les rayons de la grande surface au logo jaune et bleu que j'ai compris qu'ils existaient. Deux d'entre eux, grâce à leur notion rudimentaire du français, leur volonté et beaucoup de chance ont été mis en contact avec un agriculteur du coin par des bénévoles de la région pour travailler au « black », ils étaient sur le point de quitter la jungle, mais attendaient qu'un ami les rejoignent depuis Paris. Dans les faits, ils étaient quasiment complètement émancipés de l'aide humanitaire du camp, seule la régularisation de leur statut les sépare encore d'une vie normale.

L'alimentation : problématique majeure dans la Jungle et enjeu de sa survie est régie par un équilibre fragile et directement révélateur de l'état de tension du camp . Aucun moyen de manger ne peut se substituer à d'autres et quand la police contraint les restaurants et les boutiques à fermer, elle tend directement le climat dans le camp, puisqu'elle prive d'une part la source de nourriture d'un pan de la population et la contraint à se rabattre sur les distributions, déjà insuffisantes et d'autre part elle force les bénévoles à diminuer leur temps de présence dans la Jungle et donc influe négativement sur l'efficacité du support apporté par les associations. Aussi l'accès à la nourriture et plus largement l'accès au « marché » est l'indicateur socio-économique principal de la place des habitants dans la société bidonvilloise. Tout comme dans nos villes occidentales, c'est bien la capacité des gens à consommer qui détermine leur position sur l'échelle sociale. Les conditions d'accession, la qualité du produit et sa préservation sont, entre autres, les variables qui

évaluent la réussite sociale des habitants. Dans le cadre de la Jungle, la réussite se confond avec la survie. Dans un bidonville, l'État n'a pas sa place (ou ne prend pas place) et c'est presque naturellement qu'une économie libérale de marché émerge, dans le sens où la confrontation de l'offre et de la demande est auto-déterminée par la faculté des habitants à s'insérer ou non dans l'économie. Les associations pallient les carences mais se désengagent des décisions de produire, d'échanger et d'allouer les biens puisqu'elles offrent des services qui mêmes s'ils sont nécessaires pour l'habitant n'en sont pas moins souhaitables par lui. Il préférera toujours œuvrer pour se nourrir librement que d'être soumis aux distributions. Je n'ai pas les moyens de prouver jusqu'au bout cette conjecture mais il est fort probable que, sans les pressions continuelles exercées sur le marché du camp par la police (blocus des marchandises et fermeture forcé des commerces), avec le temps, la demande étant invariablement présente, une offre autre que celle proposée par les associations se serait substituée. On peut prendre l'exemple du camp HCR de Zaatari en Jordanie,<sup>34</sup> où les distributions alimentaires ont été remplacées par des supermarchés gérés par le secteur. Les habitants du camp disposent d'un compte courant irrigué à hauteur de 50 dollars par mois pour se nourrir et s'équiper des biens de première nécessité. L'accès à cet argent se fait par l'intermédiaire de scanners biométriques (balayage de l'iris). Ce système, aussi émancipateur soit-il, est directement l'émanation d'une libéralisation de l'accueil humanitaire ; toutefois il pose la question du désengagement des États dans celui-ci. A Zaatari, c'est pour remplacer les instances onusiennes que le secteur privé a pu s'insérer dans ce nouveau marché ; à Calais la seule part de marché alléchante pour le privé se situe dans la construction et la gestion du camp de conteneurs. Même si ces exemples nous révèlent bien en quoi l'aide humanitaire n'est pas épargnée par la libéralisation mondialisée, ils ne nous permettent pas de fabuler sur des façons de créer des économies inédites, qui semblent émerger au sein des habitants même de la Jungle et échapper à tout contrôle.

34 : Nicolas Autheman, *Les réfugiés, une bonne affaire*, Le Monde Diplomatique, Mai 2017.



Photo : Monica Mays, Octobre 2017

# 11>17/10 Belfry Project

## fabriquer la ville et faire société

- 1 Tableau à dessin : feuille sur tableau, crayon à disposition, laisser un message, trouver une information.
- 2 Table à outils : Outils en libre-service, accord tacite puis don du matériel.
- 3 Réserve de bois : matériaux récupérés sur construction abandonnés ou données par habitants.
- 4 Belfroi : logement ou commerce RDC, scène de concert + hamac R+1, observatoire R+2.
- 5 Table à dessin : panneau OSB 100x210cm, production créative : dessin, drapeau, cerf-volant.
- 6 Coin thé : trou dans le sable pour abriter un réchaud à gaz du vent. Auto-géré, le soir tournée de soupe.
- 7 Spot cerf-volant.
- 8 Musique : duo espagnol, violon-accordéon
- 9 Banc public : construit avec les chutes du belfroi : design challenge
- 10 Escalier creusé dans la colline

Plan de la dune : Création d'un espace public ludique, convivial et solidaire

## Le rapport social pour fabriquer la ville

C'est en partie grâce aux relations de voisinage facilitées dans le bidonville que le Belfry Project a été possible. D'abord d'un point de vue logistique, sans le prêt de matériel essentiel, de la part de la Belgium Kitchen, des restaurants à proximité et aux réseaux de relations des habitants du secteur de la dune, le projet n'aurait pu se concrétiser. Comme n'importe où c'est la curiosité qui a attisé les premiers rapports avec les voisins, « qu'est ce qui se passe à côté de chez moi ? » : cette curiosité instinctive permet de déterminer si une situation est dommageable ou non. Bien visible au sommet de la dune, des curieux ne tardent pas à nous interpeller. Nous expliquons notre projet. « Jungle is finish » est presque systématiquement la première réponse que nous récoltons. Pourtant nous sommes encore là sur cette dune au milieu de milliers d'habitations. Il faut peu de temps pour que la situation s'inverse et que les mêmes qui nous interpellaient reviennent avec leur amis, leur voisins pour prendre un thé, discuter, démonter des palettes, emprunter une scie et la ramener, accrocher un drapeau... tout est bon pour quitter un désœuvrement routinier. Des liens de confiance se tissent au service d'un projet, le voisinage devient alors moteur d'urbanité. En s'appuyant sur la confrontation des altérités, le Belfry Project a permis l'aménagement d'une place publique permettant rencontres et événements. Sa conception et sa construction ont été faites selon des processus démocratiques et partagés bien qu'informels grâce à une appropriation exacerbée des lieux par les habitants. Les idées sont débattues plusieurs fois par jour selon des méthodes de dialogues héritées de Mai 68 afin de rendre la prise de parole la plus simple possible. Pourtant les habitants du bidonville ont du mal à s'imposer dans cette discussion d'artistes étrangers. Chaque étudiant artiste soumet son idée,

les plus pertinentes émergent rapidement et commencent à se concrétiser, c'est alors que presque systématiquement les étudiants perdent la main au profit des habitants qui s'amuse d'abord à nous voir manipuler maladroitement les matériaux du bidonville avant de prendre le relais. Nous discutons et échangeons sur le projet, sur ce qu'il serait bien de faire et comment il serait possible de le faire. Dans un processus complètement horizontal où l'on reçoit autant que l'on donne, la quasi-totalité des idées originales sont ajustées pour aboutir à des productions purement collectives et empiriques. L'appropriation du projet ne s'est pas faite en amont de la conception mais bien pendant voire en aval.

Toutefois, on peut se demander si cette ingénierie sociale (dans le sens que lui donnent les sciences sociales) n'est pas favorisée par la précarité du contexte : la difficulté de tels procédés étant de convenir au plus grand nombre, la souplesse et la mobilité qu'offre le design low-tech et pauvre (sa fragilité et son manque de moyens aussi) autorisent une grande réversibilité des usages et des formes. Durant les quelques jours de projet, la dune a été re-configurée plusieurs fois n'y stabilisant jamais un usage ou une forme. L'instabilité formelle et fonctionnelle permet une appropriation infinie.

Comment rendre possible l'appropriation ? Pourquoi la colline n'était-elle pas pleinement appropriée avant le projet ? Pour approprier il faut l'appropriable. Avant l'intervention artistico-architecturale, la dune n'avait pas d'usage défini et par extension était essentiellement utilisée par les habitants pour s'isoler et capter un réseau téléphonique. L'architecture et la planification ont rendu possible une autre appropriation faisant appel à une implication corporelle et sociale. Il ne s'agit plus de trouver un buisson derrière lequel s'abriter du vent mais bien d'aller à la rencontre de l'autre et agir pour marquer sa présence par un dessin ou une simple discussion. Ainsi le rôle de l'architecte voire de l'architecture sont ici interrogés. Durant une conférence organisée à l'ENSA Nantes à l'automne 2016, Pierre Alain

Trévelo, fondateur de l'agence parisienne, TVK architectes, décrivait l'architecture comme une infrastructure, c'est-à-dire le prolongement du sol fournissant le cadre d'un établissement aux hommes. L'infrastructure n'est pourtant pas architecture en l'état, c'est l'appropriation qui l'active ; l'architecture trouve sa plénitude dans l'appropriation. Le Belfry Project a permis aux habitants, par son échelle, par le design et les techniques de construction de s'emparer de l'architecture, reléguant le concepteur à un rôle de médiateur, de conseil et d'initiateur. La simple structure de bois et de cordes, dénudée et dépouillée laisse place à l'imagination des usagers pour venir l'étendre et la décorer. Ces modifications certes superficielles d'un point de vue constructif sont pourtant le témoin de la vie qui s'y passe. Il y a là une façon de faire la ville tout à fait contemporaine qui pourtant peine à se concrétiser totalement dans la ville occidentale. Ce processus est seulement possible si l'on limite le déterminisme de l'infrastructure. Il s'agit alors de trouver l'équilibre entre la suggestion et la détermination. L'absence d'aménagement permettant parfois plus qu'un équipement très spécifique.

La Jungle de Calais et le bidonville nous enseignent en quoi la pauvreté offre un rapport plus direct et honnête à son territoire. Évacuée du superflu, l'architecture de la Jungle ne se limite qu'à ce dont elle a besoin. Libéré de tout déterminisme, le Belfry Project a permis aux habitants d'inventer leur espace public et ses usages, ensuite ils ont pu recommencer, c'est parce qu'on ne savait pas ce qu'on voulait faire que tout a été possible. A la façon de Yona Friedman<sup>35</sup> ou de Pierre Rabhi,<sup>36</sup> l'emprise avec son environnement et son pouvoir direct d'action permet à l'homme lorsqu'il est dépassé par l'infinie réalité du monde d'au moins se sentir exister et de s'épanouir dans sa réalité matérielle. Autrement dit, il y a quelque chose de salvateur et de libérateur dans la capacité d'approprier car elle offre des éléments de réponse aux questions : « qui sommes-nous - et – où sommes-nous ? » .

35 : Yona Friedman, *L'architecture de survie, une philosophie de la pauvreté*, l'éclat 2016

36 : Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Actes Sud 2010

## **Les mécanismes structurants de la ville Vers l'impossibilité de la société**

Colette Pétonnet s'intéresse aux quartiers historiques des villes, dans les années 1970, comme objet d'exclusion, de la même manière que les bidonvilles. Les classes moyennes, à la recherche de sécurité les avaient quittés pour se procurer des logements individuels en périphérie. C'était alors les classes les populaires qui y habitaient. La situation urbaine des quartiers historiques était alors comparable aux bidonvilles. Toutefois les Trente Glorieuses s'achevant et le capitalisme entrant dans sa forme contemporaine, la ville a entamé une série de mutations que Jacques Donzelot décrit dans *La ville à trois vitesses*. Du point de vue de Donzelot, « la ville ne fait plus société » car elle est outil de la ségrégation spatiale et donc sociale. Cette exclusion est, d'après lui, rendue opérante grâce à trois mécanismes inter-dépendants. Il s'agit tout d'abord de la « relégation » s'appliquant aux grands ensembles et aux populations les plus démunies, ce processus prend racine dans le passage d'une société industrielle à une société tertiaire, excluant alors la classe inférieure des nouveaux emplois et les repoussant dans les quartiers les plus précaires. Ces quartiers conçus pour résorber les bidonvilles cristallisent en fait le sentiment d'entre-soi et d'exclusion face à la société de flux. Ensuite, la périurbanisation, correspondant à l'exode des classes moyennes des centres villes historiques, marque l'émergence et la généralisation de la maison individuelle hors les villes, en périphérie. Elle est provoquée par le sentiment d'insécurité ressenti par les classes moyennes dans la ville centre. Partageant une localisation périphérique avec les populations reléguées, les classes moyennes s'en éloignent par la contrainte de mobilité : la vie du périurbain se caractérise alors par ses migrations pendulaires le connectant à l'emploi, aux commerces et

aux services. Finalement la gentrification achève de modeler la structure des villes : les quartiers historiques délabrés sont peu à peu ré-investis par les nouvelles classes supérieures de la société libérale, boutant les plus pauvres en banlieue. Bien que la gentrification ne soit pas initialement à l'origine de la relégation et de la périurbanisation, elle tend aujourd'hui à les entraîner mécaniquement comme on peut l'observer dans le quartier de Barbès à Paris ou de Molenbeek à Bruxelles. Les populations « bobo » dynamisent des quartiers populaires en déclin, foyers d'immigration, les reléguant toujours plus en bordure urbaine. Ces mécanismes appauvrissant la mixité sociale sont à l'origine de l'incapacité de la ville à faire société,<sup>37</sup> ces phénomènes ont pour origines les mutations économiques du monde et les aspirations sécuritaires qu'elles provoquent : il y a là une volonté de mise au propre de la ville. L'histoire récente de Calais en est un témoin. C'est bien lorsque le nombre de migrants dans les squats du centre-ville est devenu trop important qu'il a été décidé de les repousser en périphérie. Cette relégation, provoquant un entre-soi, est stigmatisante d'une part, car elle refuse le droit à la ville aux migrants et émancipatrice d'autre part, car elle leur permet de re-définir par eux-mêmes ce droit à la ville, certes chaotique mais accueillante.

A l'époque de l'étude, les quartiers anciens tout comme les bidonvilles sont considérés par Pétonnet comme des modes d'habiter rudimentaires. L'analyse qu'elle fait des quartiers anciens révèle un équilibre ethnique bienveillant. Les différents groupes communautaires cohabitent dans un tissu hétérogène. Certaines rues sont dites des Italiens ou des Juifs ou encore des Espagnols mais il ne s'agit que d'éléments de langage pour définir un sous-quartier. Les micro-majorités ou groupes communautaires visiblement majoritaires dans un sous-quartier, sont toujours hétérogènes dans le sens où elles ne sont jamais exclusivement composées d'un seul groupe ethnique. En effet, dans la rue dite des Espagnols à Vitry-sur-Seine, l'ethnologue rencontre des gens issus de nombreuses communautés différentes qui vivent

37 : Jacques Donzelot, *La ville à trois vitesses*, Revue Esprit 2004

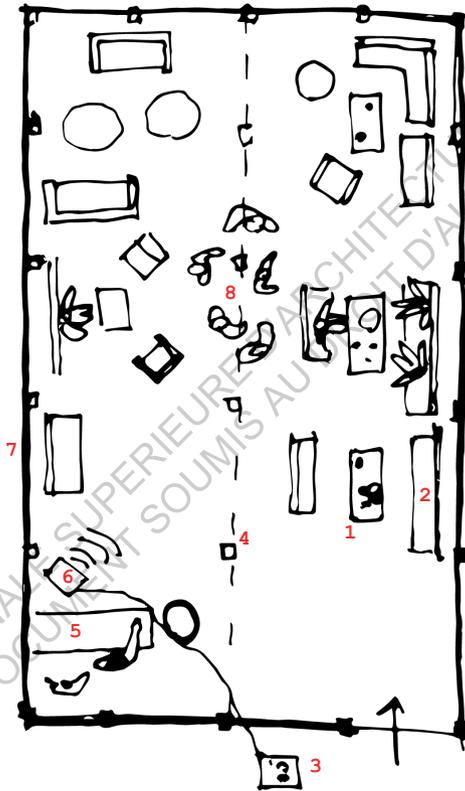
ensemble, s'accaparent certains aspects, certaines habitudes des cultures d'origine. Ainsi, on pouvait observer dans les rues, la juxtaposition d'épiceries maghrébines, de restaurants espagnols, de primeurs auvergnats et de bistrots italiens. Colette Pétonnet, par le biais de ses rencontres avec les habitants, montre la complémentarité nécessaire et recherchée des micro-communautés. Il y a ici une récurrence assez criante avec le bidonville de Calais, qui en dépit de sa forme, à première vue chaotique et anarchique, est organisé en secteurs et sous-secteurs. Ces zones sont d'abord qualifiées par les typologies architecturales : il y a le coin ordonné et quadrillé des tentes militaires, la zone des caravanes et le camp clôturé des conteneurs blancs. Ces aires précises sont noyées dans un tissu urbain plus flou et brouillon composé d'abris en tous genres. Ensuite, à l'instar des quartiers historiques des années 70 et par dessus ce découpage formel, il y a un découpage ethnique aux terminologies incertaines et contestables, le quartier des Afghans, des Soudanais ou des Érythréens. Ces micro-majorités ne sont toutefois en rien exclusives dans ces zones, elles existent plutôt par l'implantation d'un groupe familial et son expansion à travers la polarisation de nouvelles arrivées.

## Temporalité et statut dans le bidonville comme gradient d'urbanité

La Jungle de Calais se définit par des temporalités routinières qui rythment le quotidien de tous. Naturellement ces temporalités varient en fonction du rôle qu'on tient dans le camp mais pourraient grossièrement se répartir dans trois emplois du temps : celui de l'étranger qui arrive le matin et repart avant la nuit, celui de l'habitant du camp qui s'y est installé et y a une activité. Enfin celui qui considère la Jungle comme un lieu de transit et qui tente toutes les nuits de passer en Angleterre.

L'étranger, qui n'est dans le bidonville que pour la journée, est le premier à se mettre en action dans la matinée. Si je me calque sur mon expérience chez Utopia 56 ou au Befry Project et que je me permets d'extrapoler, la journée type de l'étranger, bien qu'elle dépende de son activité est relativement comparable à celle du périurbain. Il arrive tôt (9h) sur son lieu de travail (école, cuisine communautaire, *legal center*...), il prend une pause dans la matinée autour d'un thé, retourne travailler jusqu'à la pause méridienne (13h-14h). Il va alors manger avec ses collègues au restaurant ou sur son lieu de travail, certains ramènent des sandwiches mais ils sont minoritaires, le bon sens veut de comprendre qu'il est important d'injecter de l'argent dans l'économie locale. Ensuite, il retourne au travail, reprend une pause dans l'après-midi et finit sa journée de labeur vers 17h ou 18h. Il profite alors du cadre urbain pour aller boire un verre Chez Sammy par exemple, la terrasse du restaurant offre une vue tout-à-fait pittoresque où des oiseaux majestueux survolent la surface du lac en l'effleurant du bout de leurs ailes. Avec ses collègues et ses confrères des autres structures, il revient sur sa journée dans une ambiance dictée par les histoires qu'il a à raconter. La plupart du temps,

il s'efforce de quitter le bidonville avant la tombée de la nuit et achève sa migration pendulaire en rentrant à son domicile. Les plus téméraires restent manger au restaurant, se délectent parfois d'une séance de cinéma et vont même se déhancher dans une des boîtes de nuit du bidonville.



- 1 table basse
- 2 banc en matériaux de récupération
- 3 groupe électrogène
- 4 boule à facettes, laser (plafond)
- 5 bar : « Beer ? Strong or light ? »
- 6 enceinte hifi : rap et musique commerciale américaine, africaine, européenne et indienne
- 7 mur : structure bois, bâche à l'extérieur, matière réfléchissante à l'intérieur.
- 8 piste de danse, danse énergiquement dégénérée, mouvement séducteur mais uniquement des hommes. Joie apparemment pure

Plan d'une boîte nuit

La journée de celui qui n'est que de passage, qui considère la Jungle comme une base avancée pour tenter de rejoindre l'Angleterre s'insère dans un processus différent. Toujours en extrapolant et en me permettant des suppositions, car il m'est impossible de savoir comment il remplit sa journée. Il émerge en fin de matinée voire en début d'après-midi, tout dépend de son assiduité nocturne. Ses activités matinales sont variées et variables en fonction des jours mais restent dans une gamme de gestes relativement sommaires : il va chercher de l'eau aux fontaines où il en profite pour faire un brin de toilette, il se promène sur Main-street et s'approvisionne autant que sa bourse le lui permet. Il arrive que la nuit ait provoqué des blessures qu'il faut directement aller soigner à l'un des différents dispensaires ou infirmeries. Sinon il retrouve ses amis, ses voisins et ses camarades au domicile de l'un d'entre-eux. J'ai pu remarquer au cours de mes déambulations matinales plusieurs groupes de jeunes entretenant leur coiffure et leur barbe. Un homme assis sur une chaise en plastique, plusieurs autres s'agitant autour avec bassine d'eau, ciseaux et peignes et parfois même ils disposent d'un miroir qu'un volontaire daigne tenir face au « client » coiffé. Il semblerait que le début de journée soit consacré à l'entretien du corps et de la demeure. Le moment du déjeuner est l'étape-clé de sa journée, puisqu'elle va déterminer le déroulé de l'après-midi. La condition socio-économique influant sur le mode d'alimentation, la plupart des personnes n'ayant pas vocation à rester ont probablement peu de moyens (puisqu'ils n'ont pas d'activité, on peut supposer que certains ont des économies mais aussi que certains n'ont rien). Ce qui les condamne à devoir s'alimenter grâce aux distributions de nourriture des associations et donc à probablement devoir patienter plusieurs longues minutes dans une file d'attente pour bénéficier d'une barquette de polystyrène (identique à celle qu'on peut avoir pour un kebab), d'une bouteille d'eau et de quelques mets. Le déjeuner est consommé au choix sur l'espace public ou à son domicile. Les occupations post-repas sont variables et plus difficilement observables : elles dépendent de ce qu'il possède, de son réseau et de son état. Certains se reposent

pour maximiser leur chance de succès dans la tentative à venir. D'autres vont participer à une partie de cricket sur le No man's land où plusieurs matchs peuvent être disputés simultanément, rendant souvent confus le déroulé des rencontres (du moins pour un observateur extérieur et profane). Pour ceux qui préfèrent le football, ça se passe dans la partie Sud de la Lande où des vestiges de cages ont survécu au démantèlement de février. Il y en a aussi plusieurs qui vont dans les écoles suivre des cours magistraux ou particuliers pour débiter, entretenir ou étoffer leur pratique de l'anglais ou du français (surtout anglais dans ce cas-là). Aussi, ils peuvent rejoindre la dune et participer au Belfry Project ou à tout autre intervention à l'initiative de personnalités extérieures au camp (des ateliers théâtre, art du cirque et autres pratiques créatives ont été proposés par dans le bidonville par de nombreux collectifs). En fin d'après-midi, à l'approche du crépuscule, beaucoup se retrouvent dans les restaurants, bars et autres lieux de rencontre où ils partagent chicha, repas, thés et moments conviviaux. Ils regardent des films leur rappelant leur origine (cinéma iranien, pachtoune, indien et parfois français ou italien). Finalement, quand la nuit noire est bien tombée, que les groupes électrogènes tournent à plein régime et permettent à Main-street de connaître le paroxysme de son activité, évacuée de presque tous les étrangers, de la musique s'échappe de chaque bar (précédemment cinéma et encore avant restaurant). La rue est ponctuellement éclairée par des lampadaires, le reste de la luminosité provenant de l'intérieur des bâtiments. Parallèlement à l'activité bouillonnante à l'intérieur des édifices de Main-street, une procession silencieuse a lieu sur l'espace de la chaussée. Presque tout le monde se dirige vers la sortie du camp, la majorité est habillée dans des couleurs sombres et porte plusieurs couches de vêtements, pour beaucoup le visage est couvert d'un foulard ou enfoncé sous une capuche. C'est la dernière chose que j'ai pu observer de leur journée. J'imagine qu'ils se dirigent vers la rocade portuaire, escaladent le talus qui y mène, éventrent le grillage la protégeant et tentent de faire ralentir, au péril de leur vie, le défilé de camions qui passent sans cesse. Le cas échéant,

ils réussissent à s'accrocher tant bien que mal à une remorque, essayent de trouver la meilleure cachette possible et espèrent qu'ils ne seront pas découverts au passage de la frontière. Le taux de réussite de passage en Angleterre, s'il est impossible à calculer est sans aucun doute très faible, la plupart des tentatives se soldant par des affrontements avec la police.

Bien qu'une comparaison soit maladroite, il me semble que la condition de celui qui tente de franchir la frontière pourrait en certains points se rapprocher de celle du relégué, du banlieusard, de l'exclu spatial. En premier lieu, le désœuvrement qui les frappe tous deux les rapproche, ils sont inactifs aux yeux de la société, sans emploi, ils ne participent pas ou peu à l'économie locale et encore moins mondiale. Ensuite, leurs rythmes de vie, bien qu'ils soient obscurs à nos yeux,<sup>38</sup> semblent correspondre en plusieurs points. A l'instar des jeunes traînant aux pieds de leur tour de banlieue, le relégué du bidonville attend la nuit pour pouvoir se mettre en action, pour essayer d'assouvir son fantasme de réussite socio-économique, d'intégration à l'économie mondiale. Dans les deux cas, leur succès se traduit souvent par l'affranchissement face à la loi, par des pratiques illégales, ce qui leur donne une image de délinquant. Pourtant et malheureusement la délinquance, le trafic, la clandestinité sont leurs seuls moyens pour sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvent. Le parallèle établi ne semblant pas absurde, il est admissible de dire que la condition de ceux qui passent les frontières est assimilable à celle des populations reléguées des villes contemporaines. Pour finir de s'en convaincre : ils partagent le même emballage pour leur repas.

**38** : Les seuls savoirs que j'ai de la vie dans la banlieue sont pétris de préjugés et d'idées reçues constitués par des œuvres de fiction (films, séries ou bd : La Haine, Ma cité va craquer, Divine, L'esquive, Les lascars...) ou des textes de rappeurs (IAM, NTM, Dooz Kawa, Vald, Damsa, Booba...). Je n'ose faire confiance aux reportages télé qui tombent trop souvent dans le sensationnel et deviennent alors des outils de stigmatisation.



Fin de journée sur la dune

Finalement<sup>39</sup> les habitants actifs du camp, le tenancier de restaurant, les cuisiniers des cuisines communautaires, les commerçants des échoppes et tout ceux qui, même sans activité, parviennent à imaginer vivre de façon stabilisée dans le bidonville, semblent avoir un jour type mixant des éléments des étrangers et de ceux qui n'espèrent être que de passage. D'une part, ils sont actifs dans l'économie et donc se calquent sur l'horloge organisationnelle du bidonville. La relative stabilité économique et le patrimoine auquel ils ont accès, leur offrent le confort nécessaire pour se soulager de plusieurs activités contraignantes : un accès à la nourriture privilégié et une proximité des commodités positionnées sur les axes commerçants mieux équipés. De ce point de vue, l'habitant actif rapproche sa condition de celle de l'étranger. D'autre part, il peut partager les mêmes activités, aux mêmes lieux et aux mêmes horaires (à peu près) que les « inactifs ». Il rejoint la dune lors de sa pause, va visiter ses amis, échanger quelques passes de football... à la différence peut être qu'il ne fait pas cela pour passer le temps mais pour se divertir. Pour résumer, il partage le cadre de vie des uns et les occupations des autres. La logique de ma démarche voudrait que je m'essaye à un parallèle entre l'habitant actif de la Jungle et le tenant de la gentrification. Bien qu'il y ait des éléments qui portent à le croire, il y en a aussi beaucoup qui les différencient. Certes les habitants actifs s'approprient les points centraux du bidonville, les artères commerciales, les lieux aux meilleurs potentiels reléguant ainsi les habitants inactifs de passage en bordure, dans les zones plus ingrates car moins connectées, moins équipées et moins salubres. Aussi, ils cohabitent avec les inactifs sans pourtant s'y mélanger, et même les services diversifiés que leurs commerces proposent rappellent les magasins d'un genre nouveau que les « bobos » importent dans les quartiers populaires pour asseoir le mécanisme de gentrification : café – librairie – boutique de vélos ; restaurant – librairie – cinéma – bar dansant ?

**39** : L'observation de la dernière temporalité est beaucoup plus hypothétique car bien moins observable.

Il est indéniable qu'on ne peut pas réduire les acteurs de la Jungle de Calais en seulement trois catégories et trois temporalités et que le rapprochement établi avec « La ville à trois vitesses » de Donzelot, parfois de façon volontairement impertinente, peut paraître maladroit. Toutefois, il y a dans l'observation et la transposition des rythmes quotidiens et des rôles de chacun, un témoin de l'urbanité que concentre la Jungle de Calais. Elle paraît reproduire presque inconsciemment les mécanismes structurants de la ville et dans ce sens, cette observation rejoint la thèse d'Hanappe affirmant la pertinence de la Jungle en tant que terrain d'observation de la ville, en tant que laboratoire de la ville contemporaine.

## **Altérité et choc culturel**

Les quelques jours durant lesquels le Belfry Project eut lieu sont assez naturellement les plus stimulants pour moi. Ces moments permettent presque de se sentir citoyen de la Jungle. J'en suis bien loin et ma condition n'est pas comparable à celle des habitants du bidonville, ne serait-ce que parce que je quitte le camp chaque soir ? Ne serait-ce que parce que je n'ai rien à craindre de la police ? Ne serait-ce que parce que je suis blanc ? Ne serait-ce que parce que ma présence à Calais n'est qu'une parenthèse dans ma vie ? Quoiqu'il en soit, chaque matin, nous nous réunissons avec mes semblables sur la colline, pour préparer la journée à venir, exprimant nos ressentis sur ce qui a déjà été fait et planifiant ce qu'il reste à faire, invitant les curieux à nous rejoindre, préparant la première tournée de thé. J'ai eu

le sentiment d'être acteur, d'avoir un semblant de légitimité dans le bidonville. Je suppose que mon aide est la bienvenue à la Belgium Kitchen ou à l'Ecole Laïque de Dunes mais j'ai aussi la sensation de prendre la place de quelqu'un, de maintenir une personne dans le désœuvrement et la fragilité, en l'excluant d'un réseau qui se pourrait économique.

La Jungle est principalement un lieu de transit et n'est initialement pas vouée à perdurer ; pourtant, ce lieu existe sous une forme ou une autre depuis plusieurs années et une vie économique s'y développe témoignant que l'établissement informel est bien plus qu'un péage. La Jungle de Calais, dans la lignée des grandes plate-formes commerciales de Flandres du XVème siècle, est un carrefour où se rencontrent, échangent et partagent des individus ou communautés du monde entier. Des migrants aux bénévoles, des journalistes aux juristes, des groupes racistes aux activistes humanistes... La période-clé du démantèlement révèle d'autant plus ce cosmopolitisme avec l'accélération de tous les processus en jeu dans le bidonville. L'approche de l'éviction a généré l'afflux en masse à Calais de journalistes internationaux, de militants No Border et de la ZAD, d'importantes colonnes de CRS ont été déployées, des milices racistes ont fait le déplacement depuis toute l'Europe et le nombre de bénévoles dans les ONG a également beaucoup augmenté. Finalement seul le nombre de migrants n'a pas évolué voire même a baissé. A l'approche du démantèlement, beaucoup ont quitté le camp pour ne pas être entravés dans leur rêve d'Angleterre ; parallèlement, quelques-uns ont cherché à rejoindre Calais dans l'espoir d'obtenir une place en CAO. Ainsi la multitude d'acteurs et leur diversité, gravitant autour du bidonville, génèrent des usages très variés et nous offrent une perception de sa pertinence variable selon l'idéologie de chacun. Il est des usages du bidonville qui sont invariants depuis toujours. Nonobstant, il convient de se demander ce que l'entrée dans le capitalisme financiarisé et le nouvel ordre mondial ont pu provoquer sur le rôle qu'il remplit.

## **Le bidonville comme tremplin vers la société hôte (c'est-à-dire : vers l'économie mondialisée)**

Selon Colette Pétonnet, le bidonville avec son rôle transitoire, assure la sécurité et l'adaptation des néo-arrivants. Le bidonville agit comme un seuil entre deux mondes. Il est un « refuge contre les sollicitations de la civilisation industrielle » ou, dans le cas de Calais, il est le seul refuge contre les décrets autoritaires des gouvernements européens, il est un refuge contre les accords de Dublin, il est un refuge contre la police, il est un refuge contre les groupuscules nationalistes.

« Il est un moyen de résistance globale à une déculturation brutale, il agit comme un instrument artisanal d'acculturation douce. »<sup>40</sup>

Parmi les réfugiés rencontrés qui n'envisagent pas un retour au pays comme possible, il y a une volonté d'intégration, d'acculturation, le souhait d'une vie à l'occidentale, le fantasme du pouvoir d'achat. Il y a sans doute la volonté de rejoindre l'économie mondialisée que représente l'Occident. Conscients que la réussite sociale occidentale se mesure par la capacité de chacun à consommer ; tous rêvent d'argent, de confort matériel vus comme source de bonheur. C'est en partie cela qui explique l'attrait des migrants pour l'Angleterre. Le Royaume-Uni est une société marquée par le communautarisme, à l'économie profondément libérale. Le travail au noir y est toléré ce qui constitue une motivation fondamentale des migrants. Ils vont en Angleterre car c'est là-bas que leur rêve de travail et d'argent est le plus réalisable, le Royaume-Uni ne les rendra pas occidentaux par les mœurs mais par le porte-feuille.

40 : Colette Pétonnet, *On est tous dans le brouillard*, 1975

Bercés par les modèles culturels occidentaux, ils écoutent déjà du rap, connaissent Chuck Norris et supportent le Real Madrid... Cette vision idéale du monde occidental les rend prêts à s'y insérer. La réalité de leur arrivée en Europe et de leur voyage les a fait déchanter. Ils sont méfiants, craignent la police. Ce que protège la « Citadelle Europe » n'est pas si précieux et pas si beau. Avoir quitté un pays en guerre et avoir été accueillis par des politiques de guerre (état d'urgence, peur du terrorisme) la motivation probable de l'exil peut être le rêve de richesse. Nous ne pouvons affirmer que les vagues migratoires à destination de l'Europe sont un effet secondaire de l'impérialisme culturel occidental toutefois nous ne pouvons nier la volonté d'intégration à l'économie mondiale de ceux qui en sont exclus. L'économie dévore la société pour en devenir son essence, parler de migration économique en revient à parler de migration politique.

Le camp de Calais n'est pas la résultante d'une volonté communautaire mais plutôt la peur d'une société qui ne les accepte pas pour ce qu'ils sont. Ce refuge, qui à l'image de la culture occidentale est mondialisé, est l'émanation d'une culture mondiale. Il agit comme une zone d'acclimatement entre les civilisations et en même temps comme moyen d'exclusion pour écarter les néo-arrivants de l'économie. Colette Pétonnet, en prenant l'exemple des populations portugaises et en comparant leur mode de vie avant et après la migration, explique comment le bidonville agit tel une interface entre différentes cultures. D'une part on retrouve dans le bidonville, des similitudes, des références et des ré-interprétations des modes de vie des régions d'origine. La sociologue identifie des formes architecturales présentes dans le bidonville qui sont directement inspirées des habitats ruraux du Portugal. Le bidonville par sa forme et son organisation constitue un environnement presque familier pour les néo-arrivants. Il agit comme un aéroport contemporain. Les aéroports sont les figures de la ville contemporaine comme l'indique Rem Koolhaas dans Junkspace. Ils sont le fruit de la globalisation. Les aéroports sont identiques partout dans le

monde (même organisation, même ambiance, même temporalité, même profil d'usagers...etc.) si bien que, hors contexte, pour le voyageur rien n'est différent entre le lieu de départ et le lieu d'arrivée, c'est comme s'il était arrivé au même endroit, ce qui a pour effet, entre autres, de rassurer le voyageur, de ne pas le déboussoler. Seuls des éléments de décoration typiques mais interchangeable rappellent la région dans laquelle se situe l'aéroport. Le bidonville agit en partie de la même manière, il conserve des repères qui rassurent les néo-arrivants car il leur rappelle leur foyer d'origine. D'un autre côté, on l'a vu, le bidonville agit comme zone d'acclimatation pour être un tremplin vers les modes d'habiter locaux, les coutumes, les normes...etc. Il est parfois la seule constante entre pays d'origine et pays d'accueil. Ce n'est pas tant l'architecture ou la forme urbaine qui sont rassurantes bien qu'il y ait des interprétations des styles d'origine mais les matériaux et l'environnement étant différents, les bâtiments sont nécessairement différents. C'est plutôt le fait d'arriver dans une communauté familière qui est rassurant et qui fait tremplin parce que ce sont les personnes déjà installées et acclimatées qui accompagnent les néo-arrivants. C'est en partie eux qui assurent « l'apprentissage de l'espace étranger et de ses lois ». Colette Pétonnet utilise un exemple marquant : « Le bidonville assure la sécurité des arrivants. Cette fonction est perçue et exprimée. Les neveux des Garcia sont installés voie Rude depuis trois semaines. La jeune femme, l'après-midi, vient coudre chez sa tante. Silencieuse, elle ne lève pas les yeux de son ouvrage. Elle connaît peu la ville encore. Elle ne s'ennuie pas ?

« Oh ! Non ! Ici c'est bien pour ceux qui arrivent ; ils ne sont pas seuls, ils se mettent tout doucement au courant de la langue ; avec les autres femmes qui leur racontent, qui leur montrent ce qu'il faut faire, qui les emmènent au marché, les femmes ne sont pas isolées. »<sup>41</sup>

41 : Colette Pétonnet, op. cit.

De la même manière, à l'école laïque des Dunes, lorsque je donnais des cours de Français à Saïd et Hassim, deux jeunes exilés afghans, le premier qui parlait déjà un peu la langue m'a confié : « Lui (en parlant de Hassim) il est arrivé il n'y a pas longtemps, je le connais d'avant et maintenant qu'on est ensemble je lui montre la jungle. Il ne parle pas français. Je le force à venir avec moi à l'école car c'est important de pouvoir parler si on veut rester ». Les deux amis étaient présents chaque après-midi que j'ai passé à l'école. Un jour, ils ont emprunté un dictionnaire français-anglais pour « un ami blessé au pied qui ne peut pas marcher jusqu'à l'école ». Le soutien au sein des noyaux familiaux est primordial pour rassurer et accueillir « efficacement » les néo-arrivants. Le bidonville est une alternative pour lutter contre la solitude et l'angoisse des bâtiments dorts des banlieues ou des maisons impersonnelles et isolées des quartiers pavillonnaires (quand ils y ont accès). Colette Pétonnet soulève une controverse intéressante

« En dénonçant toujours ces habitats précaires comme n'assurant pas la sécurité physique de leurs habitants, on fait fi de la sécurité psychique sans laquelle l'équilibre des êtres, donc leurs possibilités d'adaptation, risquent d'être compromis. » <sup>42</sup>

Le Belfry Project, je pense, permet encore de rapprocher la Jungle de Calais d'une ville occidentale mondialisée. Ces villes sont rythmées par les événements, les festivals, les interventions artistiques, l'appropriation d'espaces publics dédiés et l'invitation d'intervenants internationaux venant adapter leur singularité vernaculaire à la culture locale. Le Belfry Project aurait pu, en de nombreux points, être reproduit aussi bien à Nantes, qu'à Berlin ou à New York, il s'inscrit dans l'élaboration d'une culture mondiale ou plutôt d'une culture mondialisée. La ville contemporaine existe au gré des événements qui permettent de sortir du quotidien, d'oublier l'aliénation au travail. Ils sont aussi ceux qui permettent de créer du commun et de la cohésion sociale. Autrefois la tradition dictait le calendrier et la nature de ces évé-

42 : Colette Pétonnet, op. cit.

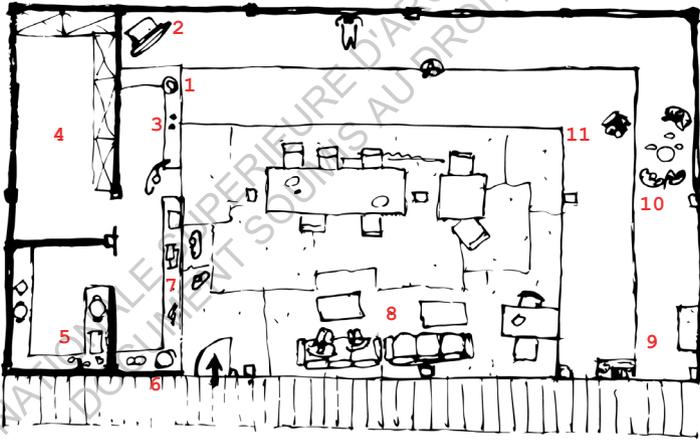
nements : Festival de Dunkerque, Fête des fleurs sur l'Île d'Yeu, Folles Journées de Nantes... Bien que les événements locaux propres à chaque région et ville existent toujours, il faut les agrémenter de nouveaux événements issus de la culture mondialisée, comme la Color Me Rad, course à pied embellie de projections de poudre colorée donnant lieu à des scènes assez esthétiques mais identiques dans toutes les métropoles françaises et dont le geste a perdu toute signification. Initialement, le principe de cet événement est inspiré d'une fête nationale indienne : la Holi aussi appelée « la fête des couleurs ». Elle s'est répandue partout à grand coup de mondialisation se vidant de sa substance traditionnelle au service d'une culture mondiale et homogène. A une toute autre échelle mais de la même manière, le Belfry Project s'inscrit dans la mouvance de la participation citoyenne, argument électoral essentiel pour les mairies dites de gauche. Bien qu'on ne puisse raccrocher ce principe à une culture spécifique, il est indéniable qu'il fasse partie d'une culture globale. Toutefois, la Jungle par son caractère extra-ordinaire confère au projet quelque chose d'unique car c'est le lieu de rencontre entre deux mondes. Le soir de mon arrivée à Calais, mes colocataires de bungalow à Los Palominos m'ont répondu : « Quand tu rentres dans la Jungle, tu n'es plus en France, tu as l'impression d'entrer dans un autre monde » lorsque je leur ai demandé à quoi m'attendre. C'est littéralement une frontière entre le Nord et le Sud (ou une sorte de portail spatio-temporel). Une ville du Sud enclavée dans un pays du Nord. Par Nord et Sud, j'entends la distinction si chère aux géographes et aux économistes entre les pays dits développés, occidentalisés, membres actifs de la mondialisation et ceux qui peinent à s'insérer dans ce mouvement. Ce paradoxe positionne les acteurs occidentaux du bidonville dans la position de l'étranger. Les bénévoles, les artistes, les designers, les journalistes, les sociologues ou les architectes interviennent dans un contexte hors de leur pratique habituelle, ce qui donne lieu à des chocs culturels, des frottements entre altérités bénéfiques à tous.

Les scènes de confrontations culturelles les plus marquantes à mes yeux ont toujours eu lieu dans le décor d'un restaurant : au Au Khyber Darbar restaurant, à proximité du camp de conteneurs, pendant mon bénévolat chez Utopia 56 ou Chez Sammy sur la Main-street durant la période du Belfry Project.

Le Khyber Darbar restaurant est un repère de bénévoles d'Utopia 56, qui se mêlent aux Pakistanais appartenant au noyau familial gérant l'établissement. Il est réputé pour être un des meilleurs restaurants du bidonville. De construction assez traditionnelle dans le style néo-vernaculaire de la Jungle, il y règne une ambiance chaleureuse et sympathique : une télévision diffuse des films bollywoodiens, une petite bibliothèque concentre ouvrages de la littérature française et britannique, quelques livres pour enfants et des manuels scolaires, de grandes tables pour se retrouver et quelques canapés pour se reposer et profiter d'un thé agrémenté de l'ingrédient secret de Jack. Le tout est surplombé sur deux des côtés de la salle par une banquette recouverte de moquette sur laquelle on s'assoit en rond pour manger. La diversité d'usages et de personnes qui se concentre dans ce lieu lui donne un caractère tout bonnement incongru, il y a quelque chose qui rappelle les *concept stores* branchés qui fleurissent dans toutes les capitales occidentales.

Un midi, pendant la pause repas coupant une journée de travail à la Belgium Kitchen, alors que je partage naan et assiette de beens avec mes camarades bénévoles, un groupe de 6 blancs, équipés de matériel de tournage, s'installent autour de la grande table centrale. Ils sont habillés en tenue de ville, bien trop propres et « classe » pour le contexte du camp. Je les imagine échanger un « les gars, on est *way overdressed* ! » en entrant dans la Jungle, en bons représentants de la mondialisation qu'ils semblent être. Leur matériel de prise de son et d'image est sophistiqué et semble coûter outrageusement cher. Il y a un décalage très important entre eux et le reste des clients du restaurant (bénévoles et habitants). Saïd les accompagne.

01 cuisine\_02 décoration : tapisserie, dessin, écriture\_03 fresque\_04 table à manger centrale\_05 luminaire sous banquette, éclairage d'ambiance\_06 mur : fondation palette, sous-bassement bois, remplissage pare-soleil de voiture, tapis et draps, bâche



01 narguilé, chicha\_02 télévision\_03 cloison souple (rideau)\_04 réserve\_05 plan de travail\_06 façade vitrée (fermée de grillage)\_07 comptoir : assemblage de meubles démontés, présentoir : panneau de plexiglace\_08 salon de thé : canapé et tables basses\_09 coin bibliothèque\_10 banquette pour partager un repas, faire une sieste\_11 estrade, marche

Coupe et Plan du Khyber Darbar Restaurant.

Trentenaire marocain, Saïd dispose d'un réseau impressionnant dans le bidonville. Ils nous a aidés à récupérer des matériaux parmi les habitants en jouant de ses contacts durant le Belfry Project. Il fait partie des rares personnalités qui connaît tout le monde ou presque dans le bidonville, son réseau dépasse les communautés et les statuts, avoir son soutien est un avantage immanquable pour mener à bien un projet. Les raisons du pourquoi et du comment de sa présence dans le bidonville sont très obscures et il est difficile d'entendre deux fois la même version : « il est là pour aider un ami », « c'est juste un militant hyper-engagé », « il traîne dans un étrange trafic »... peu importe. Dans le restaurant, le malaise se crée à l'arrivée de ce qui semble être un groupe de journalistes. Un bénévole chevronné d'Utopia 56 est hostile à leur égard, il éprouve un profond mépris envers les journalistes et le monde de l'audio-visuel en général. Il se justifie en racontant une triste anecdote : l'équipe de tournage d'un film de seconde zone était venue filmer dans la Jungle pour ne pas avoir à reproduire des décors post-apocalyptiques en studio ou en post-production.

Le bénévole les interpelle et leur demande les raisons de leur venue, il demande aussi qui ils ont prévenu et s'ils ont demandé l'autorisation pour filmer les gens. Le responsable de l'équipe de tournage, subtil et compréhensif lui explique tout. Il s'agit d'un reportage pour une chaîne nationale venant dresser un état des lieux du bidonville, quelques jours avant son démantèlement. C'est Saïd qui leur suggère les gens à interviewer, en leur demandant leur accord au préalable. Le responsable de tournage prend bien soin de préciser qu'ils ne sont pas là pour montrer la misère, ils ne sont pas à la recherche d'histoires traumatisantes, leur seule aspiration est de montrer la réalité du camp, de capturer des instants du quotidien.

Satisfaits par leurs réponses, l'ambiance s'apaise et une série d'interviews débute au milieu du restaurant, un groupe d'amis pakistanais se porte volontaire. Pendant que le journaliste et

un technicien questionnent une personne, le reste de l'équipe technique est pris à partie par les pakistanais qui attendent leur tour. Il y a alors une inversion des rôles, les pakistanais intrigués par tout le matériel de tournage interrogent l'ingénieur son et le cameraman sur le fonctionnement de leurs « ustensiles », donnant lieu à des scènes cocasses autant dans les gestes que dans la représentation qu'on peut s'en faire depuis l'extérieur. C'est la rencontre de deux mondes que tout oppose, les dynamiques blancs acteurs de la mondialisation dans des habits de parisiens ambitieux blaguant avec les jeunes gens à la peau brune, aux vêtements de seconde main et à la modeste aspiration de franchir une frontière. Les chaussures en cuir cognac confrontées aux claquettes de piscine Adidas, ces souliers sont différents en tous points et pourtant la boue qui les recouvre ne fait pas de différence.

Cette scène surréaliste de mélange des classes est impensable dans une ville occidentale où chacun est et va là où il a sa place, où chacun doit adopter les mêmes codes pour être dans la norme. La confrontation de ces altérités si différentes rappelle ce qui peut s'observer lors de voyages touristiques où des tenants de la civilisation occidentale, en quête de dépaysement, vont à la rencontre de peuples considérés comme peu développés. Si factuellement cela n'apporte rien aux uns comme aux autres, cela a pour mérite d'ouvrir les esprits, de briser les préjugés et permet de comprendre qu'au final, les hommes ne sont pas si différents. C'est la mise en conflit, en contact de mondes si opposés qui donne à la Jungle son titre de « carrefour des mondes ».

## **La Frontière comme seuil ou comme barrière face à la mondialisation**

La frontière suppose l'altérité, le rapport à l'autre et c'est là où elle s'oppose au mur, qui met à distance, qui enferme et par extension qui tue la société, en épuisant les identités, l'existence se fait toujours dans un rapport d'intersubjectivité, inhérent à l'espace public, l'espace de la société. Les murs ne permettent pas d'entretenir ces rapports. Agier préconise, plutôt que la suppression des frontières, la reconnaissance que la frontière est partout là où il y a échange entre altérités. Ainsi la frontière est vecteur d'échanges et de rencontres, elle en devient productive. A Calais, la frontière est présente sous ses deux formes possible. Il y a la frontière en tant que mur, celle perçue par les États et la police, celle qui entrave et empêche, celle qui est mortifère. Ce mur qui se veut impasse, interdit tout dialogue entre la communauté qui se constitue dans le bidonville et le reste de l'agglomération, elle est maintenue effective unilatéralement. La frontière, comme seuil, est présente dans le camp partout où il y a la rencontre de différents mondes, entre occidentaux et néo-arrivants, entre les différents groupes communautaires, entre les individus. Bien que les objectifs des protagonistes de cette forme de frontière soit différents voire opposés, le seuil n'en est pas moins productif et bénéfique pour tous. De l'amélioration d'une condition à l'ouverture d'un esprit, de la tentative d'un passage à la stabilisation d'un habitat, d'une simple discussion à la construction d'un abri... la Jungle de Calais est ce carrefour des mondes où l'aspiration des uns bénéficient aux buts des autres, c'est ce point de friction qui conforte, maintient ou re-questionne.

Michel Agier voit les rapports de conflictualités comme ressources de dynamisation des processus sociaux. Il pense que la reconnaissance des frontières et des conflits est ce qui fait vivre la société, toutefois il faut rappeler qu'il fait « une opposition radicale entre conflit et violence ». Pour lui, la violence apparaît quand il n'y a plus de dialogue alors que le conflit est le moment des prises de parole, des volontés de reconnaissance. Le basculement du conflit vers la violence s'opère quand la frontière est un lieu de la mort et quand le dialogue s'arrête. Cette violence se justifie par une fascination et un culte de l'identité nationale, un dévouement aveugle à l'État-nation et donc une obsession de la frontière nationale, ce qui est paradoxal à l'heure de la mondialisation, où l'on veut toujours plus d'échanges en notre faveur. Le « bon sens » voudrait alors qu'on accepte la réversibilité des échanges. Ce paradoxe entre libéralisation de la société, déréglementation des marchés, accords de libre-échange... et crispation identitaire, repli national est révélateur de la crise que notre monde capitalisé subit.

« A partir du moment où on laisse mourir des personnes en Méditerranée, ou bien que l'on tire sur des migrants, le basculement est opéré de la frontière comme lieu de conflit vers la frontière comme lieu de violence. »<sup>43</sup>

Agier refuse d'admettre l'« identité malheureuse » de Finkelkraut, il préfère considérer le concept de « non-identité heureuse ». Il explique le repli identitaire observable en Europe en revenant sur son histoire. Pour lui, en Europe, cette puissance post-coloniale, « se répand une peur existentielle de perdre quelque chose, une peur d'être envahis parce que nous-mêmes nous envahissons un peu les autres ». C'est comme si, conscients des effets néfastes de l'impérialisme/colonialisme dont ils ont été les pourvoyeurs, les Européens craignaient aujourd'hui un retour de flamme. Il y a sans doute là une forme de résistance à la mondialisation ou au moins une sorte d'aveuglement à ce qu'elle sous-entend réellement. La définition donnée par les

43 : Michel Agier, *Du bon usage des frontières dans un monde cosmopolite*, Tous Urbain n°12,

géographes de la mondialisation stipule bien l'accélération des flux de capitaux, de marchandises, d'informations et d'hommes. Or à l'heure du capitalisme financier, cette définition est trop souvent à tort, amputée de son sens humain. Il y a donc l'opposition de deux façons d'entendre la mondialisation, d'une part, celle des pourvoyeurs du libéralisme économique qui s'attachent essentiellement aux capitaux et d'autre part, celle des défenseurs de l'Etat-nation, des nationalistes qui s'effraient des mouvements humains. Pour autant, ces flux sont concomitants et indissociables, la compréhension partielle du concept de mondialisation est à l'origine du malaise ambiant frappant la problématique des frontières.

« Qu'est-ce qui fait lieu pour des personnes aujourd'hui dans cette espèce de dissociation permanente de l'espace, de l'identité et de la culture ? » <sup>44</sup>

## **Code et comportement pour une acceptation sociale dans la Jungle.**

En entrant dans la Jungle, je deviens l'étranger. Ce que je pense être la norme chez moi ne l'est pas forcément ici. Je m'en rends compte lorsqu'un matin, alors que je vais acheter des cigarettes dans une échoppe de Main-street, Je reçois un briquet gratuit en guise de tentative de fidélisation. N'y étant pas encore habitué, j'exprime ma gratitude en joignant mes mains devant moi et en

44 : Michel Agier, op. cit.

me penchant, à la manière d'une prière. En me relevant je suis terrassé par le regard froid et décomposé du vendeur. J'éprouve un immense malaise. Quelle erreur ai-je commise ? L'utilisation d'un code chrétien face à un musulman est inadéquate, même si ce code exprime la gratitude. Quoiqu'il en soit, je suis en crise, je deviens comme le décrit Alfred Schütz, « l'homme qui doit remettre en question à peu près tout ce qui semble aller de soi aux membres du groupe qu'il aborde. »<sup>45</sup> L'étranger dans la Jungle devient une sorte d'enfant, qui doit (ré-)apprendre à se comporter dans une société différente. Les signes strictes et infantilissantes données par Utopia 56 prennent sens. Ici vous ne pouvez pas vous comporter comme d'habitude. Les attitudes pré-conçues ne sont plus la norme et seule l'observation et la mise en confrontation des comportements « autochtones » permettent l'appropriation du nouveau modèle culturel, ce qui sous-entend d'admettre l'impertinence de notre propre modèle culturel et donc le passage nécessaire d'un état de certitude à un malaise introspectif.

Néanmoins, dans la Jungle, l'étranger ne peut être autre chose qu'un étranger car la durée de vie du bidonville rend improbable toute assimilation. Le mieux qu'il puisse faire est d'être accepté en adoptant un comportement dans la norme de la société bidonvilloise, en témoignant sa compassion et en adoptant le mode de vie local. Pour être accepté sur le camp, il faut assimiler et respecter un certain nombre de codes aussi complexes que le presque état de nature du bidonville laisse présager. De façon non-exhaustive, ces codes concernent l'attitude, le comportement, le langage, l'apparence et les actions des individus. Si sur Main-Street le comportement normal n'est pas si différent de celui d'une rue commerçante de n'importe quel centre-ville, il s'avère bien dangereux de ne pas respecter les codes en vigueur lorsqu'on se perd dans le tissu anarchiquement congloméré de certaines zones. L'utilisation d'un appareil photo doit être préalablement accordée par le sujet ou le propriétaire du sujet de la prise de vue sous risque d'une altercation pouvant

45 : Alfred Schütz, *L'étranger*, Allia 2016

rapidement dégénérer. La norme est d'éviter le plus possible de prendre les visages en photo pour éviter de mettre en danger un habitant (qui pourrait être reconnu dans les médias ou sur internet par des proches, des détracteurs ou la police). D'après des militants d'Utopia 56, il est simple de lire les intentions des journalistes dans le bidonville : « il suffit d'observer s'ils prennent les visages en photo et surtout s'ils demandent la permission ». Ainsi, il est fort probable que des policiers en civils parcourent le camp pendant la journée à la recherche d'infractions ou d'informations stratégiques en vue du démantèlement, ajoutant une raison de plus de se méfier des photographes.

Un autre code primordial à intégrer dans la Jungle relève de la politesse. Si la plupart du temps tout le monde est souriant et avenant dans les rues, cela peut vite changer si on ne dit pas bonjour, si on ne se présente pas, si on ne fait pas preuve d'une courtoisie qui parfois doit être exagérée. Pour ne prendre aucun risque, il est de coutume de saluer systématiquement chaque personne ou groupe que l'on croise lors de ses déplacements, tous ceux dont on accroche le regard. Saluer quelqu'un c'est admettre son existence, c'est lui signifier qu'on le voit, qu'il n'est pas rien. Regarder quelqu'un dans les yeux sans lui dire bonjour c'est reconnaître son existence mais aussi signifier qu'il n'a pas de valeur, qu'il ne mérite pas notre attention. Saluer les individus que l'on croise, c'est aussi s'intégrer dans la vie du camp, c'est en quelque sorte prouver son utilité, du moins prouver qu'on est pas là en touriste, qu'on est pas là en safari. Je ne peux m'empêcher de penser au film *La Haine* de Mathieu Kassovitz ou au récent scandale autour de Bernard de La Villardière à Sevran, où les journalistes, tous issus d'une classe supérieure hyper-urbaine, se montrent incapables de s'adapter aux codes de la banlieue. En reproduisant leur comportement d'habitants de la ville, ils font preuve d'un irrespect que les « autochtones » de la banlieue ne manquent de relever, donnant lieu à des scènes dommageables. Oublier ou manquer une salutation semble équivaloir à une insulte, en tout cas le fautif écope en retour, d'une insulte ou

d'un regard glacial pétri de mépris.<sup>46</sup> Il y a là ce qui me semble être une épuration des relations sociales, un retour à l'essentiel qui parfois paraît exacerbé. L'antipathie n'a pas sa place dans la Jungle, le respect y est de mise.

Les codes et les normes comportementales sont très variables selon la condition urbaine d'un quartier, ils sont les marqueurs d'un degré d'urbanité ; par extension ces codes agissent comme des baromètres sur l'échelle sociale. De plus, ils ne peuvent être effacés ou transposés l'un sur l'autre. Le non-respect des codes propres à chaque situation peut mettre en danger la cohésion sociale voire la paix civile. Dans le cas d'un habitant du bidonville voire d'un individu de banlieue propulsé dans un centre gentrifié, son non-respect des codes le disqualifie automatiquement de sa condition d'urbain, et, le cas échéant, le propulse au commissariat. Dans le cas inverse, celui de la présence d'un individu dit de la classe supérieure dans un territoire relégué, l'importation de ses codes sera vécue comme une provocation et un irrespect. Je suppose qu'il n'est pas rare que les incidents déplorés dans la Jungle entre occidentaux et migrants aient pour causes une maladresse comportementale ou le non-respect des codes en vigueur.

On peut conjecturer que le seul moyen pour un occidental d'être accepté comme un membre à part entière de la communauté bidonvilloise, comme un local par les habitants de la Jungle, serait qu'il ait, après avoir assimilé les codes, une expérience affinitaire : soit qu'il ait traversé les épreuves du parcours migratoire, soit qu'il ait la velléité de les aider à franchir La Manche. C'est sans doute pour cela que les activistes No Borders et leurs cousins « Zadistes » sont acceptés sur le camp, qu'ils peuvent s'y installer

**46** : Je me risque et m'amuse à une référence populaire révélant que ce comportement n'est pas unique à la Jungle. Le rappeur Vald, qui pour beaucoup incarne pertinemment la société contemporaine par la conscience de l'inconscience et de l'absence de morale. Avec son morceau Bonjour, il nous montre (dans son style) que dans une société où la morale disparaît peu à peu et l'éthique est reléguée au second plan, seule la courtoisie peine à subsister pour conserver des rapports non-hostiles avec ses semblables. La référence étant farfelue, le morceau Urbanisme 11.43 AM, autorise plus d'extrapolation : Vald, dans un ton faussement sarcastique se moque des représentations pré-conçues systématiquement utilisées pour stigmatiser et exclure les populations déclassées : banlieue, bidonville?

et entretenir des rapports d'entre-aide, quasi-fraternelle avec beaucoup d'habitants du camp. Il y a plusieurs autres cas de baroudeurs occidentaux engagés s'étant installés dans le bidonville, parfois au sein même d'une communauté.

## **Figures et exclusion : quel statut pour les exilés face à la tentative d'intégration ?**

A partir du constat sur la frontière en tant que seuil, Agier se lance à la recherche d'un cosmopolitisme ordinaire. Autrement dit, il réfléchit à l'intégration et l'assimilation des réfugiés à une société. Il pense que l'individu cosmopolite est, d'une certaine manière, frontalier, c'est à dire caractérisé par une conception de l'altérité comme vecteur d'échange et de dialogue... Il met alors en place trois figures non ethniques car universelles de passeurs de frontières : « le paria » « le métèque » et « l'errant ». Dans ces figures, il y a encore ce rapport au conflit car il y a confrontation de nos modes de vies, de la façon dont l'individu a été élevé... mais c'est ce qui est le catalyseur des sociabilités ; l'échange sur nos différences nous permet de les assimiler. C'est donc bien l'altérité qui est génératrice « d'intégration ». C'est à travers la confrontation culturelle que sous-entend conflit et altérité que l'étranger<sup>47</sup> peut effectuer un ajustement social lui permettant d'intégrer les normes et les mœurs de la société hôte.

47 : Alfred Schütz, *L'étranger*, Allia 2017

## LE METEQUE

La première figure est celle du métèque : le sans-papier, aux multiples origines, mais sans patrie, il est urbain et il travaille. Il peut être le concierge d'un immeuble, le commis d'un restaurant... Même s'il est actif dans l'économie, qu'il apporte un service réel à la société, le métèque reste politiquement et socialement indésirable : il n'a pas le droit à la cité, pas le droit au droit. Typiquement le métèque est le migrant ayant atteint le Royaume-Uni, ayant rejoint un réseau familial et communautaire, il n'existe pas aux yeux de l'État mais pourtant sert son intérêt. Il s'intègre dans une société communautaire imperméable. Le métèque est donc capable de réussite sociale et économique qui toutefois se borne aux limites de sa communauté allochtone. Un regard suspect lui est porté par les autochtones car aucun rapport d'altérité n'a été engagé. Il est possible de transposer la figure du métèque dans la Jungle de Calais : ils sont ceux ayant réussi à améliorer leur condition et qui se situent en haut de l'échelle socio-économique du camp. Propriétaire d'un restaurant ou d'une échoppe, il est actif dans la société française puisqu'il fournit, en quelque sorte, une aide humanitaire que l'État est incapable de fournir, pourtant il reste indésirable et sa réussite paraît suspecte : il est soupçonné d'avoir réussi grâce à un réseau mafieux ou louche.

## LE PARIA

La figure du paria, emprunté à Hannah Arendt <sup>48</sup>, provient originellement des intouchables dans le système de castes indiennes. Le paria est celui dont on ne veut pas s'approcher. Arendt oppose le paria au parvenu. Le parvenu est celui qui a réussi à se hisser au sommet de la société et dont le succès est vu comme suspect, on peut penser que le parvenu d'Arendt est aujourd'hui devenu le métèque d'Agier. Arendt s'appuie sur son expérience de juive au début du XXème siècle, la condition des apatrides contemporains n'a que très légèrement évolué depuis. La solution de l'encampement est une réponse de plus en plus mondiale d'un gouvernement face à la question sans solution de

**48** : Hannah Arendt, *L'Antisémitisme*, chapitre III « Les Juifs et la société », « Entre le paria et le parvenu »

l'accueil de l'exilé. L'État considère que, dans ces lieux, des gens qui n'ont pas le droit d'être là, sont tolérés mais sous surveillance policière. Le camp de Calais en est un exemple éloquent, c'est bien l'État dans l'exercice de sa souveraineté nationale qui l'a créé pour répondre à l'affluence grandissante des migrants à Calais. La recrudescence des squats en ville a poussé l'État à agir suite aux appels à l'aide des institutions locales. Cela nous renvoie à Hannah Arendt ou à Zigmunt Bauman qui considèrent que la géopolitique et l'économie mondiale produisent du surnuméraire, du déchet humain et cet excédent d'humanité trouve sa place dans ces lieux ou plutôt ces « hors-lieux » que sont les camps. Le paria est celui qu'on met en quarantaine, qu'on cache à la société. Si le paria est marginalisé dans la ville, il est doué d'auto-fabrication urbaine et par extension sociétale comme le prouve la Jungle de Calais. Le paria effraie donc la société hôte, il est voué à l'exclusion et l'entre-soi sans jamais avoir la possibilité de revendiquer son altérité.

#### L'ERRANT

La troisième figure, l'errant, renvoie au nomadisme et toute la poésie que cela sous-entend ; mais au delà de ces visions fantasmées, l'errant, comme le décrit Enzo Traverso,<sup>49</sup> est jusqu'à la création de l'état d'Israël, en 1948, le juif cosmopolite. Celui qui n'est jamais vraiment quelque part, qui essaie de se faire une place mais qui ne sera jamais vraiment intégré et qui tire de cela une certaine intelligence. L'errant s'appuie sur une diaspora pour exister, il a en ce sens, un caractère très contemporain et il est pertinent face à la mondialisation et la logique de flux. L'errant est celui qui tire bénéfice de son altérité car il n'est pas dans une logique d'assimilation mais plutôt de métissage, de syncrétisme. Il a trouvé la balance dans son ajustement social pour être accepté par l'hôte en tant qu'étranger. L'image du juif errant s'est perdue avec l'intellectualisme juif et l'obsession d'un territoire national, l'obsession identitaire d'Israël.

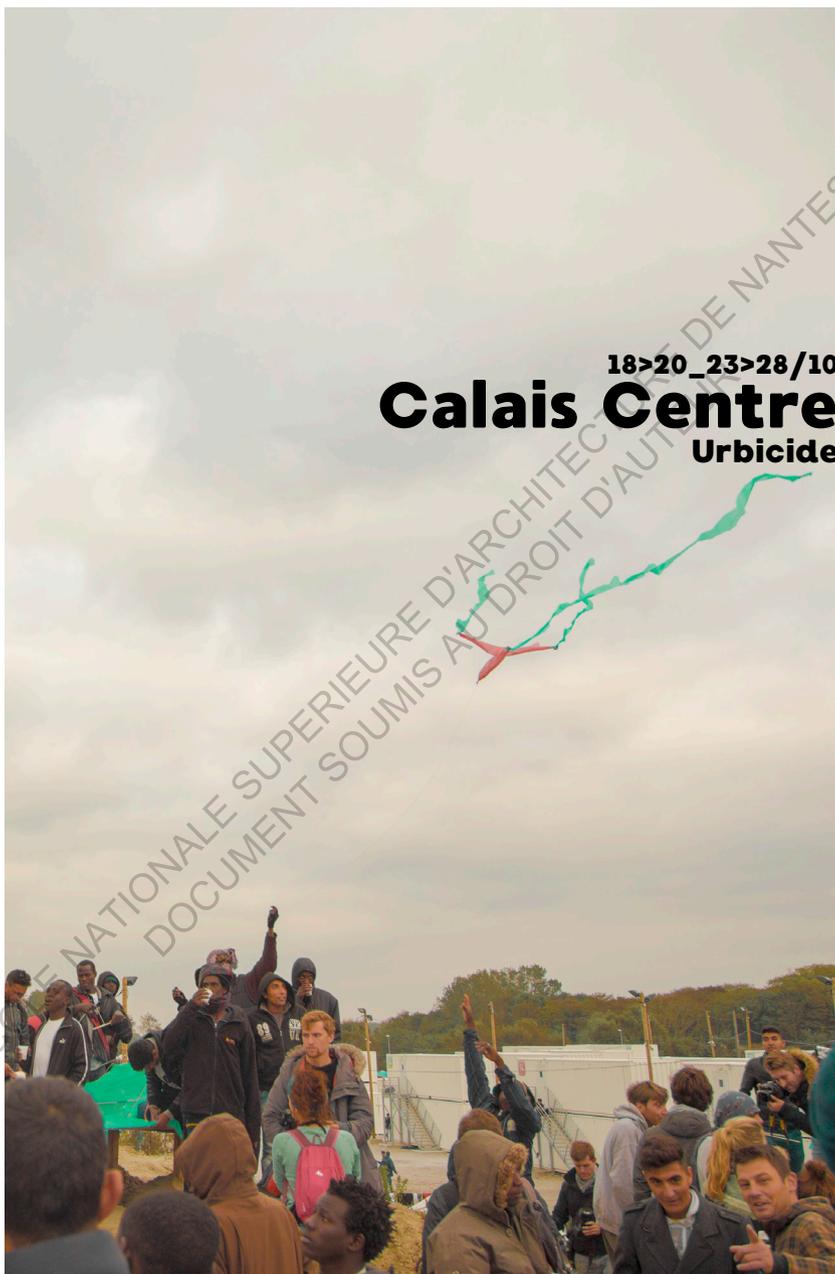
49 : Enzo Traverso, *La fin de la modernité juive*, Paris, La Découverte, 2013

Toutefois, la figure de l'errant reste très présente encore aujourd'hui, sous de nouvelles formes bien plus funestes. La figure de l'errant se retrouve dans Soleiman, le protagoniste du roman Eldorado de Laurent Gaudé, paru chez Actes Sud, en 2006. Ce jeune exilé soudanais incarne du fait de son parcours migratoire, la souffrance, la violence mais aussi la patience et le courage qui sont caractéristiques de l'errance. Ce roman dépeint un portrait contrasté, sensible et effrayant de la migration, il révèle la phobie identitaire européenne qui, avec le capitaine Salvatore Piraccie protégeant la « forteresse Europe » ne fait que générer violence et souffrance. Aujourd'hui, le dispositif Frontex ne paraît pas clairement « efficace » pour empêcher les migrants d'atteindre l'Europe.

Dans la Jungle de Calais, l'errant est le bienveillant occidental. Considéré comme un étranger dans la société bidonvilloise, il n'a aucune velléité de s'y intégrer mais il est accepté pour ce qu'il est. Il fournit un service, participe à la vie du camp, le temps de sa présence et s'efforce de ne pas se comporter en contradiction avec les mœurs locales.

Les figures mises en place par Agier nous informent sur le rapport qu'une société entretient avec « ses » étrangers. La Jungle de Calais les concentre toutes en son sein, il suffit de changer la focale pour alterner entre les figures, de la plus excluante à la plus tolérante. Cette juxtaposition des figures dans le même lieu lui confère des définitions multi-scalaires. Le camp est à la fois figure d'exclusion pour l'État, d'intégration pour ceux qui le traversent et sécurisante pour ses habitants.





18>20\_23>28/10

# Calais Centre

Urbicide

## **Équilibre hétérogène et violence légitime vers l'envenimement d'un potentiel agressif**

« Le bidonville comme tout établissement humain spontané obéit à la loi de la diversité nécessaire » Les groupements humains vivent à l'abri de l'hétérogénéité. Colette Pétonnet nous a appris que l'hétérogénéité est source de conflit salutaire, elle permet la mise en place d'une complémentarité solidaire entre les groupements ; toutefois le noyau familial, à l'origine des foyers d'installations doit être protégé de tout conflit car il est la principale source de sécurité pour l'habitant du bidonville. Pour maintenir cette sécurité du noyau familial, pour éviter qu'un groupe entre en conflit destructeur au sein de sa communauté, il doit décharger son potentiel agressif, qui est naturel à tout homme. Ce potentiel agressif s'oriente sur un groupe extérieur à la communauté. En effet la population du bidonville n'est jamais pure, elle est forcément constituée de différents groupes. Cependant l'hétérogénéité doit être contrôlée pour éviter que le bidonville ne succombe à des guerres intestines. Le potentiel d'agressivité doit être contrôlé. Il risque d'être exacerbé en cas d'invasion d'un groupe aux mœurs incompatibles, d'un groupe rival. Ce rapport est purement numérique, un groupe ne constitue une menace que si le rapport de force se déséquilibre, autrement dit que si le nombre des représentants d'un groupe dépasse celui d'un autre groupe. Il est très difficile de maîtriser et de sauvegarder un équilibre car du fait de son caractère transitoire la population du bidonville est instable à cause des départs et des arrivées réguliers. En effet, le bidonville est soumis à la loi de mobilité inhérente à un premier établissement conçu comme provisoire et temporaire. De surcroît, ces mobilités sont sur-activées par les démantèlements réguliers des bidonvilles par les

forces de l'ordre. L'équilibre entre les groupes familiaux sont plus facilement maîtrisables lorsque le bidonville est réduit et qu'il n'est pas soumis à des pressions externes. L'exemple qu'utilise Colette Pétonnet pour expliquer la fragilité de cet équilibre et la permanence de ce potentiel agressif est très parlant.

« C'est ce qui arrive à Four à Chaux. L'information suivante nous fut fournie spontanément par un enfant (d'origine portugaise) : « C'était moins agréable avant, pendant le temps où il y eut ici beaucoup d'Arabes ? Il y avait de vraies batailles entre eux et nous. Ils sont méchants quand ils sont nombreux. De trois, ils étaient passés à une bonne quinzaine dans une baraque et un camion. C'étaient des hommes seuls. Il y avait trois frères, un déconnait toujours. On se disputait avec eux tout le temps pour pas grand-chose. Ils ne pouvaient pas supporter qu'une de nos poules passe devant leur porte. Un jour, un a sorti son couteau, alors mon oncle Abel a acheté une carabine et il leur a fait peur avec. Et on leur a jeté des pierres. Après, quand la police est venue les vider, il n'est resté que les trois. Ils sont devenus doux comme des agneaux, très polis. » Le groupe arabe s'est constitué à partir des trois frères, comme s'était constitué le groupe portugais avec qu'il a rivalisé et qui a craint de perdre sa suprématie d'abord et son terrain ensuite. Les Portugais se sont plaints à l'autorité française, sachant que les « célibataires » sont les plus pourchassés, non pour rétablir l'ordre, la carabine y suffisait, mais pour stopper la progression du groupe arabe qui se serait poursuivie et qui ruinait l'équilibre. Par contre, les trois frères sont restés avec la complicité des Portugais, par droit d'ancienneté peut-être, ou pour éviter des représailles, ou parce qu'ils participaient à l'équilibre précédent (à condition de ne pas s'accroître). » <sup>50</sup>

Cet équilibre communautaire est comparable à ce que Colette Pétonnet a observé dans les quartiers anciens. Quand différents groupements communautaires cohabitent dans un quartier, des relations d'interdépendance naissent, or un déséquilibre semble apparaître quand l'un des groupements s'étend « trop »

<sup>50</sup> : Colette Pétonnet, op. cit.

par rapport aux autres. Toutefois ce n'est qu'une illusion car les micro-majorités ne sont pas des entités homogènes, elles sont constituées de plusieurs noyaux familiaux qui, même s'ils sont originaires du même pays, ne proviennent pas de la même région. La dénomination ethnique ne suffit pas à faire une communauté homogène. Si bien qu'il n'est pas rare d'avoir des tensions au sein même de micro-majorités entre différents noyaux familiaux.

A Calais, par exemple, il existait des tensions entre les différents groupes communautaires, par exemple entre les Afghans et les Soudanais. Ces tensions inter-ethniques se font surtout pour la dispute d'espace, seule vraie ressource du camp. Un réfugié soudanais m'a raconté qu'il avait été insulté et bousculé pour la simple raison de sa présence dans une partie du camp dite afghane. D'autre m'ont parlé d'incendies criminels dans le but de s'accaparer une parcelle donnant sur la Main Street. Le racisme n'est pas la raison première de cette agressivité, il n'est que la conséquence. C'est l'état d'aliénation matérielle et le désœuvrement forcé entretenu par la police et la politique exclusivement coercitive de l'État vis à vis des réfugiés qui sont la source de cette agressivité. On m'a aussi beaucoup relaté des histoires de bagarres au sein même de communautés. Un proverbe populaire illustre parfaitement l'agressivité sur le camp de Calais : « Rien n'est plus dangereux qu'un animal poussé dans ses retranchements ». On peut le comprendre ainsi : l'agressivité est naturelle quand on est maintenu dans un état d'extrême précarité et que on n'a l'impression de ne plus être maître de son avenir. Alors le potentiel agressif est exacerbé et les équilibres communautaires sont chamboulés.

L'exemple de l'incendie du camp de la Linière à Grande Synthe en avril 2017, conséquence directe du démantèlement de la Jungle de Calais, illustre parfaitement la thèse de Colette Pétonnet. Initialement habitée en majorité par des Kurdes, la destruction de la Jungle de Calais a provoqué l'arrivée d'une

large communauté afghane, doublant presque la population du camp en la portant à environ 1500 individus, bien au delà des capacités prescrites. La surpopulation et les conditions de vie dégradées qu'elle a provoquées s'ajoutant à un déséquilibre communautaire ne pouvaient qu'entretenir l'accomplissement d'un potentiel agressif : la nuit du 10 avril, une rixe entre Afghans et Kurdes éclate, comportant entre 200 et 500 individus, elle provoqua un incendie colossal ravageant la majorité du camp et entraînant des dizaines de blessés.<sup>51</sup>

Au delà des rapports de force propres aux communautés du bidonville, le monopole de la violence légitime par l'État <sup>52</sup> et son utilisation abusive par les forces de l'ordre maintiennent le bidonville dans une instabilité structurelle qui ne peut qu'exacerber les tensions internes. L'incapacité et l'impossibilité de se défendre entretiennent et accroissent le potentiel agressif au sein du bidonville. A Calais, haut-lieu de la question migratoire en France, la police et l'État, pour des raisons évidentes en apparence, se doivent de montrer toute la fermeté envisageable. Ainsi de façon assez inédite en France au XXIème siècle, la police a ré-inventé la dissuasion par la violence, une stratégie qu'on pensait disparue et qui n'est pas sans rappeler les heures les plus sombres de notre Histoire. Je n'ai personnellement pas été témoin de débordements (il conviendrait de définir ce qu'on entend par débordement mais on risquerait de tomber

**51** : Jean-Michel Decugis , *Grande-Synthe : le camp de migrants ravagé par un incendie après une rixe, 21 blessés*, [Leparisien.fr](http://Leparisien.fr) 10/04/17

**52** : Le terme de violence peut paraître exagéré, fermeté ou sévérité seraient peut être plus adéquats car violence a une connotation négative qui s'accorde difficilement avec légitime. On pourrait penser que la violence n'est légitimée que par les régimes dictatoriaux, ce qui n'est pas le cas de la France. Toutefois, il me semble approprié car même si l'utilisation de la violence est contraire à l'État de droit, Calais n'en semble pas en bénéficier. De plus, c'est en apprenant que la police n'a désormais plus besoin de mandat pour entrer chez les étrangers clandestins que j'ai décidé de conserver cette formulation, ce décret entre en contradiction directe avec les principes de l'Habeas Corpus sur la liberté de sûreté.

Raphaël Godechot et Claude Peschanski, *Internement à la française*, Le Monde Diplomatique, mai 2017

dans le sensationnel) néanmoins deux indicateurs me portent à envisager l'extrême brutalité dont la police est prête à faire usage. D'abord, il suffit de se promener dans le no man's land ou dans les zones en bordure de bidonville, plusieurs jours de suite, pour constater que, sur la lande, les grenades lacrymogènes poussent « comme les cèpes d'une forêt de Dordogne en automne ». Utopia 56, durant le démantèlement de la partie sud, « s'est amusé » à remplir des sacs poubelles de cadavres de grenades : la quantité est telle qu'une architecture à base de capsules lacrymogènes pourrait être envisageable, on parle ici de plusieurs centaines d'unités ramassées en quelques jours. Ensuite, après avoir entendu tellement d'histoires dans tellement de bouches, constaté des blessures trop fraîches pour avoir été commises autre part qu'à Calais, je ne peux que croire que les forces de l'ordre, en harcelant chaque nuit ou presque le bidonville tentent de réduire l'afflux de migrants à Calais. On peut s'interroger sur la pertinence de cette stratégie puisque les migrants sont déjà là, peut être veulent-ils les faire repartir.

La question de l'agressivité du camp de la Lande s'exerce donc à plusieurs niveaux. A première vue le potentiel agressif se joue à l'échelle de la société bidonvilloise en elle-même comme le suggère Colette Pétonnet : un équilibre inter-communautaire doit être trouvé et ajusté au sein des noyaux familiaux au gré des départs et des arrivées afin de réduire les rivalités générées par l'incompatibilité des modes de vies et des mœurs. Toutefois, à Calais, le potentiel agressif est entretenu et exacerbé par une force extérieure au camp. La police, en plongeant le bidonville dans un climat d'insécurité et de peur, injecte et maintient tensions et violence dans les veines mêmes de la société bidonvilloise. Le monopole de la violence légitime par la police génère des réactions divergentes au sein des habitants, potentiellement suffisantes pour mettre le feu au poudre. Doit-on fuir ? Doit-on riposter ? Qui est légitime d'un tel choix ? Il n'en faut pas plus pour provoquer rixes et émeutes au sein de la Jungle. L'observation de l'expression de la violence dans les bidonvilles,

de ses causes et de ses effets révèle les mécanismes entravant la stabilisation d'une forme urbaine, lui interdisant un potentiel droit à la ville. Les engrenages en jeu rappellent le processus de ghettoïsation, où en excluant une population hétéroclite et en lui exerçant un rapport coercitif indiscutable, des zones dites de non-droit sont engendrées. Il y a alors instrumentalisation de la violence, la violence provoque la violence avant de désigner la violence comme appareil d'exclusion : le serpent se mord la queue. La pirouette politique ne peut qu'avoir une influence néfaste sur la fabrication de la ville. On refuse l'Etat de droit à la Jungle de Calais expressément pour éviter sa stabilisation et parallèlement on lui reproche de ne justement pas être un Etat-droit. La police, en outre-passant son pouvoir d'organe responsable de la violence légitime et en s'interdisant d'entrer dans le bidonville ou le ghetto, ne fait rien d'autre que d'attiser l'insécurité, légitimant ainsi certaines volontés politiques. N'est-il pas dangereux que la police devienne l'instrument de l'appareil politique ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS LIBRE



Quelques jours avant le démantèlement, la police est entrée dans la Jungle (se cantonnant sur Main-Street) profitant du calme matinal pour placarder des pré-avis de fermeture forçant l'arrêt de l'activité des 78 commerces et restaurants du bidonville. Cette intervention marque le début du démantèlement, le bidonville est encerclé, toutes les sorties et entrées sont méticuleusement contrôlées, les livraisons, même de nourriture sont interdites.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## **Le camp : non-ville ou générateur urbain, l'épineuse question de sa gouvernance ?**

Les camps, les quartiers de migrants doivent agir comme un tremplin pour accéder à la ville, sous entendu à la société. Pour Agier, cette vision d'ethnologue semble inconnue des humanitaires, géopoliticiens, qui s'obstinent à dramatiser les camps, ce qui n'a pour effet que de jouer sur les peurs d'un côté et d'infantiliser les migrants de l'autre. Les camps sont aussi des lieux fréquentables, où l'on vit, que l'on peut étudier, observer. On peut même en faire une histoire, l'inscrire dans une histoire, dans la fabrication d'une ville. Ensuite, les premiers arrivants, les vagues successives négocient leur position et l'accès aux ressources et enfin ceux qui arrivent en dernier comme réfugiés ont affaire aux associations humanitaires. Quand plusieurs générations de réfugiés cohabitent, la notion même de réfugié disparaît naturellement. On se définit alors autrement, par son rôle, sa place dans un réseau, les ressources qu'on possède ; les gens se définissent en fonction d'eux mêmes et de leur histoire avant d'invoquer leur origine. Dans le cas de l'encampement, la principale ressource est l'espace, c'est un lopin de terre dans un camp, un recoin dans un squat, un lit dans un container... Cet espace prend une valeur marchande, il se négocie, s'échange. Les nouveaux arrivants travaillent aux services des propriétaires pour y avoir accès, des services sont rendus en échange de quelques mètres carrés. Période de crise oblige, ces ressources sont exacerbées et sur-valorisées :

« Dans le squat de Gaza Hospital à Beyrouth, c'est l'espace même du squat qui fait l'objet de négociations. Deux ou trois familles, plus débrouillardes, présentes dès le début (en 1987), ont commencé à mettre des cloisons à l'intérieur du squat. Avec

l'arrivée des réfugiés syriens, les loyers augmentent dans le lieu illégal. A partir de cette exacerbation de la ressource, des différences sociales émergent à l'intérieur du camp », des conflits, des alliances, des familles se créent, tout une vie politique émerge. Ainsi avec l'étude de ces figures, « de ces lieux dans lesquels une nouvelle forme de vie sociale et urbaine se crée, des brouillons de ville se constituent, qui nous disent sans doute quelque chose de ce que pourront être les conditions de l'habitation dans un monde de plus en plus mobile. » <sup>53</sup>

Le campement est à la fois une situation marginale et dans une certaine mesure un archétype ou un prototype d'une installation urbaine balbutiante. Il est difficile d'avoir un regard panoptique sur la gouvernance du camp face à la gestion des ressources car parallèlement à la tentative d'organisation que prennent en charge les institutions (HCR par exemple) ou les ONG, se crée une gouvernance propre à la société communautaire émergente. Dans la Jungle de Calais, où l'État se refuse d'entrer, les associations tentent d'instaurer un semblant de vie politique s'octroyant des droits de décision à la légitimité de l'aide humanitaire qu'elles apportent. Toutefois elles ne peuvent parler à la place des habitants du bidonville, c'est pour cela que des chefs communautaires, désignés parmi les habitants par un certain nombre d'entre-eux prennent en charge le rôle d'interlocuteurs avec les ONG. Il y a là un point sensible à soulever. Les conditions d'élections de ces chefs sont obscures et leur légitimité est discutable du fait de l'extrême instabilité numérique de la population du camp. Toutefois, leur parole est écoutée et entendue par les associations. A l'instrumentalisation dont ces chefs peuvent être les victimes depuis l'intérieur du camp s'ajoutent les pressions individuelles provenant de l'extérieur pouvant influencer sur des décisions affectant l'ensemble du camp. Il y a la confrontation d'un modèle anarcho-libéral et d'une parodie de démocratie générant tensions et incompréhension pour ses habitants.

La fin du Belfry Project et le nettoyage de la dune par les associations, quelques jours avant le démantèlement permettent de se faire une idée de cette confrontation. Après le départ de Calais des étudiants du Sandberg Institut, il était prévu que les activités (au moins la distribution de thé) soient perpétuées par des militants de la ZAD Notre-Dame-des-Landes fraîchement arrivés sur le camp. Toutefois, un après-midi, un chef communautaire vient vers nous afin de nous demander de détruire toute l'installation, il est accompagné d'un bénévole d'une ONG britannique. Il semblerait que la police ait directement ordonné à l'ONG que la dune soit nettoyée. Ensuite l'ONG s'est entretenue avec le chef communautaire, lui promettant violence et instabilité si la démolition n'avait pas lieu. Le chef communautaire craint que la destruction du beffroi par la police soit source de tensions et d'affrontements, il refuse qu'il soit utilisé par des militants extérieurs au camp comme moyen de défense, ce qui aurait donné lieu à des scènes traumatisantes pour les habitants du camp. Il n'est pas de notre ressort de décider de l'avenir du projet et nous avons donc laissé les habitants démanteler l'installation de la dune.

Une rumeur s'est propagée dans le bidonville durant le temps du projet, en effet plusieurs associations pensent qu'à l'instar des colosses de bois du festival Burning Man, le beffroi de la Jungle avait pour vocation d'être incendié comme un acte politique. Plusieurs fois durant le projet, des responsables humanitaires sont venus nous trouver pour nous faire part de leur inquiétude sans jamais réellement chercher à comprendre. Il est indéniable que le projet avait une dimension revendicatrice, toutefois son essence n'était pas contestataire, c'était de révéler ce qu'il y a de plus beau dans le camp et sa capacité à rassembler et mélanger les communautés est le témoin de cet objectif. Le potentiel fédérateur du projet fut salué par de nombreux acteurs du camp durant toute sa durée de vie, d'autant qu'il est difficile de faire se rencontrer les communautés autour d'événements publics. Il a permis d'attirer l'œil des journalistes et d'offrir à l'opinion

publique,<sup>54</sup> une image plus véridique de ce qu'est la Jungle. Il est toutefois certain que le projet n'a pas fait l'unanimité et qu'il a été considéré par beaucoup comme inutile au vu de la fin imminente du camp.

D'un autre côté, le projet a été instrumentalisé par la police qui y a vu une tour de guet et donc une volonté de résister au démantèlement, légitimant ainsi la violence du démantèlement. On peut conjecturer que la peur légitime de représailles policières, une rivalité inter-associations sur la gouvernance du bidonville ou simplement le symbole de bonne volonté face aux autorités, sont à l'origine de la destruction du projet par les habitants du camp. Quoiqu'il en soit, le presque état de nature dans lequel baigne le bidonville, le rend vulnérable aux manipulations politiques qui empêchent d'atteindre une certaine forme de paix civile : il y a là autant de preuves de l'échec d'un modèle purement libéral et de la perversité bancaire d'une tentative de gouvernance. L'entre-deux politiques dans laquelle se trouve la Jungle est sans doute l'une des raisons qui ne lui permet pas d'atteindre un état de droit auto-géré.

**54** : Sandra Alloush Haddad et Tarrek Haddad, *Dans la Jungle de Calais, la musique et les arts ont leur place*, Arte 20/10/16 (vidéo)

,L'humanité, *Pas en notre nom*, 25/10/16

## **Le Bidonville ré-interroge et prospecte sur la fabrication de la ville et le rôle des architectes.**

La posture de Cyrille Hanappe préconise une amélioration par le haut des quartiers précaires comme la Jungle de Calais qu'il considère comme une nouvelle ville-monde. Il choisit de voir les qualités de l'urbanisme de la Jungle, l'auto-construction de ses baraques qui proposent des stratégies de « bidouille » pour fournir un confort relatif face aux conditions extrêmes. Des savoir-faire constructifs sont présents sur le camp, ils sont issus d'un apprentissage empirique en fonction des contextes géographique, politique et climatique. Les matériaux sont assez similaires dans tous les camps et témoignent d'une réelle intelligence architecturale pour fournir solidité, étanchéité, isolation et ventilation avec le strict minimum. Hanappe n'est pas tant le défenseur de ce style pauvre mais il y voit les fondations d'une amélioration possible.

La question que pose Hanappe est : doit-on condamner la Jungle de Calais à un cadre de vie infernal en l'empêchant d'évoluer ? Hanappe rappelle que le bidonville est la forme urbaine qui connaît le plus fort développement à notre époque, il estime qu'un tiers de la population mondiale y vivra d'ici 2030, soit environ deux milliards de personnes. En se référant à Rem Koolhaas, Hanappe voit dans le bidonville un nouveau modèle de ville générique, affranchi de la ville historique, de la ville moderne.

De nombreux experts de la ville précaire ont démontré que la politique de démolition-relogement qui a été suivie jusqu'à

présent par l'État n'est pas un modèle valable. En effet, en plus d'avoir un coût exorbitant, cette stratégie brise les réseaux de solidarité existants et casse les tissus économiques fragiles qui se développent dans les camps, au lieu de les soutenir, de les renforcer. Pour Hanappe :

« Il faut sortir du mythe qui subsiste depuis 1970, des miséreux heureux de quitter leur quartier insalubre pour habiter dans un logement social neuf dans un ensemble désincarné. » <sup>56</sup>

Tout l'enjeu pour Hanappe, est d'améliorer l'existant pour que les habitants puissent mieux en sortir, et cela passe par l'entretien d'un réseau viaire, la gestion des ressources en eau (récupération, distribution, évacuation), la sécurisation du territoire, la pérennisation de certaines structures et une signalétique lisible et compréhensible de tous. C'est en réglant ces principaux problèmes du camp qu'on autorisera la conception d'une nouvelle ville-monde légère, mobile, recyclable et ouverte à tous. Le but étant de pouvoir jouir du droit à la ville, qui emmène aux droits humains fondamentaux.

Quoiqu'il en soit, Hanappe propose une re-définition du métier de l'architecte et plus généralement met en évidence une nouvelle façon de fabriquer la ville. Cette vision est d'après lui, on ne peut plus contemporaine car elle est l'émanation pure du libéralisme, même si elle évacue la logique d'économie mondialisée. L'ubérisation de la fabrique de la ville ? L'architecte ne construit plus du tout ou plus de la même manière. Il s'affranchit des normes et des codes puisqu'il n'est plus responsable de la fabrication du lieu de la vie. C'est le vivant qui définit alors le cadre de sa vie. Dans le bidonville, l'habitant livré à lui-même a la responsabilité d'édifier son abri, de l'entretenir et de l'améliorer. Il en va de même pour le commerçant, l'artisan, le professeur...etc. Alors l'architecte tel un plombier ou un électricien utilise son expertise pour résoudre les problèmes techniques liés à la construction. Aussi cette re-définition du rôle de l'architecte

55 : Cyril Hanappe, *Calais : « jungle future ville », Libération 08/09/2015*

peut être empruntée à Bouchain ou au couple Kroll : il est celui qui transmet les outils, qui sensibilise aux questions architecturales et urbaines, qui fait de la médiation : sa responsabilité n'est pas dans la conception mais dans la pédagogie. Pourtant l'architecte doit savoir concevoir et construire mais cette pratique se réduit inévitablement à des commandes et des programmes très spécifiques.

Cette définition peut s'illustrer par un épisode vécu durant le Belfry Project et raconté de manière romancée dans mon rendu de projet Borderline Hospitalité Créative.

« Il m'interpelle, il cherche un marteau. Je le reconnais, il fait partie des 4 jeunes Erythréens dont le Shelter a brûlé cette nuit. Ce matin, quand toute l'équipe est arrivée sur la dune, il était là, surplombant la zone, constatant les dégâts. Ensemble, nous nous approchons de l'établi où sont les outils. Je lui tends un marteau et une scie, il prend une poignée de pointes qu'il met dans les poches de son jogging. Il redescend la dune.

Un peu plus tard je le rejoins, Pierre est là aussi. Il aide les migrants à nettoyer et à consolider ce qui reste du Shelter. Ça sent le brûlé. L'un des jeunes dessine dans le sable l'emplacement d'un futur abri, il creuse le sable pour y enfoncer une branche d'arbre qui fera office de poteau. La forme de Y qu'a la branche à son extrémité est parfaite pour accueillir une poutre. Pendant ce temps, deux autres reconstruisent une clôture autour de nous, ils délimitent l'intérieur de leur chez-soi. Au bout d'un moment, un bénévole britannique arrive avec une tente 2s et des sacs de couchage pour remplacer ceux qu'ils ont perdus dans l'incendie. Avec Pierre, on assemble à la va-vite des morceaux de bois qui constitueront la structure qui supportera le toit de la nouvelle construction. Ça avance vite, on est en nage. Leopold nous rejoint, il était avec Haziz qui lui a montré la 3ème voie d'accès. Grâce à ce chemin à travers champs, on va pouvoir faire

entrer les matériaux interdits par la police. Il nous dit aussi avoir discuté avec des Afghans susceptibles de nous donner du bois. Encore plus tard, Omar, sans doute intrigué par les bruits de marteau, pointe le bout de son nez, les outils à la ceinture. Il m'arrête pendant que je démonte une palette et me corrige, il faut bloquer la palette verticalement avec son pied, faire levier avec un morceau de bois et frapper par dessous. Les planches se désolidarisent comme par magie du reste de la palette. Avec Pierre et Léo, nous décidons de le surnommer « le charpentier » et on se plaît à penser qu'il devait travailler dans le bâtiment avant son exil.

18h30. On blague et on regarde fièrement le résultat de la journée, la clôture est posée, le Shelter calciné est nettoyé et un coin d'abri est achevé. Cette nuit, ils dormiront au sec. On remonte tous ensemble sur la dune pour ranger les outils et partager un thé bien mérité. Dans le ciel, deux cerfs-volants s'affrontent. L'un s'est enroulé autour du fil de l'autre et menace de sectionner ce qui le relie au sol à chaque mouvement brusque. Il y a du monde sur la dune et tout le monde a les yeux tournés vers le ciel. Les musiciens espagnols sont perchés sur le beffroi et jouent pour la 14<sup>ème</sup> fois aujourd'hui Bella Ciao. L'ambiance est indescriptible, tout s'efface, la date, le lieu, chacun s'imagine ailleurs, loin de la Jungle de Calais, quelques jours avant son démantèlement. »<sup>56</sup>

La Jungle de Calais, par sa faculté auto-génératrice supplante toute la mode de l'auto-construction et de l'habitat partagé puisque c'est ce qui fait son origine même. Elle permet de revenir à une définition pure et essentielle de l'habiter et du commun. Malheureusement, les leçons de la Jungle sont rapidement bornées par son caractère exceptionnel, sa précarité contrainte et son exclusion du reste de la société. Elle est exceptionnelle et c'est sans doute ce qui nous empêche de l'utiliser comme modèle adaptable à la ville occidentale contemporaine. A qui la faute ?

56 : Extrait : Antoine Trémège, *Hospitalité Créative*, Ensa Nantes Mai 2017

## La Jungle comme critique de la ville contemporaine ?

Hanappe envisage la Jungle selon un modèle anarcho-libéral. Il croit que la Jungle peut atteindre un ordre sans pouvoir, ce qui la rend très critique vis à vis de la politique de l'État. La ville comme organisme naturel, se générant par elle-même pour répondre à des besoins définis : le bidonville comme tremplin vers la ville. Il reprend le travail de Colette Pétonnet pour étayer cette thèse. Le bidonville comme accès à la ville : soit comme espace d'acclimatation à une nouvelle société, soit comme entité à part entière de la ville qui aspire, en s'améliorant à s'y intégrer.<sup>57</sup>

Cependant la situation analysée par Colette Pétonnet dans les années 1970 a bien évolué. La désindustrialisation et le capitalisme tardif ayant mis fin à l'Etat-providence et au plein-emploi, la recherche de main d'œuvre étrangère s'est peu à peu réduite modifiant l'essence même du bidonville. L'amélioration par le haut suggérée par Hanappe est-elle encore possible dans une société minée par la crise économique et politique ? L'austérité, la récession et le chômage entraînent inévitablement un repli national et par extension une politique de préférence nationale. Le rôle du bidonville a muté, il ne s'inscrit plus dans un mécanisme global assurant le bon fonctionnement du pays. Aujourd'hui le bidonville peine à être un tremplin puisque sa principale utilité est l'exclusion et la mise au propre. Le bidonville, si on peut dire qu'il n'a jamais réellement permis de fabriquer de la cohésion sociale, ne s'inscrit même plus dans un processus économique et est considéré par beaucoup comme un poids mort, un boulet dont on ne peut se libérer. C'est toute la difficulté à laquelle Hanappe et ses confrères se heurtent : l'impossibilité de dissocier politique et économie. Face à l'inutilité économique du

57 : Doug Saunders, *Du village à la ville : Comment les migrants changent le monde*, Seuil 2012

bidonville, la démocratie libérale ne peut qu'entretenir un rapport coercitif à son égard. Toutes les leçons, aussi pertinentes soient-elles, que l'on tire de la Jungle sont inaudibles si elles ne parviennent pas s'intégrer dans un processus capitaliste. Pour revendiquer une existence légitime dans la société, il faut être générateur de richesse. Il y a sans doute ici une des principales raisons du démantèlement de la Jungle de Calais. En surface : la mise à l'abri et l'intolérance aux conditions de vie misérables, conditions entretenues par la fermeté de l'État et arguments catalysés par les médias. En sous-couche : l'inutilité sociétale (économique) du bidonville. Pour aller plus loin et non sans mauvaise fois : la destruction du bidonville de Calais n'est-elle pas une tentative pour décrédibiliser une façon de fabriquer la ville ? N'est-ce pas une stratégie pour pointer du doigt la perversité d'un modèle anarcho-libéral mettant en danger le rôle de l'État en le reléguant au second plan, en s'en affranchissant ?<sup>58</sup> Le traitement politique des squats contestataires peut apporter un début de réponse.

Les questions que soulèvent ces constats sont adressées aux pays d'accueil dont nous faisons partie. Quelle politique adopter face au camp ? Les allers-retours entre encampement et démantèlement ne sont que des solutions à court terme qui ne considèrent la crise migratoire que comme temporaire or elle tend à se généraliser et à s'intensifier au vu de la situation actuelle. Ce déni des réalités géopolitiques et écologiques est dans la lignée des positions des puissances européennes du XXème siècle. Agier se situant dans le même courant de pensée que Cyrille Hanappe, tous deux suivent l'héritage des analyses de Colette Pétonnet. Ils voient les migrations comme un potentiel, une richesse, et préconisent l'accompagnement du camp et non sa marginalisation. Pourtant leur thèse stipulant que le bidonville fait ville est limitée car on l'a vu, il n'a pas les amarres pour se raccrocher au capitalisme. Le bidonville, et notamment celui de Calais agit comme un plafond de verre pour les migrants qui cherchent à le quitter pour trouver une place dans la mondial-

<sup>58</sup> : Amin Bouattour, Pierre Laurent et Antoine Trémège, *Nantes Passion : Quelle place pour le squat ?* ENSA Nantes Mai 2017

sation. Le camp, organisme géré par une institution étatique et le bidonville, établissement spontané et auto-géré se rejoignent dans leur incapacité à faire prise avec l'économie mondialisée. Ils s'inscrivent dans la mondialisation et en sont les produits, pourtant leurs occupants en sont exclus. La marchandisation de l'humanitaire en est le témoin, le bidonville, comme le camp, peut être source de profit mais comme trop souvent avec l'économie de marché, l'habitant du camp n'en tire aucun bénéfice, il est plutôt la marchandise. C'est une ligne sur un tableau excel. Au delà la déshumanisation des migrants que cela engendre, la gestion globale et capitaliste de leur accueil révèle toute la négativité et l'impasse qu'est le bidonville.

A la différence du camp, dans le bidonville l'homme est libre, il n'est pas marchandisable, il n'a pas à scanner sa rétine pour se déplacer ou manger. Il n'est source de profit pour aucune entreprise. De ce fait il ne s'inclut pas dans une logique marchande ne lui permettant pas de trouver légitimité aux yeux du capital. Ainsi la grande majorité des médias, possédés par le capital, sont susceptibles de dégrader l'image du bidonville et ainsi s'orienter vers la prolifique politique de camp.

Il y a alors opposition entre deux visions. D'une part, du point de vue de la ville, le bidonville est une source d'inspiration presque inépuisable concernant sa fabrication puisqu'il offre liberté et sentiment d'émancipation à ses habitants qui sont les seuls maîtres de leur lieu de vie. La précarité de leur condition n'a pas seulement pour cause leur exclusion de l'économie mais aussi le traitement exclusivement répressif et sécuritaire que l'État leur inflige. D'autre part, le bidonville contemporain tend à échouer dans son rôle de tremplin du fait de son incapacité à s'affranchir de son caractère excluant. Sa déconnexion à la ville et son instabilité structurelle ne lui permettent plus de jouer un rôle intégrateur. Il est essentiel de contextualiser ces constats dans la politique d'accueil actuelle, où la France, dans son rôle d'autorité suprême tend à déléguer au secteur privé ou au monde associatif la prise en charge des néo-arrivants.



Urbicide : Meurtre avec préméditation d'un organisme urbain

télé



réalité

# Epilogue



## Représentation et perception : Quelle image de la Junge ?

Après la fin du Belfry Project et avec le début du démantèlement, mon accès au bidonville se limite et je décide donc de me concentrer sur la ville même de Calais, à Calais-Centre pour être précis car j'ai n'ai jamais eu accès à la périphérie. Je marche autour de l'auberge de jeunesse, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, rue Royale, rue Lafayette et essaye d'interroger des passants, des employés municipaux, des gérants de commerce ou de restaurants. Mon objectif est de dresser un portrait de l'opinion portée sur la Jungle par les usagers du centre-ville de Calais afin de rompre avec tous les préjugés que j'ai emmagasinés par le biais des médias et des récits de militants. Conscient du passé communiste et des actuels bon score du Front National dans la ville, j'ai rencontré des opinions variées, plutôt soulagées du démantèlement à venir et relativement mécontentes de la gestion du problème par les gouvernements successifs.

La ville à l'architecture moderne est marquée par plusieurs verticalités rendant lisible l'histoire de la ville : les beffrois, clochers, phares et grues du port rythme le paysage. Le plan hippodamien, témoin de l'urbanisme moderne, est décliné par des architectures brutales et monumentales franchissant rues et places qui obstruent ou accentuent des perspectives. Le ciel est blanc, il fait froid et humide et les rues sont assez vides. Je trouve la ville triste, surtout en comparaison de l'effervescence que j'avais pu observer dans la Jungle. Cette sensation de ville sinistrée est-elle une conséquence du bidonville ? De la désindustrialisation ? De la crise économique ? Le taux de chômage particulièrement élevé témoigne de l'incapacité de la ville à se tourner vers le secteur tertiaire après l'effondrement

de l'activité du bassin industriel du Nord. La ville avait alors fait le pari de se transformer en destination touristique du fait de sa position stratégique avec l'Angleterre. La gérante de l'office de tourisme m'apprend que le traitement médiatique couvrant la Jungle de Calais a fait plus de tort au tourisme que le camp en lui-même. En effet, le bidonville est générateur de tourisme car il attire bénévoles, journalistes, policiers, étudiants, chercheurs... qui logent dans les campings, hôtels et auberges de jeunesse de l'agglomération, qui consomment dans les supermarchés, les restaurants et les bars. Toutefois c'est une forme de tourisme spécifique et les messages alarmants, les images de violences et d'insécurité véhiculées par la presse n'ont laissé aucune chance au tourisme balnéaire que Calais espérait, notamment auprès des touristes anglais. <sup>59</sup> A l'instar du traitement médiatique de Molenbeek après les attentats de la fin mars 2016, <sup>60</sup> Calais est fui par les touristes à cause de l'étiquette No Go Zone <sup>61</sup> qui lui est attribuée par les médias. Pourtant Christine, mon interlocutrice à l'office de tourisme, trouve que la vie est normale à Calais et qu'il n'y a rien à craindre, elle déplore aussi l'image de racistes qui est trop souvent attribuée aux habitants de la ville. Elle finit par me dire que les gens savent qu'il y a depuis longtemps des migrants à Calais et qu'il y en aura toujours : « On peut pas pousser l'Angleterre ».

L'agent de sécurité de la mairie commence par m'informer qu'il vote FN. « Mais je ne suis pas raciste ». D'abord, il regrette l'impact du bidonville sur la zone où il s'est implanté : « Avant j'allais courir là-bas mais maintenant j'évite parce que j'ai eu des problèmes, ils me sont tombés dessus... ». Ce qui se déroule aux alentours du camp échappe à l'attention de la police et de nombreuses agressions ont été rapportées, autant sur des civils de Calais par des migrants que sur des migrants par des milices racistes, il paraîtrait même que des armes circulent. Je ne

59 : *La crise migratoire à Calais détourne les touristes britanniques de la Côte d'Opale*, francetvinfo.fr 16/08/2015

60 : *Attentats de Bruxelles : impact sur le secteur touristique*, euronews.com 01/04/2016

61 : *Calais a 'no-go zone' for police as population reaches 10,000*, thetelegraph.co.uk 29/08/16

peux pas confirmer ces dires mais ils participent certainement à alourdir le climat de tension qui règne dans l'agglomération. L'agent de sécurité utilise ensuite un argument courant (qui n'est pas faux mais pas non plus constructif) : « Calais ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». La mauvaise image dont est victime Calais provient probablement de la diffusion médiatique d'incidents de ce type. Un article de *lefigaro.fr* du 13 avril 2016 rapportant l'agression de deux automobilistes sur une aire d'autoroute à proximité de Calais<sup>62</sup> en est l'exemple parfait, en tombant dans le sensationnel et le spectaculaire ; le frisson et la violence détériorent toute possibilité d'audibilité pour les leçons urbaines de la Jungle. En systématisant un discours de violence, de « guerre inter-ethnique » et de chaos, les médias condamnent toute possibilité d'amélioration du bidonville signifiant la reconnaissance de la Jungle en tant que ville. Quand le substitut du procureur de Béthune explique que la « micro-économie » du bidonville est gérée par une mafia, en invoquant des images de violence, il occulte le fait que les réseaux souterrains font partie du mécanisme de survie du camp et de ses habitants, que l'origine des trafics se situe dans l'échec ou l'absence de l'État à offrir un traitement digne à des humains. C'est bien les pouvoirs publics qui provoquent l'état de non-droit du bidonville. Alors l'économie souterraine devient un organe vital du corps urbain. Un organe gangrené et métastasé soit mais qui répond à des besoins vitaux là où l'État n'ose s'aventurer.

L'influence des médias sur l'opinion publique est indéniable. Or, dans une société de l'information, à l'ère de la post-vérité et du capitalisme tardif, le paraître prime sur l'être, le juteux sur l'honnête et entraînent forcément des dérives : manipulations politiques, déclasséement injuste et stigmatisation intéressée. La Jungle de Calais en a fait les frais, là où sans le soutien de l'État et surtout avec les multiples réquisitoires médiatiques, il n'y avait d'autre destin envisageable que son assassinat, son urbidide. Les arguments convoqués pour justifier sa destruction sont audibles s'ils donnent suite à une amélioration de l'accueil

62 : Calais : un groupe de migrants moleste deux automobilistes sur une aire d'autoroute, *Le Figaro* 13/04/16

des néo-arrivants et de la situation sociale à Calais. Or l'actualité nous apprend que ce n'est pas le cas. Des individus sont toujours laissés livrés à leur sort, à la merci de n'importe quel être malintentionné, ils cherchent toujours à rejoindre l'Angleterre. A Nantes par exemple, avec une mairie de gauche, les associations se démènent pour loger et soutenir des migrants et aucune institution ne daigne prendre ses responsabilités ou du moins assouplir sa position pour permettre aux associations d'agir. Le démantèlement, s'il n'a pas abouti à une réelle amélioration de la situation a certainement été l'étape marquante du durcissement de la politique déjà très ferme du gouvernement.<sup>63</sup> Cette fermeté visant à empêcher l'établissement d'une nouvelle Jungle à Calais est tout simplement un déni de la réalité, le sujet étant trop sensible pour engager un réel débat de fond avec le Royaume Uni ou au sein même de la vie politique nationale. L'État applique alors une politique qui semble parfois à l'encontre des droits de l'homme<sup>64</sup> comme en témoigne la condamnation de Cédric Herrou coupable d'avoir aidé des migrants<sup>65</sup> / des hommes. La solidarité, valeur fondamentale de la civilisation judéo-chrétienne, ne parvient pas à s'imposer dans le débat. Le traitement médiatique et par extension la perception des migrants en France se font de trois manières. Les tenants du repli identitaire, derrière Eric Ciotti, les perçoivent comme de potentiels terroristes. L'opinion dominante les voit comme des gens d'une autre culture venus prendre l'emploi et l'argent des Français : justifiant la politique plus « efficace » que « généreuse » de Gérard Collomb. Enfin la vision humaniste est très minoritaire : ce sont des personnes humaines à accueillir.<sup>66</sup> La solidarité envers les réfugiés et les migrants se joue sur deux fronts : l'aide immédiate et d'urgence et la sensibilisation envers les concitoyens.

**63** : *Calais : les images de la honte*, Jungle News Arte, 27/07/17

**64** : Déclaration Universelle des droits de l'Homme : Article 3 : Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité personnelle. Article 25 : Droit à un niveau de vie minimum. L'Etat en interdisant les bénévoles à Calais, dans la vallée de la Roya et partout en France interdit l'application de ces droits pour les migrants. En plus de ne pas leur fournir un soutien, il empêche que les solidarités s'en chargent.

**65** : *Coupable d'avoir aidé des migrants, Cédric Herrou « continuera à se battre »*, Le Monde 08/08/17

**66** : Romain Jeanticou, *La désobéissance civile de Cédric Herrou « incarne la conception vivante de la démocratie »*, Telerama 16/08/17

« Face à la tragédie durable des migrants et des réfugiés, le réalisme et la lucidité sont du côté des solidarités qui défendent et sauvent les droits humains fondamentaux. L'irréalisme, mélange de politique du court terme et d'incompréhension d'un monde nouveau, est du côté des États qui les refusent et les répriment »<sup>67</sup>

Edwy Plenet

67 : Edwy Plenet, *Le devoir d'hospitalité*, Médiapart 15/08/17



## Face à l'injustice, la voie de la désobéissance civile.

L'expérience de la violence du démantèlement de la Jungle de Calais et la confrontation du réel à l'image médiatique m'ont amené à considérer la voie de la désobéissance civile, déjà questionnée lors du Belfry Project. Le projet prenait place sur un espace « inconstructible », il s'est affranchi de l'interdiction de construire dans la Jungle et a même été considéré comme provocant pour la police. Toutefois si on considère la Jungle de Calais comme une zone de non-droit, alors le Belfry Project est légitime aux yeux de la loi de la Jungle, rendant bancal le concept de la désobéissance civile dans le cadre de la Jungle et complètement légitime dans celui de la nation. La désobéissance civile apparaît quand l'État est injuste.<sup>68</sup>

Dans un entretien pour Telerama.fr, le philosophe Manuel Cervera-Marzal définit les principes de la désobéissance civile. D'abord ce terme fait appel à une distinction entre le bien et la loi. La désobéissance civile est une critique extra-légale d'une loi ou d'un système considéré comme injuste. Le philosophe et poète américain Henry David Thoreau à qui l'on doit l'expression la définit selon deux critères : la désobéissance civile est désintéressée et non violente, ce sont les conditions sinequanone à sa légitimité. De plus Hannah Arendt précise « l'objection de conscience est individuelle, la désobéissance civile est une affaire sociale et politique ? ». <sup>69</sup> L'acte demandant un changement de loi, il ne peut qu'être issu d'une action collective. La médiatisation est essentielle pour rendre efficiente la désobéissance civile car c'est l'unique moyen de réellement

<sup>68</sup> : Romain Jeanticou, *La désobéissance civile de Cédric Herrou «incarne la conception vivante de la démocratie»*, Telerama 16/08/17

<sup>69</sup> : Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence, essais de politique contemporaine*, Calmann-Lévy.

toucher l'opinion. L'efficacité médiatique dépend de la faculté à assimiler les mécanismes de la société du spectacle. Qu'est ce qui intéresse les médias ? Ou plutôt qu'est ce qui fait vendre ? « Les désobéissants jouent sur des codes symboliques », <sup>70</sup> ils maîtrisent et utilisent les nouveaux moyens de communication permettant à chacun de s'improviser journaliste, ils surfent sur la vitalité d'internet et des réseaux sociaux pour maximiser leur impact. Une action organisée par une dizaine de personnes pourra avoir plus d'impact qu'une manifestation de milliers de personnes. La désobéissance civile, hors du cadre légal tend aujourd'hui à se substituer aux formes de contestation traditionnelles, qui depuis 1945 ne cessent de s'affaiblir. Des formes extra-légales de subversion ne cessent d'émerger : les No Borders, le Black Bloc, les zones à défendre, Anonymous, les lanceurs d'alertes... Leur posture contestataire n'a de cesse de se radicaliser en réaction au durcissement d'un État qui devient plus sécuritaire, policier, répressif et surplombant.

« La radicalisation des militants est à mettre en parallèle avec celle de l'État »

Manuel Cervera-Marzal

La désobéissance civile est historiquement source de progrès car elle se fonde sur un postulat simple : « Ce que l'on a est bien, mieux que les régimes dictatoriaux, mais on peut aller plus loin. » En critiquant et contestant la démocratie, on l'empêche de se figer et on la force à s'approfondir, c'est sortir de la loi pour la réaffirmer.

70 : Romain Jeanticou, op. cit.

Après avoir rencontré, par hasard, un groupe de bénévoles indépendants, dans le centre de Calais, au cours de mes pérégrinations urbaines, nous avons décidé ensemble d'emprunter les chemins de la désobéissance civile pour tenter de pallier la défaillance de l'État et le discours dominant dans la presse qui nous semblaient erronés. Le sujet précis qui nous a fait passer à l'acte, hormis le traitement médiatique du démantèlement, concerne la situation des mineurs isolés de la Jungle. De nombreuses disparitions avaient été déplorées lors du démantèlement de février et le démantèlement en cours laissait présager les mêmes incidents. Un accord passé entre la France et le Royaume Uni sur le regroupement familial était censé permettre à des mineurs de rejoindre leur famille en Angleterre. Sur les 1300 mineurs isolés, présents dans le camp avant le démantèlement, une centaine étaient éligibles, pourtant seulement une dizaine ont bénéficié effectivement de cette procédure. Bernard Cazeneuve fut alors salué pour la fermeté avec laquelle il s'était adressé au Royaume-Uni. Les principaux groupes de presse ont salué cet accord (s'inquiétant aussi des disqualifiés du regroupement familial) et ont insisté sur le bon déroulement de la destruction du camp, passant ainsi sous silence de nombreux débordements, tensions et violences. La construction d'un mur de la honte<sup>71</sup> à Calais a fini de nous motiver.

La création du collectif Sansacred' motivé par le rétablissement d'une vérité sincère (d'après nous), s'est constituée autour de militants humanistes d'horizons variés, grenoblois, parisiens, rennais, nantais... L'inaction face au démantèlement nous a poussés à agir. Mais que faire ? Une banderole ? Un happening ? Un graffiti ? Conscients de l'illégalité de ce que nous prévoyons et des risques encourus en cas de condamnation (impossibilité de s'inscrire à l'Ordre des Architectes sans un casier judiciaire vierge) nous nous sommes tournés vers l'action où nous avions le plus de chance de ne pas nous faire attraper par la police (1250 policiers et gendarmes à Calais pendant le démantèlement

71 : *Manifestation contre le «mur de la honte» à Calais, Le Monde 18/12/2014*

<sup>72</sup>) soit le graffiti. Grâce aux compétences acquises à l'école d'architecture et à la motivation de tous, nous avons conçu un visuel illustrant notre ressenti, construit le pochoir pour le matérialiser et peint des murs dans le centre de Calais. Grâce aux contacts établis avec quelques photographes indépendants et des plate-formes solidaires sur les réseaux sociaux, les graffitis ont été relayés sur internet pour augmenter leur visibilité. Il est évident que l'impact de cette action a été mineur et qu'elle n'a probablement pas fait évoluer l'opinion. Certains ont pu nous considérer comme des vandales mais peut être que d'autres ont compris le message transmis.

Quoiqu'il en soit la ville est le théâtre de la désobéissance civile, son caractère mondial conféré par l'ère de l'information lui permet d'être la toile de fond d'un débat médiatique. Alors les questions de perception et de représentation superficiellement évoquées précédemment, deviennent primordiales dans le cadre d'un engagement politique hors du cadre légal : hacking urbain, architectures instantanées, design spontané, œuvres instinctives, occupations sauvages... Ces âpres interventions menées de façon agressive car soudaines et brusques mais non-violentes contrebalancent leur brièveté par leur impertinence, leur provocation et leur désinvolture. Si ces actions ne laissent pas trop de place au compromis qui pourrait limiter leur audibilité, elles ont au moins le mérite d'attirer le regard et de faire du bruit pour perturber, « décoiffer » voire choquer l'opinion, la poussant ainsi à s'interroger. La communication est l'enjeu majeur de toute cause, idée et projet ! Exister sur la scène de la mondialisation en faisant le buzz, en ramassant les likes sur Facebook ou Instragram, être présent sur la toile. Internet, la nouvelle vraie ville ? Non-lieu d'échange et de mise en contact, carrefour des mondes et forum des sociétés. Le monde-ville Coruscant<sup>73</sup> existe déjà dans les portables du mineur isolé afghan sur une dune, de l'électeur FN de la mairie de Calais ou de l'anarchiste brésilien

<sup>72</sup> : *Jungle de Calais : 10 questions pour comprendre le démantèlement*, La Croix 21/10/2016

<sup>73</sup> : Coruscant est la planète entièrement recouverte de constructions dans la saga Star Wars, en tant que capitale de la république galactique, symbole de civilisation.

habitant de sa Jungle. Le réseau mondial aurait-il des leçons à donner sur la ville contemporaine ?

Dans le cadre du mémoire de licence, mon introspection sur l'engagement politique de l'architecte face aux problématiques à venir, m'orienta vers une vision ultra-libérale de la construction de la ville : auto-construite, auto-gérée et autonome. J'ai retrouvé cette ville avec la Jungle de Calais (et probablement plus). Son urbicide a réveillé ce qui me semble être les enjeux profonds d'une politique solidaire. Les exemples, les tentatives et les expérimentations pour inventer un modèle d'accueil foisonnent mais peinent à se faire une place entre le silence du débat politique et le brouhaha médiatique.

Aussi, ce mémoire s'inscrit à la fois à l'origine et à la suite de l'option de projet Borderline et situe l'origine de mon intérêt académique pour la question de l'accueil de l'étranger, mais cet intérêt ne saurait se limiter à l'exercice du mémoire. De février à juillet 2017, parallèlement aux séminaires de mémoire dirigés par Eric Chauvier, j'ai suivi l'option de projet architectural Borderline dirigée par Sabine Guth et Romain Rousseau. Le postulat de cette option est de confronter la pensée élaborée durant le mémoire de master à l'exercice du projet. Dans ce cadre là et en me basant sur mon expérience de terrain, je me suis intéressé et rapproché des squats de migrants nantais et j'ai tenté de prospecter sur un modèle d'accueil que j'ai maladroitement nommé Hospitalité Créative, il essaye de reprendre les codes médiatiques et publicitaires actuels. Ce modèle se décline en trois pans : Tout d'abord, un pan critique et analytique sous la forme d'une contre-édition du magazine municipal Nantes Passion, dressant un portrait des Squats selon un spectre inhabituel. Ensuite un pan pratique avec la conception d'un kit à squatter permettant d'agir directement sur la crise du logement. Ce kit, présenté dans un catalogue a pu être expérimenté par le prototypage de l'un de ses modules avec l'aide d'un demandeur d'asile guinéen. Enfin, un pan théorique se présentant sous

la forme d'un mini-mémoire, résumant la recherche-action effectuée durant le semestre et tentant de trouver les pistes de l'application de ce modèle d'accueil à Nantes. Ce mémoire de master est donc concomitant avec mon rendu Borderline, même si les terrains sont différents, ils se sont mutuellement nourris l'un de l'autre.

Pour Borderline, j'ai utilisé mes compétences d'analyse, de prospection et de communication à des fins pédagogiques et de sensibilisation, en diversifiant les points d'entrées et les échelles. J'essaye de prouver que des processus observés aussi bien dans la métropole mondialisée que dans le bidonville exclu, apportent des solutions aux questions contemporaines.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR DE NANTES

# Bibliographie

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

- \_Agier Michel, *Un monde de camps*, La découverte 2014
- \_Agier Michel, *Du bon usage des frontières dans un monde cosmopolite*, Tous Urbain n°12, Janvier 2016
- \_Aragon Louis, *Les beaux quartiers*, Editions Denoël 1936
- \_Arendt Hannah, *L'impérialisme*, chapitre IX, *Le déclin de l'Etat-nation et la fin des droits de l'homme*.
- \_Arendt Hannah, *Du mensonge à la violence, essais de politique contemporaine*, Calmann-Lévy.
- \_Arendt Hannah, *L'Antisémitisme*, chapitre III « Les Juifs et la société », « Entre le paria et le parvenu »
- \_Chavier Eric, *Les nouvelles métropoles du désir*, Allia 2016
- \_Donzelot Jacques, *La ville à trois vitesses*, Revue Esprit 2004
- \_Forrest, Ray. *Le voisinage ? Quelle importance ?*, Revue internationale des sciences sociales, vol. 191, no. 1, 2007, pp. 137-151.
- \_Friedman Yona, *L'architecture de survie, une philosophie de la pauvreté*, l'éclat 2016
- \_Koolhaas Rem, *Junkspace*, Manuels Payot 2001
- \_Lussault Michel, *Hyper-lieux*, Seuil 2017
- \_Colette Pétonnet, *On est tous dans le brouillard, Essai d'ethnologie urbaine*, 1975
- \_Rabhi Pierre, *Vers la sobriété heureuse*, actes sud 2010
- \_Rossi Aldo, *L'architecture de la ville*, 1966
- \_Saunders Doug, *Du village à la ville : comment les migrants changent le monde*, Edition Seuil 2012
- \_Schütz Alfred, *L'étranger*, Allia 2017
- \_Timothy A. Gibson, *La ville et le « spectacle » : commentaires sur l'utilisation du « spectacle » dans la sociologie urbaine contemporaine*, La Presse de l'Université de Montréal, 2005
- \_Traverso Enzo, *La fin de la modernité juive*, Paris, La Découverte, 2013
- \_Wihtol de Wenden Catherine, *Atlas des migrations : Un équilibre mondial à inventer*, Autrement 2016

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Merci à Eric Chauvier pour son accompagnement  
Merci à toutes les personnes rencontrées durant  
cette expérience et à tous ceux qui m'ont soutenu  
par la suite.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

